

GRASPE

**Groupe de Réflexion sur l'avenir du Service Public Européen
Reflection Group on the Future of the European Civil Service**

**Cahier n° 35
Avril 2019**

G

R

A

S

P

E

Sommaire

Editorial : Nous sommes Européens	3
L'Union européenne d'aujourd'hui prête à relever les défis demain par M. Selmayr	10
Conférence avec Sandro Gozi	18
Entretien avec M. Alain Granjean	37
Dialogue avec M Pieyre-Alexandre Anglade	51
Conférence avec Philippe Frémeaux	63
Fiche de lecture : "ITER, étoile de la science"	86
Au service de l'Europe. Crises et transformations sociopolitiques de la fonction publique européenne. Livre de Didier Georgakakis	93

*Changer l'état des choses est aisé,
l'améliorer est très difficile*
ERASME

Diffusion strictement limitée aux personnels des Institutions européennes

Éditeur responsable : Georges VLANDAS

Rédaction : Tomas GARCIA AZCARATE, Olivier BODIN, Tremeur DENIGOT, Andréa MAIRATE, Paolo PONZANO, Bertrand SORET, Jean-Paul SOYER, Catherine VIEILLEDENT, Sylvie VLANDAS.

Site web et maquette : Jean-Paul SOYER
Diffusion : Agim ISLAMAJ

Contributeurs

Michel AGLIETTA
Philippe AIGRAIN
Stéphane ANDRÉ
Pieyre-A ANGLADE
Fabrice ANDREONE
Michel ANDRIEU
Claudio ARANZADI
Jean-Pierre BOBICHON
Jacques BABOT
Jean-Michel BAER
Angelo BAGLIO
Bernard BARTHALAY
Gilles BERTRAND
Olivier BODIN
Thimios BOKIAS
Laurent BONTOUX
Anastassios BOUGAS
Didier BOUTEILLER
Kostas BOTOPOULOS
Olivier BRUNET
Francisco
CABALLERO SANZ
Yves CAELEN
Bernard CAISSO
Pierre CALAME
Pino CALO
Antonio CAMPINOS
Paraskevas CARACOSTAS
Rui CAVALEIRO
AZEVEDO
Claude CHENE
Paul CLAIRET
Michel CLASSENS
Philip CORDERY
Georges DASSIS
Pierre DEFRAIGNE
Jacques DELORS
Maria Eduarda DE
MACEDO
Bertrand DELPEUCH
Tremeur DENIGOT
Isabelle DEMADE
Yves DEVELLENES
Jean-François DREVET
Marie DUFRASNE
Yves DUMONT
Olivier DUPUIS
Isabelle DURANT
Guillaume DUVAL
Wolfgang ENTMAJR

Johanna ERUST
Tomas GARCIA
AZCARATE
Fernando GARCIA
FERREIRO
Philippe FREMEAUX
Sandrine GAETE
Didier
GEORGAKAKIS
Isabel GONZALEZ
FORTES
Sandro GOZI
Alain GRANDJEAN
Mireille GRUBERT
Daphne HALIKIOPOULOU
Dimitris HATZISTRATIS
Anders HINGEL
Thomas HENOKL
Michel HUSSON
Franco IANNIELLO
Jimmy JAMAR
Olivier JEHIN
Philippe KERAUDREN
Georgios KASTRINOS
Guillaume KLOSSA
Frédéric KRENC
Marie LAGARRIGUE
Alain LAMASSOURE
Philippe LAMBERTS
Eneko LANDABURU
Notis LEBESSIS
Roberto LENTI
Jean-Charles LEYGUES
Julie LEPRETRE
Joël LE QUÉMENT
Alain LIBEROS
Jose Manuel LOPEZ
CEJUDO
Beatrice LUCARONI
Patrick LUSSON
Robert MADELIN
Andrea MAIRATE
Dana MANESCU
Margarida MARQUES
Bernard MARX
Manuel MEDINA
ORTEGE
Olivier MERLE
Francisco MOLERA
APARCICIO
Benoît NADLER

Koen NOMDEN
Béatrice ORNSTEDT
Dimitrios PAPANIMOULIS
Naphsica PAPANICOLAOU
Jaime PEREZ VIDAL
Ines PERIN
Victoria PEUVRELLE
Paolo PONZANO
Jacques PRADE
Jean-Louis QUERMONNE
Antoine QUERO MUSSOT
Jacques René RABIER
Megan RICHARDS
Michel RICHONNIER
Nicolas SABATIER
Guillaume SACRISTE
Manuel SANCHIS i MARCO
Francesco SARACENO
Ludwig SCHUBERT
Burkart SELLIN
Martin SELMAYR
Giovanni SERGIO
Anne SERIZIER
Elli SFYROERAS
Vlassios SFYROERAS
Kim SLAMA
Georges SPYROU
Piero SOAVE
Bertrand SORET
Jean-Paul SOYER
Katerina TERLIXIDOU
Béatrice THOMAS
Isabelle THOMAS
Johanna TOUZEL
Loukas TSOUKALIS
Edouard TURKISCH
Roger
VANCAMPENHOUT
Philippe VAN PARIJS
Alexis VAN SOLANGE
Sofia VASILOPOULOU
Jean-Marc VENINEAUX
Catherine VIEILLEDENT-
MONFORT
Jerôme VIGNON
Georges VLANDAS
Sylvie VLANDAS
Timothée VLANDAS
David WALKER
Henri WEBER
Agnieszka WIDŁASZEWSKA

Les articles publiés dans ce numéro ne reflètent pas nécessairement le point de vue de chacune des personnes ayant participé aux travaux de Graspe.

Retrouvez nos numéros précédents : <http://graspe.eu>

e-mail : courrierlecteur@graspe.eu

Société éditrice :
GRAACE AISBL
23 rue du Cardinal,
1210 Bruxelles, Belgique.
© GRASPE 2019

Éditorial : Nous sommes Européens

L'idée européenne n'est pas un sentiment premier, comme le sentiment patriotique, comme celui de l'appartenance à un peuple, elle n'est pas originelle et instinctive, mais elle naît de la réflexion, elle n'est pas le produit d'une passion spontanée, mais le fruit lentement mûri d'une pensée élevée. Il lui manque d'abord entièrement l'instinct enthousiaste qui anime le sentiment patriotique. L'égoïsme sacré du nationalisme restera toujours plus accessible à la moyenne des individus que l'altruisme sacré du sentiment européen, parce qu'il est toujours plus aisé de reconnaître ce qui vous appartient que de comprendre votre voisin avec respect et désintéret (S. Zweig, Appel aux Européens¹)

Depuis la crise financière de 2007-8, jamais l'Union européenne ne s'est autant interrogée sur son identité et sa raison d'être. A quelques semaines des élections européennes, le débat traverse tous les Etats membres et les forces politiques. La question qui lancine les esprits est de savoir de quelle Europe nous avons besoin pour répondre aux défis du XXIème siècle. Mais laquelle, celle du souverainisme ou du fédéralisme ? Celle des nations d'origine chrétienne ou celle de la diversité des cultures ? Une Europe néolibérale des marchés ou une Europe sociale fondée sur la solidarité ? S'interroger ainsi revient à définir un projet politique commun qui se construit à partir de certaines de nos identités contre d'autres.

¹ S. Zweig, *Appel aux Européens*, Omnia Poche 2014. Les deux textes publiés ici reprennent celui écrit sous le titre ' la désintoxication morale de l'Europe' pour le Congrès sur l'Europe de l'Accademia d'Italia, à Rome en 1932 à laquelle il ne participera pas en raison du refus du gouvernement fasciste en place depuis dix ans ; l'autre date de 1934 et s'intitule ' la construction de l'Europe'.

La transformation rapide de son environnement international, allant de la mondialisation des échanges d'informations et de marchandises à la globalisation des marchés financiers et de contrôle des flux migratoires a certes fait monter le doute à l'égard de la pertinence du projet européen.

Conçue comme un espace de solidarité économique et politique, garantissant la paix et la prospérité au dedans et faisant bloc contre les menaces venues du dehors, la Communauté, en raison de ses succès initiaux, s'est progressivement élargie, notamment depuis la désintégration de l'Empire soviétique, en réunissant sous son toit des pays dont le passé n'implique pas nécessairement le même projet d'avenir et qui inspirent des craintes de dumping fiscal et social.

Face au repli identitaire prôné par les partis populistes et d'extrême droite, l'Union Européenne rencontre des difficultés à construire un narratif cohérent². Dans son essence même, l'Union des Etats suppose un degré de cohérence et d'identité commune. Mais cette identité est en construction en tant que projet qui s'inspire de certains traits du passé pour les dépasser.

Le discours sur 'qui sommes-nous' reste difficile à élaborer: identité géographique, culturelle ou des valeurs. Dans son roman³, R. Menasse y cherche des facteurs d'unité en puisant dans les racines profondes de l'Europe (jusqu'à Auschwitz !) et rêve d'une culture qui unit les Européens. En fait, l'Europe n'est pas une réalité donnée, inscrite dans l'ordre naturel des choses mais une réalité historique objective, une création humaine, réalisée collectivement par les habitants autochtones ou immigrants du continent ayant reçu le nom d'Europe⁴. Le grand économiste français François Perroux disait que 'l'Europe, plus qu'un lieu, est une histoire et un esprit'⁵.

Le projet européen ne peut être compris que dans le contexte historique de l'Europe ravagée par les deux guerres mondiales et la crise de l'entre-deux guerres qui ont remis en cause la stabilité

². L. van Middelaar, "Pourquoi forger un récit européen ? La politique identitaire en Europe. Nécessités et contraintes d'un récit commun", in A. Arjakovsky (dir.), Histoire de la conscience européenne, Editions Salvator, " Collège des Bernardins ", 2016

³ R. Menasse, La Capitale (Die Hauptstadt) , traduit de l'allemand, Verdier, 2017

⁴ Le mythe d'Europe trouve à l'origine son expression symbolique dans la légende du rapt d'Europe, fille d'un roi d'Asie mineure, que Zeus, transformé en taureau, emmène dans l'île de Crète pour y engendrer les premiers « Européens ».

⁵ F. Perroux, *l'Europe sans rivages* , Presses Universitaires de France, 1954

et la cohésion dont les Européens ont rêvé. La montée du fascisme et du nazisme – et l’affirmation du stalinisme à l’est – ont fait de l’Europe l’épicentre de la barbarie et de la violation des droits humains. C’est sur ce fonds historique que s’est construit l’édifice européen, en mettant au centre la construction d’une union pacifique des Etats Européens. La vision d’un idéal européen demeure ainsi fondamentale même si la réalité reste entachée de compromis géopolitiques souvent arbitraires. La construction européenne a traversé différentes étapes d’approfondissement et d’élargissement du Nord au Sud puis après la chute du mur de Berlin, l’adhésion fut étendue aux Etats de l’Europe centrale et orientale.

Cette vision s’est accomplie jusqu’ici à travers la construction d’une Europe intégrée avec un marché intérieur assujéti à des règles communes et un socle commun de droits fondamentaux. La gouvernance européenne a été remodelée dans laquelle les Etats-nations, les régions et les villes coexistent dans une structure supranationale définie par une culture politique partagée de démocratie, d’économie de marché et appuyé sur des droits sociaux.

L’idée même d’un peuple européen, comme l’évoque le philosophe allemand J. Habermas est une construction sociale complexe où se mêlent citoyenneté et souveraineté. La bataille pour la création d’une démocratie européenne n’est pas le résultat des élites qui ont pourtant façonné le projet européen mais nait également des pressions populaires. Le *démos* qui avait émergé à la fin du 19eme siècle a été catalysé par de grands réformateurs politiques et se constitua aussi à travers des luttes pour des droits démocratiques par les mouvements sociaux issus du monde du travail et plus tard à travers la conquête d’autres droits comme le vote des femmes et ceux des minorités marginalisées.

Dans la période d’après-guerre, l’Europe bénéficiait d’un cycle long de croissance économique (que l’on appela en France les ‘Trente Glorieuses’) qui fut accompagnée par la création d’institutions supranationales. Face à ce succès, les Etats européens pouvaient décider de leur propre gré d’adhérer au projet de construction européenne où des structures de gouvernance pouvaient associer les Etats-nations dans des domaines importants et où la souveraineté était mise en commun pour créer ainsi des liens d’interdépendance accrus. Ceci donna lieu à une structure politique commune qui reconnaissait la diversité des Etats et des cultures nationales à travers des lois et des normes européennes. Dans les années 90, on assistait ainsi au plus haut niveau d’identification des citoyens au projet

européen y voyant une réponse aux problèmes économiques et sociaux de l'époque. En somme, une Europe forte dans un paysage d'Etats pluriels.

Au tournant du 21ème siècle, les pressions économiques se sont accrues avec les tensions renouvelées entre les Etats Unis, la Chine et l'Union Européenne et les conséquences non maîtrisées de la crise financière globale. Dix ans après l'explosion de la crise de 2007-2008, l'économie mondiale devint si volatile que l'on commence déjà à entrevoir les signes d'une nouvelle crise d'un régime de croissance qui exacerbe les risques et la formation de bulles financières. Plusieurs pays de l'Union européenne se retrouvèrent impliqués dans des malversations financières de leurs systèmes bancaires à travers les crédits 'subprime', un effet de levier excessif et une volatilité et complexité croissante des instruments financiers. C'est alors que les structures de gouvernance de l'Union européenne sont apparues trop faibles pour répondre à ces dérives si ce n'est qu'en y apportant une dose de réglementation financière et les sables mouvants d'une monnaie unique ne disposant pas d'instruments adaptés en matière fiscale et monétaire.

La question de la raison d'être européenne, et par là même le projet européen, se posa cette fois-ci en porte à faux, étant donné l'urgence pour l'Union Européenne de réussir à stabiliser ses économies, à réussir la transition énergétique, à maîtriser la montée des inégalités interpersonnelles et entre territoires et à renouer avec la croissance de manière durable. Cependant, la crise financière a mis à mal la relation entre identité et politique. Tandis que les Etats restent porteurs d'identités culturelles et historiques nationales spécifiques, la culture européenne est souvent vue comme le produit des élites. Comme la nature a horreur du vide, les populismes et les extrémismes se sont emparés de cet espace politique laissé vacant. Ces racines 'culturelles' pouvaient être davantage exploitées dans la période d'après-guerre, mais il était plus aisé pour l'Allemagne et la France, avec leurs alliés, de façonner l'Europe à leur propre image et conformément à leurs intérêts respectifs. La gouvernance européenne a été jusqu'ici le fruit d'un compromis entre les intérêts de puissances dominantes, et rarement le produit d'une communication à grande échelle entre les peuples. Les grands projets d'intégration culturelle ont été surtout des projets d'infrastructure, scientifiques et technologiques et de renforcement institutionnel. Le programme Erasmus fait figure d'exception car il a été un formidable creuset d'intégration pour les jeunes européens. Sans nier l'importance de ces avancées, elles ne touchent pas au cœur de l'imbrication des cultures nationales.

Aujourd'hui, l'Europe est en danger et pourtant elle n'a jamais été autant nécessaire. La crise financière a exacerbé les tensions internes entre Etats membres, en particulier au sein de la zone euro où dominent les clivages entre pays créanciers et pays débiteurs. En outre, elle a donné lieu à un élan considérable des pays émergents, en particulier la Chine qui accentue les pressions compétitives sur l'Europe et offre aux pays les plus endettés et limités dans leurs capacités budgétaires des possibilités d'investissements dans le cadre de la *Road and Belt Initiative*. Ainsi des signes de désintégration sociale et de résurgence des sentiments nationalistes ont pu émerger un peu partout en Europe. L'antisémitisme, le racisme et l'idéologie d'extrême droite ont été rétablis comme négation de la culture européenne. La nécessité de forger une identité européenne avait été mise à mal à la sortie de la guerre puis pendant la guerre froide alors que l'Europe se trouvait sous l'emprise de la rivalité militaire entre les Etats Unis et l'Union soviétique. Mais cette identité culturelle 'négative' (contre l'ennemi soviétique) n'a pu survivre lorsque les tensions géopolitiques de l'Europe s'étaient dissipées. Peut-être assistons-nous à une réaction similaire de la part des Etats qui font bloc face aux tentatives désespérées du Royaume Uni de trouver une issue à son projet de retrait de l'Union européenne.

Il n'en reste pas moins qu'une des plus grandes réalisations historiques de l'Europe est d'avoir créé une paix durable là il n'y avait que dévastation et guerre. La tentative fructueuse d'avoir créé des structures politiques communes ancrées dans le respect des droits humains et de l'Etat de droit demeure le plus grand projet politique jamais réalisé dans un monde global brisé par les contradictions entre globalisation et nationalisme. Dans une époque où les maux globaux perdurent - instabilité financière globale, déséquilibres économiques, changement climatique et tensions géopolitiques- le fait de 'coopérer pour se protéger'⁶ (selon l'expression de M. Draghi) au sein d'un bloc politique est la voie d'une souveraineté européenne fondée sur des institutions et des règles communes. En fait, les problèmes nationaux sont inséparables du destin de l'Europe. Aujourd'hui, aucun Etat-nation ne peut survivre dans un monde globalisé sans appartenir à une entité plus vaste qui puisse assurer une concurrence loyale, une coopération renforcée et une solidarité entre ses membres. Ceci était le projet initié par J. Delors et ceux qui le soutenaient en parfaite continuité avec la vision originelle des 'pères fondateurs'. Toutefois, cette approche doit

⁶ M. Draghi, Europa : sovranità in un mondo globalizzato , Discours à l'université de Bologne, 22 février 2019

se fonder sur la résolution de problèmes communs au moyen d'une gouvernance renforcée face à des défis communs et sur l'engagement commun à des principes et des règles qui peuvent garantir la stabilité, l'unité et la liberté dans un monde polarisé, notamment les principes de démocratie et de droits humains.

La tâche urgente de l'Europe est de forger une propre identité culturelle 'positive' (c'est-à-dire pour et par elle-même selon le mot de Raymond Aron) fondée sur l'universalisation d'un socle de valeurs européennes pouvant rassembler une majorité d'Européens en dépit de la spécificité des valeurs propres à chaque pays. Elle prend tout son sens comme expression des préférences collectives et comme projet de culture politique commune pour un renouveau européen qui puisse répondre aux aspirations de progrès social et de protection des citoyens européens⁷. L'essence de ce projet avant tout humain porte en soi une identité culturelle commune respectueuse de la pluralité nationale nourrie à partir d'une véritable éducation européenne historique et fondatrice d'une vocation spécifique (et souveraine) de l'Europe consistant à trouver une voie médiane entre le global et le local, la dilution et le repliement sur soi, le libre marché et le nationalisme économique. Faire revivre l'idéal européen, c'est aussi repenser notre modèle de développement pour faire face à l'émergence de problèmes dramatiques comme la rupture climatique et les besoins sociaux non satisfaits, que le marché tout seul ne peut résoudre et qu'il faut impérativement réorienter vers la révolution verte, la régénération de nos villes, le développement des territoires, de nos patrimoines culturels, de l'éducation et des universités, bref le bien-être humain de nos populations.

C'est tout le sens des élections européennes du 26 mai où des millions d'Européens se rendront aux urnes pour désigner leurs représentants au Parlement Européen et indirectement le président de la Commission européenne. Ces élections, que F. Timmermans qualifie de bataille pour une 'âme démocratique' de l'Europe revêtent une importance majeure pour le futur de notre continent. Etant donné les forces opposées qui s'affrontent, les forces eurosceptiques mais aussi de nouvelles

⁷ De ce point de vue, la lettre adressée aux citoyens européens du président français mérite d'être soulignée dans la mesure où il plaide pour une renaissance européenne articulée autour de mesures concrètes visant à renforcer la démocratie électorale, la sécurité et la défense et des normes sociales plus contraignantes tout en proposant de remettre à plat la structure et les politiques de l'Union dans le cadre d'une conférence intergouvernementale. E. Macron, Pour une renaissance européenne, 4 mars 2019 <https://www.elysee.fr/emmanuel-macron/2019/03/04/pour-une-renaissance-europeenne>

forces pro-européennes (par exemple, Renaissance en France, Più Europa et Siamo Europei en Italie, ou le groupe pan-européen Volt), il existe une ligne nette de démarcation sur la conception même de l'Union Européenne, son fonctionnement ainsi que sur de nombreux sujets politiques et économiques⁸.

Les citoyens européens ont besoin d'une Europe qui puisse articuler une vision claire du futur autour des principes de démocratie, solidarité et de subsidiarité active afin de restaurer leur confiance dans l'Union européenne. L'alternative ne peut être que la perception d'un déclin irréversible qui renforcera les populismes et les extrémismes. Les gouvernants nationaux et européens ont à cet égard une responsabilité historique vis-à-vis des citoyens européens d'aujourd'hui et de demain. Notre seul espoir est qu'une 'éthique de la responsabilité' prévaudra dans le résultat de ces élections. Comme disait Zweig en 1934, 'jamais dans l'histoire le changement n'est venu de la sphère intellectuelle et de la simple réflexion'.

⁸ Voir l'analyse de Miriam Sarace (London School of Economics) qui a analysé les plateformes des différents groupes politiques dans son blog : <https://blogs.lse.ac.uk/europpblog/2019/02/14/topic-modelling-the-2019-european-parliament-elections-the-long-awaited-battle-over-the-soul-of-europe/>.

L'Union européenne d'aujourd'hui prête à relever les défis demain

*Par Martin Selmayr
Secrétaire général de la Commission européenne*

Dans quelques semaines plus de 400 millions de citoyens européens, soit le plus grand électorat au monde après l'Inde, seront invités à se rendre aux urnes pour des élections européennes qui s'annoncent décisives pour l'avenir de l'Europe.

L'issue de ces élections sera cruciale car les citoyens européens connaissent un moment de profonde transformation du système mondial, à l'aube d'une nouvelle ère dans laquelle l'Union européenne peut et doit contribuer en prenant davantage de responsabilités et en affirmant sa souveraineté.

Du virtuel au réel européen

Malgré les incertitudes et les critiques de la part de ses détracteurs, l'Europe a su prouver à maintes reprises sa capacité à former et rendre visibles ses ambitions, sa capacité à passer du virtuel au réel.

Prenons l'exemple de l'euro. En 1999, onze pays ont introduit la monnaie unique qui, pendant les premières années de sa vie, n'avait qu'une existence virtuelle, juridique. C'était une monnaie sans pièces, sans billets de banque ce qui a probablement contribué au scepticisme de certains sur son avenir. Ce n'est que trois ans plus tard que l'euro s'est matérialisé dans nos porte-monnaie et s'est progressivement imposé sur les marchés.

Aujourd'hui l'euro est une monnaie forte qui a survécu à la crise financière. La Commission européenne, en collaboration avec la Banque centrale européenne et les Etats membres a mis en place en 2012 un pare-feu européen sous l'égide du Mécanisme européen de stabilité qui peut mobiliser jusqu'à 500 milliards d'euros en soutien aux Etats membres. La Banque centrale

européenne est aussi devenue une institution indépendante et crédible qui, comme Mario Draghi l'a affirmé, est « prête à faire tout ce qui sera nécessaire pour préserver l'euro ». Une banque centrale qui depuis 2014 assume aussi le rôle de véritable superviseur bancaire pour toute la zone euro. Ainsi, récemment 75% des citoyens de la zone euro se prononçaient en faveur de la monnaie unique, affirmant leur confiance dans l'euro ; un niveau de confiance jamais atteint, confortant les efforts engagés dans sa consolidation.

Pour reprendre l'expression de Mario Draghi, Président de la Banque centrale européenne, l'euro est un « mystère de la nature » à l'image d'un bourdon qui normalement ne devrait pas voler mais y parvient quand même. Et si l'euro a pu prendre son envol et continue des années après à très bien voler, c'est grâce à la volonté politique qui soutient ce projet. Cette volonté politique qui anime l'Union européenne, sans laquelle les acteurs de l'Europe ne pourraient pas passer du virtuel au réel. Pourtant, dans de nombreux cas, le virtuel doit évoluer vers le réel pour que l'Europe se manifeste concrètement aux yeux de ses citoyens.

Je pense par exemple à notre espace européen de libre circulation. Les frontières entre nos pays sont devenues invisibles. 17 millions d'européens résident dans un Etat membre autre que celui de leur nationalité, tandis que des dizaines de millions voyagent chaque année au-delà de leurs frontières nationales, au sein de l'Union européenne, pour le travail, la famille ou les loisirs. Les citoyens européens sont extrêmement attachés à la liberté de circulation, l'une de nos quatre libertés fondamentales au sein du marché intérieur, mais l'abolition des frontières intérieures de l'Union ne va pas sans un renforcement et une bonne gestion de nos frontières communes. Or, ces dernières années, les citoyens européens ont eu le sentiment que nous ne faisons pas assez pour protéger nos frontières extérieures. Pourtant quelques 100 000 garde-frontières et garde-côtes nationaux sont déployés tout au long de celles-ci. Alors en dépit de ce qu'en disent les populistes, nos frontières sont effectivement protégées. Cependant, il est vrai que l'Europe en tant que telle n'était pas matériellement visible en filigrane de cette action, ce qui a alimenté chez certains citoyens européens la perception qu'elle manquait à ses responsabilités de garante des frontières. C'est pourquoi la Commission européenne a tout d'abord créé en 2004 l'agence Frontex qui coordonne ces 100 000 agents nationaux. Puis, en réponse à l'afflux sans précédent de migrants en 2015, nous sommes allés plus loin et nous avons créé, sous l'impulsion du Président Juncker, un Corps européen de garde-côtes et de garde-frontières. Le

déploiement de ce contingent permanent dès 2021 – qui atteindra 10 000 garde-côtes et garde-frontières en 2027 – sera en mesure d'assurer une gestion cohérente des frontières et de répondre aux situations de crises. Concrètement, il permettra d'améliorer la protection de nos frontières extérieures, en contrôlant avec humanité et fermeté et en étroite collaboration avec les Etats membres ceux qui n'ont pas le droit d'entrer sur le territoire de l'Union européenne. En réalité, ce Corps n'est pas une proposition nouvelle : il y a plus de vingt ans, la Commission avait déjà présenté à plusieurs reprises une initiative similaire, mais elle fut continuellement rejetée jusqu'à la crise de 2015. Une fois de plus, cet exemple souligne que l'Europe avance souvent au rythme des crises, qui agissent comme un détonateur et font comprendre à ses responsables politiques qu'ils doivent rendre l'Europe plus réelle, plus visible aux yeux des citoyens.

Il en va de même pour la protection des données qui est une question très sensible pour les européens. Après avoir connu des années de dictature sous l'égide de régimes d'extrême gauche ou d'extrême droite, la protection des données personnelles dans sa dimension européenne renvoie à notre dignité humaine, notre liberté individuelle, auxquelles les européens sont fortement attachés. Elle constitue également une priorité pour le bon fonctionnement de notre marché intérieur.

Depuis 1995, certaines règles européennes protègent ces données personnelles au moyen d'une directive. En tant que telle, l'adoption d'une directive ne signifie pas grand-chose pour nos citoyens et nos entreprises. Cela demeure pour eux de l'ordre du virtuel. Entre trois et quatre ans peuvent être ainsi nécessaires entre le moment où la directive est adoptée et le moment où les Etats membres la transposent dans leur législation nationale. Mais cette situation a profondément évolué depuis le 25 mai 2018. A cette date, le Règlement général sur la protection des données personnelles (le « RGPD ») est entré en vigueur. Les règles de la directive sont désormais incluses dans un règlement, véritable loi européenne s'appliquant à tous dès qu'elle est adoptée. Nous sommes ainsi passés du virtuel au réel, d'autant plus que des sanctions dissuasives sont prévues en cas de non-respect de cette mesure: elles peuvent se chiffrer jusqu'à 20 millions d'euros ou, dans le cas d'une entreprise, à 4% du chiffres d'affaires annuel mondial.

Ces trois exemples montrent que l'Union européenne est un processus complexe et progressif, mais les citoyens européens peuvent compter sur une impulsion politique forte, ce qui permettra toujours d'avancer du virtuel au réel. Aujourd'hui,

l'Union européenne doit opérer cette transition dans un nombre croissant de politiques. C'est précisément ce que soulignait le Président Juncker en septembre dernier, dans son discours sur l'Etat de l'Union lorsqu'il évoquait l'heure de la souveraineté européenne.

Mettre les priorités sociales au cœur de notre action

Face à la pire crise économique et sociale que l'Europe ait connue depuis la Deuxième Guerre Mondiale, mais aussi face aux profondes transformations du monde du travail, nous avons nourri l'ambition de développer la dimension sociale de l'Europe pour qu'elle réponde aux défis de demain.

La première priorité de ces dernières années était de tourner la page de la crise, en se focalisant sur l'emploi et la croissance. Grâce à des initiatives telles que le Plan d'investissement pour l'Europe (le « plan Juncker ») et la relance de la garantie pour la jeunesse, l'Union européenne a connu 23 semestres consécutifs de croissance et plus de 12,5 millions d'emplois ont été créés depuis le début de ce mandat. Cela veut dire qu'aujourd'hui, 240 millions d'Européens ont un travail, un niveau d'emploi jamais atteint dans notre Union. Le taux de chômage – désormais à 6.5% – est également à son plus bas niveau depuis le début de ce siècle. Comme aime à le dire notre Président, si ces 12,5 millions d'emplois avaient été détruits, on aurait accusé la Commission d'être seule responsable, alors permettez-nous de revendiquer ne serait-ce qu'une part de ces progrès.

En même temps, à l'initiative de Président Juncker, la Commission a fait des priorités sociales le fil rouge de son action et un élément essentiel du débat sur l'avenir de l'Europe. En proposant un socle européen des droits sociaux et en parvenant à le faire proclamer le 17 novembre 2017 en présence des Chefs d'Etat et de gouvernement et du Parlement européen, le Président Juncker a marqué son engagement personnel et celui de la Commission en faveur d'un ensemble de 20 principes et droits essentiels : du droit à un salaire équitable au droit à la protection de la santé ; de la formation tout au long de la vie à un meilleur équilibre entre vie professionnelle et vie privée ; de l'égalité entre les femmes et les hommes au revenu minimum. En établissant le socle européen des droits sociaux, l'Union entend défendre les droits de ses citoyens dans un monde en mutation rapide. Aujourd'hui, ce sont plus de 24 initiatives juridiques qui ont été adoptées sur proposition de la Commission pour donner corps au Socle européen des droits sociaux, et nous

veillons à sa mise en œuvre au sein des États membres à travers le Semestre européen de coordination politique.

Un ordre mondial fondé sur des règles

La souveraineté européenne fait écho à une Europe plus responsable et plus indépendante. C'est d'abord une Europe qui prend en charge sa propre défense et continue à œuvrer pour le Fonds européen de défense, qui fournit aux États membres des incitations financières en faveur d'un renforcement de leur coopération militaire. Ainsi, la nouvelle initiative de Coopération structurée permanente, sur laquelle 25 États membres se sont engagés en novembre dernier, permettra à certains projets européens de défense de bénéficier d'un cofinancement de la part de l'Union européenne. C'est également dans cette perspective que le prochain cadre financier pluriannuel de l'Union pour la période 2021-2027 prévoit une augmentation de 1,3 milliards d'euros de l'enveloppe allouée à la sécurité, portant la part totale des dépenses de ce poste à 4,8 milliards d'euros. C'est ensuite une Europe qui accompagne davantage le rôle international de l'euro pour qu'il devienne l'instrument d'une souveraineté européenne renforcée.

Pour mémoire, la souveraineté européenne est volontairement partagée par les États membres qui la composent. D'une part, parce qu'en unissant leurs souverainetés nos nations s'en trouvent grandies et peuvent prendre en main le destin commun de l'Europe. D'autre part parce que le monde a besoin d'une Europe plus forte, plus unie. Une Europe qui défend le multilatéralisme et un ordre mondial régulé. C'est d'ailleurs une composante naturelle pour l'Union européenne, elle-même établie grâce au droit européen. Le multilatéralisme est ainsi une composante de l'ADN européen, et la volonté politique ainsi que la croyance en l'efficacité de règles claires sont ce qui nous rassemble.

C'est dans cet esprit que la Commission a défendu les objectifs de l'accord de Paris sur le changement climatique et du programme des Nations Unies pour le développement durable à l'horizon 2030. Si les citoyens d'aujourd'hui ont la volonté de transmettre aux générations futures une planète plus durable, les nations doivent partager des objectifs et des règles harmonieuses au niveau mondial.

C'est également selon cette vision que la Commission a conclu un accord avec l'Iran. Parce que si nous voulons défendre la paix et la stabilité mondiale, nous devons maintenir ouvertes les voies du dialogue et les liens diplomatiques, en particulier avec

nos partenaires les plus difficiles. C'est en dialoguant avec ceux avec qui nous sommes parfois en désaccord que nous pouvons défendre nos valeurs. A l'image du premier sommet entre l'Union européenne et la Ligue des Etats arabes, lors duquel le Président Juncker a plaidé pour le respect de la dignité humaine.

C'est aussi dans cet objectif que la Commission défend des relations commerciales libres et équitables. Parce que le commerce n'est pas seulement vecteur de prospérité mais aussi de paix et de stabilité.

L'accord signé par l'Union européenne avec le Japon, entré en vigueur le 1^{er} février dernier, offre par exemple des bénéfices économiques réels à la fois pour le Japon et pour l'Union européenne. 600 000 emplois en Europe dépendent de cet accord qui bénéficiera à quelques 74 000 entreprises. Parce que la Commission a travaillé pour supprimer presque tous les droits de douane entre l'Union européenne et le Japon, les importations et les exportations européennes avec le Japon augmenteront de 24% dans les prochaines années. Mais cet accord est bien plus qu'une entente économique : il comporte des engagements spécifiques à l'égard de l'accord de Paris en matière environnementale, devenant le premier traité commercial à œuvrer pour le respect du développement durable et diffusant les bonnes pratiques européennes au reste du monde. C'est aussi un partenariat stratégique avec un pays avec lequel l'Union européenne partage des valeurs communes et la même volonté de défendre un ordre mondial multilatéral. En définitive, l'accord avec le Japon est le symbole de la coopération entre deux grandes économies qui rejettent le protectionnisme et affirment d'une même voix que l'ouverture aux échanges est l'un des outils les plus efficaces pour façonner la mondialisation.

La Commission a aussi conclu avec le Japon un accord concernant un échange réciproque en matière de protection des données créant ainsi le plus grand espace sécurisé de circulation de données au monde. Je crois que nous devrions même aller plus loin et nous entendre pour développer ensemble l'intelligence artificielle sur la base de règles communes, et ce pour garantir une technologie au service des individus, de leur dignité et de leurs droits fondamentaux.

Dans un monde caractérisé par une multipolarité croissante, les nations doivent en réalité coopérer davantage : la libre concurrence doit profiter à tous. Et c'est cette vision que l'Europe défendra sans relâche et sans se laisser aller à un désarmement commercial. C'est pourquoi la Commission a créé un

nouveau cadre de filtrage (« screening ») des investissements européens étrangers et que nous avons proposé, depuis 2016 déjà, de mettre en place un instrument international pour les marchés publics. C'est l'action d'une Europe qui défend ses intérêts stratégiques, protège ses citoyens et ses entreprises et leur donne les moyens de saisir les opportunités de la mondialisation et des nouvelles technologies sur un pied d'égalité avec nos partenaires internationaux.

Elections européennes

Le destin des peuples européens est plus que jamais intimement lié à la poursuite du projet européen. C'est l'enjeu central des prochaines élections européennes, qui permettent à plus de 400 millions de citoyens d'élire au suffrage universel direct les représentants qui agiront en leur nom pour cinq ans au sein du Parlement européen. Ce scrutin présente une importance majeure, car les électeurs décideront de la composition politique du Parlement, appelé à intervenir dans le cadre de la procédure législative sur les principales orientations politiques et décisions de l'Union européenne. Enfin, depuis le Traité de Lisbonne, le Conseil européen doit tenir compte du résultat des élections européennes dans la nomination du prochain Président de la Commission : les élections européennes représentent ainsi le moment phare de la vie institutionnelle européenne.

Pour autant, notre Union n'est certainement pas parfaite. Aucune Union au monde ne l'est ! Toutefois, confrontés à la question existentielle du Brexit, les citoyens européens semblent être conscients que le retrait de l'Union européenne n'est pas une option judicieuse. Dans la très grande majorité de nos Etats membres, le soutien à l'Union européenne n'a jamais été aussi fort : en 2018, 68% des citoyens européens estimaient que l'appartenance à l'Union était bénéfique pour leur pays, c'est le résultat le plus élevé enregistré par l'Eurobaromètre depuis presque trente ans. Dans le même temps, les prochaines élections européennes présentent un caractère inédit et décisif en termes de communication. Nombreux sont ceux, en Europe et hors d'Europe, qui s'opposent à nos valeurs européennes, à nos principes, à notre attachement au multilatéralisme et au respect des engagements pris dans le cadre d'un ordre mondial fondé sur des règles.

Les citoyens européens ne doivent donc pas sous-estimer le risque de voir ces élections européennes, comme les quelques cinquante élections nationales, régionales ou locales prévues d'ici à 2020, être manipulées. La Commission a pris plusieurs mesures pour mieux protéger les systèmes démocratiques de

l'Union et lutter contre la désinformation. Mais il ne s'agit pas seulement d'être défensifs, de détecter les fausses informations et d'y répondre. Il s'agit aussi d'être offensifs, d'aller sur le terrain, de parler aux européens et de les informer sur ce que l'Europe a accompli pour eux ces dernières années afin de regagner leur confiance. Car comme l'euro, notre Union est un mystère de la nature, un bourdon qui vole et qui pour continuer de voler a besoin de l'engagement de tous les acteurs en son sein. Et il est de notre responsabilité, nous fonctionnaires européens et personnels de la Commission, de porter une espérance pour l'Europe et de rester fidèles à l'esprit de solidarité qui l'a construite, afin d'insuffler la confiance en une Europe prête à relever les défis de son avenir.

Envoyez vos réactions et contributions à : courrierlecteur@graspe.eu

Retrouvez tous les numéros de GRASPE sur notre site

GRASPE.EU

Conférence avec Sandro Gozi

22 octobre 2018

S. Gozi est président du mouvement fédéral européen et ancien secrétaire d'état aux affaires européennes

J'aimerais articuler mon intervention autour de trois points. Je partirai d'abord de la situation européenne. Elle est préoccupante. En latin, « préoccuper » signifie s'occuper d'une question à temps, avant qu'elle ne devienne un problème. Je ne parle donc pas de paralysie, ni de panique ici, mais je constate que dans de nombreux pays, y compris dans les pays fondateurs comme l'Italie, les fondements sur lesquels repose l'Europe sont remis en question. Il faut donc s'en « préoccuper », c'est-à-dire agir tant qu'il en est encore temps, en particulier dans la perspective des élections européennes.

C'est le second point dont je parlerai. Ces élections seront les premières véritablement européennes. Ce sera l'occasion de réaffirmer le bien fondé du choix européen. Ce pourquoi il faut en revenir aux fondements. Car pour la première fois nous serons appelés à l'échelle continentale à nous prononcer non pas sur la question de savoir si nous voulons plus ou moins de concurrence, telle ou telle politique agricole commune, mais sur la question même de savoir si le choix de la construction européenne était le bon choix ou pas. C'est un exercice qui exige des efforts et de l'émotion je pense. Et ce n'est pas facile pour ceux qui défendent l'Europe. Nous avons des précédents malheureux de la façon dont nous avons défendu l'Europe. Comment faire face, comment se préparer à ces élections ? Ce sera le troisième des points que j'aborderai.

Ainsi, premier point : pourquoi le projet européen est-il en danger ? Deuxième point : Comment aborder les élections européennes, quel type d'élections européennes aurons-nous ? Et enfin troisième point : Comment faire face à ces élections européennes ?

Pourquoi le choix européen est-il en danger ? Parlons de cela pour commencer à partir du cas italien. En effet, l'Italie

aujourd'hui se révèle être, une fois de plus, un laboratoire politique de l'Europe, comme elle l'a été au 20e siècle, avec Berlusconi, puis avec l'Olivier. Et aujourd'hui, malheureusement devrais-je dire, l'Italie constitue un laboratoire politique de ce qui se passe en Europe. Elle est le premier pays membre de la zone euro à s'être doté d'un gouvernement national populiste. Je ne suis certes pas là pour vous parler de ce gouvernement, mais des 52% d'italiens qui aujourd'hui veulent sortir de l'Union européenne. La perception qu'ont les italiens de l'Europe n'est évidemment pas juste, mais en politique, la perception vaut autant que la réalité... Et alors qu'une majorité d'italiens voudrait sortir de l'Union Européenne, 60% souhaite rester dans la zone euro... Il y a incontestablement une grande confusion à l'œuvre. Ceci permet de comprendre ce que les citoyens attendent de l'Europe et qu'ils n'ont pas trouvé. Deux raisons principales expliquent ce phénomène non pas d'euro-scepticisme, mais d'euro-déception : la crise financière et la crise migratoire.

La crise financière, ou plutôt la façon dont nous nous sommes attaqués à cette crise, le fait d'avoir négligé son impact social, ainsi que les mesures qui ont été adoptées, ont transformé cette crise en crise économique, puis en crise sociale et enfin en crise politique. Ceci a été ressenti d'autant plus fortement en Italie que le pays n'a pas été un pays soumis à un programme d'assistance financière. Tout ce que l'Italie a fait pour éviter d'être responsable de l'éclatement de la zone euro a été fait sur la base d'efforts consentis par les Italiens, sans assistance européenne, alors même que l'Italie avait participé à l'effort d'assistance financière pour la Grèce, pour l'Irlande, l'Espagne et le Portugal. L'impact social a été très fort et il a été vécu notamment dans le sud de l'Italie comme un effort supplémentaire et injuste, car il frappait notamment la classe moyenne et les travailleurs indépendants. Ceci a amené à remettre en question l'un des fondements de l'Europe qui est la solidarité européenne. La perception nationale a été que l'Europe nous imposait des mesures trop injustes du point de vue social. La tentation est grande dans un gouvernement national de toujours reporter la faute sur Bruxelles mais il faut aussi admettre que la gestion de la crise n'a pas été parfaite. J'étais à l'époque député de l'opposition lors des auditions des premiers programmes d'assistance financière à la Grèce. Olli Rehn, alors commissaire européen aux affaires économiques et monétaires, Giulio Tremonti, ministre italien de l'économie et des finances, et Ignazio Visco, gouverneur de la Banque d'Italie, avaient présenté en 2010 je crois, aux députés et sénateurs italiens, les premières programmations financières. Emma Bonino, alors sénatrice, et moi-même, avons demandé aux auditionnés s'ils

avaient considéré l'impact social de ce plan. La réponse fut que la dimension sociale ne faisait pas partie de nos compétences... Voilà une attitude qui n'a pas aidé... Après le gouvernement Monti, qui devait durer trois mois, et qui a finalement duré un an et demi, les italiens sont ressorti de cet épisode très déçus par la façon dont l'Europe s'était attaquée à la crise.

Mais il y a un deuxième point qui est plus grave. Lorsque j'ai commencé à être au gouvernement avec Matteo Renzi en 2014 c'était vraiment la récession. La crise financière aurait pu être gérable mais hélas dans ce contexte nous avons dû affronter la crise migratoire. L'Europe s'est révélée absente de la Méditerranée entre 2013 et 2014. Nous avons commencé à travailler ensemble en 2015 après avoir demandé à Donald Tusk d'organiser un sommet extraordinaire sur l'immigration le 8 avril, au lendemain du naufrage d'un bateau avec à son bord quelques 800 migrants. Et alors, nous aurions dû regarder l'attitude et les actions de certains pays européens. Depuis 2014, des pas en avant considérables ont été faits en Méditerranée, en Lybie, dans la relation avec l'Afrique, mais tout cela est souvent considéré, et pas seulement en Italie, comme trop peu et trop tardif. Donc à quoi sert l'Europe se demandaient les citoyens Italiens ? Alors que pour rester dans la zone euro, l'Europe avait été capable d'imposer et de développer une politique suite à la crise financière qui était jugée trop dure pour ceux qui avaient si peu ? Et à présent que les Italiens avaient besoin de solidarité européenne, personne ne bougeait, personne ne voulait assumer de responsabilités communes ?

Sur cette question, le rôle des Etats membres est à tort occulté. L'Europe apparaît souvent en première ligne, comme la seule responsable. Ainsi, l'immigration va être un thème fondamental aux prochaines élections européennes. Il en sera question pour la première fois.

Comment gérer ou subir la question de l'immigration ? Les citoyens ont besoin de nous voir reprendre le contrôle sur cette question. Cette question du contrôle de la migration est la bonne, même si la réponse est souvent très mauvaise. Nous ne pouvons pas « reprendre le contrôle » en revenant aux frontières, en menant des politiques nationalistes. Mais se poser la question de savoir comment les gouvernements et les institutions européennes peuvent reprendre le contrôle sur un problème qui nous inquiète tant est une vraie question. Et nous devons la résoudre au niveau européen avec la gestion des frontières communes, avec un usage plus efficace de notre influence sur le plan politique, économique et financier afin de pousser les pays d'origine à un véritable partenariat. Pour cela, il faut résoudre

les conflits politiques qui existent au sein de l'Union européenne entre les pays qui veulent jouer la carte de la solidarité et du partage, du moins sur la question du droit d'asile, et ceux qui refusent. Certains pays comme la Hongrie ont refusé de prendre un seul réfugié ! Les quotas hongrois étaient pourtant fixés à 777 réfugiés pour une seule année ! A Lampedusa, sur la route des Balkans, dans les Iles grecques, 6 000, 8 000 voire 10 000 réfugiés arrivaient chaque jour ! Donc cette division sur les fondamentaux de l'Etat de droit, de la solidarité, les droits fondamentaux, qui existent au sein de l'UE doit être abordé et résolu. Ce sera une des questions des prochaines élections. Celle de savoir si défendre le choix européen signifie défendre le statu quo, ou si l'Europe doit changer et qu'il faut la réformer profondément en conséquence. Je m'inscris en faveur de la deuxième option, et je pense qu'il faut faire des pas en avant très importants sur la question du budget de la zone euro. Je ne crois pas que nous parviendrons à quelque chose avant les élections européennes, mais je suis favorable à une réforme du budget de la zone euro et de l'union des investissements, à une véritable capacité d'investissement au niveau européen, à une approche plus favorable aux investissements au niveau national aussi, qui ait une dimension sociale plus importante, ce qui signifie des standards sociaux à la hausse et une concurrence sociale à la baisse, ce qui signifie également de nouveaux instruments de politique économique et sociale à mettre en place.

Nous avons présenté en 2014 une assurance chômage européenne complémentaire dans le cas d'une crise asymétrique qui frappe un secteur industriel dans les régions de la zone euro. Il s'agit du type d'instrument absolument nécessaire. La dimension démocratique de la zone euro est tout aussi nécessaire. Regardez par exemple ce qui est désormais de plus en plus pointé du doigt par les universités elles-mêmes : le fait que toutes les décisions sont prises par une instance informelle issue d'un protocole du traité qui s'appelle l'Eurogroupe. Nous sommes amenés à aborder ces questions fondamentales. De même, je ne pense pas que l'on puisse réformer l'Europe et avancer sur les questions importantes (auxquelles d'ailleurs il faut ajouter l'Europe de la sécurité et de la défense) avec tout le monde, au même moment. Nous ne pouvons pas obliger Kaczyński et Orban à aller dans la direction que certains parmi nous souhaitent. Et nous ne pouvons pas plus accepter qu'un Etat nous empêche d'aller dans cette direction. Il nous faut penser dans le cadre de l'Europe du libre choix politique et démocratique, voilà comment je l'appelle. Si démocratiquement, les parlements nationaux décident d'aller dans une certaine direction en poussant leurs gouvernements ici au Conseil à Bruxelles, ils doivent pouvoir le faire. Il faut trouver un modus

vivendi entre les groupes de pays plus avancés, le marché unique à 27, et développer des relations spéciales avec les pays qui ne sont pas ou ne seront plus des pays membres de l'UE.

Voilà pourquoi, à propos du Brexit, un nouveau partenariat avec Londres doit être utilisé pour inventer une Europe à densité variable, pour réorganiser le continent. Car pour réaffirmer le choix européen pas seulement à ceux qui dédient leur vie professionnelle à l'Europe, mais également à mes voisins dans mon immeuble à Rome qui n'en connaissent que très peu voire rien, il faut pouvoir dire que face à des Etats-continentaux qui veulent imposer de nouvelles règles au monde comme la Chine, les États-Unis, la Russie et l'Inde, un continent d'états divisés n'aura aucune rôle à jouer. Il faut que dans ces continents, les Etats et les peuples qui veulent s'unir puissent le faire. Ce sont là les thèmes fondamentaux de la refondation de l'Europe.

La campagne électorale a déjà commencé. Victor Orban, Matteo Salvini, Emmanuel Macron ont commencé. J'essaie de la faire commencer à mon humble niveau. Tout ne va pas se résoudre autour du clivage « nationalistes » contre « Européens solidaires ». Pour avoir une Europe plus solidaire, il faut plus de bonne foi dans nos pays respectifs, mais aussi réformer pas mal de choses en Europe. Ce n'est pas le seul clivage, mais il est là et il faut en tenir compte, car sur le plan émotionnel ce clivage va peser beaucoup plus lourd dans le choix des Européens que le clivage traditionnel gauche-droite. Il y a aujourd'hui une attaque néo-nationaliste dans l'UE qui divise. Matteo Salvini et Marine Le Pen ne disent plus qu'ils veulent sortir de l'UE. A dire vrai, je suis quant à moi convaincu que Salvini et Luigi Di Maio veulent sortir de la zone euro mais qu'ils préfèrent ne pas le dire.

Nous devons faire un effort en évitant toute démagogie afin de faire comprendre que sans un véritable projet politique transnational pour refonder l'Europe nous n'y arriverons pas face à ces nationalistes. Ils ont beau avoir un accord de façade, au fond on voit leurs désaccords, par exemple sur la question des réfugiés entre Matteo Salvini et Sebastian Kurz (le chancelier autrichien), ou encore sur le budget Italien que le chancelier autrichien n'est pas prêt d'accepter. Ils n'ont rien en commun en somme pour faire une alliance nationaliste. Reste qu'ils ont des messages très efficaces.

Il faut travailler en alliance, et développer une approche transnationale. La démocratie européenne sera toujours vide de sens sans de véritables forces politiques transnationales. Nous ne pouvons pas avoir une démocratie européenne avec des forces politiques seulement nationales. La politique est la seule activité

humaine qui est restée dans les frontières nationales. Toutes les autres sont transnationales : la finance, le numérique, l'immigration, les conséquences de l'activité humaine sur le changement climatique, le terrorisme... Donc est-il possible que la seule activité politique reste au sein de frontières nationales ? C'est un autre défi pour lequel je me sens très engagé et pour lequel nous devons nous engager en vue des élections de 2019 et au-delà.

Merci beaucoup.

Questions :

Q : Permettez-moi en introduction de faire quatre commentaires rapides qui constituent autant d'interrogations sur la dimension transnationale sur laquelle vous avez terminé.

Il existe plusieurs façons de faire du transnational : Maurice Duverger au siècle dernier figurait sur une liste italienne. Cohn-Bendit a conduit quant à lui une liste française alors qu'il était encore seulement de nationalité allemande à l'époque. Donc la meilleure façon de faire du transnational n'est pas de se plaindre des autres, mais de le faire dans des listes nationales ! Il s'agit de montrer dans l'offre politique que font les progressistes européens que nous mettons nous-mêmes en pratique nos idées. Et donc au lieu par exemple pour la France d'avoir 79 eurodéputés, il suffit de les distribuer dans les différentes listes nationales et d'envoyer les candidats français siéger dans d'autres listes d'autres Etats membres. C'est quelque chose que nous pouvons faire, et donc, cessons de nous plaindre.

Sur la Commission à présent. Nous entendons souvent dire que la Commission n'a pas fait ceci ou cela... Le collègue du temps de Delors pouvait garantir l'intérêt commun car il y avait un accord politique derrière, entre l'Allemagne, la France, l'Espagne, etc. Sur cette base politique entre Etats membres, Delors avait les mains libres pour promouvoir l'intérêt commun, ce qui est le bien le rôle de la Commission. Mais que faire au niveau européen quand il n'y a pas de base politique commune entre Etats membres ?

C'est comme la question élargissement versus approfondissement, vous disiez que nous ne pouvons pas attendre que tout le monde veuille être d'accord. Mais la question fondamentale n'est-elle pas de savoir si l'Italie ou la Pologne veulent faire quelque chose ensemble ? La question fondamentale n'est-elle pas de savoir si aujourd'hui il y a suffisamment de pays qui ont un projet commun ? Car si c'est le cas, si au moins cinq pays, pas même fondateurs, avaient un projet commun, les autres suivraient, ou pas. La question de fond regarde donc toujours le « soi-même », pas « les autres », c'est comme pour le cas des listes transnationales en somme...

Pour finir, je voudrais également aborder la question du statu quo. Vous dites que l'Europe solidaire est mentionnée vingt fois dans le traité, mais qu'il faudrait malgré tout faire un autre traité pour rendre la solidarité effective. Là, je rejoins l'avis d'un de mes compatriotes, Yanis Varoufakis, quand il dit que nous devons aujourd'hui prouver que nous sommes capables, tels que nous sommes, de répondre aux questions qui se posent. Car dans le contexte politiquement dégradé que vous décrivez, si nous ne démontrons pas au moins à l'occasion du débat budgétaire que nous pouvons faire des choses ensemble, alors, entamer dans le contexte qui précède les élections européennes un débat approfondi sur la question de savoir s'il faut un autre traité, sera l'assurance d'être battus. Pour moi, la mère des batailles est le débat budgétaire, car autour de ce débat il y a les questions des institutions, des politiques et de la solidarité qui se posent.

Q. : Je suis portugais et travaille au Comité des Régions. Il y a deux articles très intéressants qui sont parus aujourd'hui dans le Financial Times qui comparent les politiques vis-à-vis de l'austérité au Portugal et en Italie. J'ai lu une des lettres les plus dures de Moscovici au gouvernement italien. J'aimerais avoir votre réaction vis-à-vis des deux politiques.

Q. : merci à Sandro Gozi d'être là ce soir. Je partage tout à fait la préoccupation de Sandro Gozi sur l'avenir de l'Europe pour deux raisons essentielles : Tout d'abord, comme vous l'avez très bien dit, nous avons un problème de solidarité en Europe. Même si elle est citée vingt fois dans le traité européen, cette solidarité ne s'est pas vraiment manifestée ces derniers temps. L'Europe a-t-elle été solidaire dans la crise grecque ? La réponse est non. Je crois que la question qui est posée est de savoir comment peut-on construire aujourd'hui des solidarités de fait ?

La deuxième question importante, et qui crée une certaine préoccupation en Europe, est celle de la démocratie européenne. Comme vous l'avez bien dit, peut-on définir les choses en termes de légitimité démocratique. Si on regarde bien le débat aujourd'hui, trois propositions ont été avancées dont l'une, les *spitzenkandidaten*, a été mise en place et va être proposée à nouveau aux prochaines élections européennes. La deuxième ce sont les listes transnationales, dont vous parliez. La troisième proposition semble être une innovation institutionnelle qui ne sera pas mise en place de sitôt, c'est l'unification du rôle du président de la commission et du président du Conseil. Je crois qu'avec cette innovation institutionnelle, le visage de l'Europe pourrait changer. Donc effectivement l'avenir de l'Europe se joue aussi aux élections européennes, mais il faut qu'il y ait clarté dans les débats, il faut savoir ce pour quoi nous allons voter, pour quelle Europe, au-delà de la question de la division

entre le camp pro-européen et le camp nationaliste et populiste. La véritable question est de savoir de quelle Europe nous allons débattre vraiment pour construire l'avenir de l'Europe.

Sandro Gozi : La première question concerne le manque de cet accord politique de fond dont Jacques Delors, évidemment, avait pu profiter à l'époque de Helmut Kohl et de François Mitterrand. Il n'y a jamais eu d'accord de ce genre depuis cette époque. J'ai eu le privilège de travailler dans le cabinet du président de la Commission européenne Romano Prodi. Nous n'avons jamais vu alors de pareil accord. C'est sans doute une question importante aujourd'hui. Je pense que nous avons perdu un an dans le sens où nous espérons depuis 2014, que François Hollande et Angela Merkel auraient compris qu'il fallait véritablement faire bouger les choses au sein de l'UE. François Hollande partageait mon analyse mais dans l'action, nous restions à plusieurs vitesses. Je ne veux pas critiquer Angela Merkel, elle était très bien dans sa position de centre des équilibres à 27. Nous avons du mal à convaincre nos amis allemands à avancer par groupes de pays et faire ainsi avancer les choses. Nous avons pris des décisions, mais pas assez, et toujours trop tard, et nous l'avons vu pendant la crise financière, mais aussi durant la crise migratoire. Cette frilosité à incarner un nouveau projet n'avait fort heureusement pas manqué à Helmut Kohl, lui qui n'était pas frileux pour incarner une Allemagne européenne. L'Allemagne européenne, ce n'est pas de la rhétorique, c'est de l'action. S'il ne s'agit que de rhétorique d'une Allemagne européenne, on s'en moque. Complètement.

Pour ceux qui me connaissent, et je ne veux pas paraître partial, mais sachez que du moment qu'il y a un président français qui, pour la première fois dans l'histoire du pays le plus souverainiste de l'Europe, a le courage d'engager une campagne électorale au nom de l'Europe, de battre la néofasciste d'extrême droite comme Marine Le Pen sur un projet européen, on s'attendait enfin à ce que la réponse à Berlin soit à la hauteur. Tel ne fut pas le cas hélas ! Et aujourd'hui, c'est encore plus difficile pour les Allemands vu la situation intérieure en Allemagne. Il faut pourtant clairement reprendre l'agenda d'Emmanuel Macron pour la refondation de l'Europe tel qu'il l'a exposé pendant le discours de la Sorbonne. Il faut que les leaders qui se disent le plus pro-européens reprennent cet agenda à leur compte. J'ai déclaré à la télévision française que le couple franco-allemand était révolu. Mais il pourrait se relancer. Il y a là une grande occasion. À l'époque de Kohl et de Mitterrand, il y avait un grand marchandage autour de leur accord. La possibilité demeure. Et d'ailleurs Macron a commencé à en parler. Ainsi, la question de la défense stratégique, du siège au

Conseil de sécurité, il faut la mettre sur la table en échange d'une attitude beaucoup plus ouverte des allemands sur un changement de la politique économique et sur la réforme du budget de la zone euro. En 2019, l'Allemagne est membre non permanent du Conseil de sécurité. Voilà l'occasion qu'elle le devienne ! La France mettrait à disposition ce qu'elle a de plus exclusif. Et l'Allemagne pourrait alors faire un pas en avant sur la question fondamentale de la réforme de la zone euro. Je le dis à nos amis français, et je vous le dis à vous également ce soir, ce dont il s'agit là c'est d'un véritable « game changer ». Il faut avancer avec les peuples et les gouvernements qui partagent cette perspective, ce qui motiverait l'Europe des réponses, comme l'union des investissements, et qui entraînerait tout de même des choix lourds sur lesquels on est attendus, car le meilleur allié des néonationalistes européens, c'est l'Europe de la peur. Si certains Européens ont peur et que nous ne sommes pas convaincants en leur disant que nous voulons multiplier les protections, les sécurités, les opportunités, et que la seule façon crédible c'est de multiplier de nouvelles politiques européennes communes mais que nous ne parvenons pas à les mettre en place, alors le message nationaliste sera toujours le plus fort. C'est pour cela que l'on doit sortir du statu quo. C'est pour cela que je suis d'accord quand vous reprenez le thème que je vous ai proposé en disant que tout doit être organisé autour de la solidarité. Mais notez que je n'ai pas parlé de nouveau traité. Même si cela ne doit d'ailleurs pas être un tabou. Un de nos anciens collègues, Paolo Ponzano, que tout le monde connaît, a récemment écrit un bon article qui disait en substance que nous avons fait un traité de type international pour le Fiscal Compact qui n'a pas eu un succès extraordinaire auprès des peuples d'Europe. Je reconnais que ce Fiscal Compact n'a pas connu un succès extraordinaire. On peut bien donc bien faire un traité international pour réformer la zone euro si nous sommes bloqués par la question de l'unanimité. Mais quand je parle de réformer l'Europe, je parle de politique. Toutefois, il est vrai qu'il ne faut pas avoir de tabous. S'il faut réformer le traité, réformons-le ! Mais nous pouvons faire beaucoup de choses avant d'en arriver là.

Sans aucun doute, le cadre financier pluriannuel est un passage très important. Je m'en suis occupé pour l'Italie. La position que nous défendions pour l'Italie était la suivante : Il faut se demander quels sont les biens publics européens que nous voulons assurer ensemble. La cohésion et la lutte contre les inégalités sociales et territoriales est-elle un bien public européen ? Si oui, il faut confirmer cette politique. Même chose avec la gestion des frontières communes, avec le projet sur la défense, avec le projet de recherche sur l'intelligence artificielle

et numérique, ou avec la gestion migratoire. Il faut faire des choix en ayant le courage de faire un aggiornamento important du cadre financier pluriannuel. Jusqu'à maintenant, et ce n'est pas à vous que je dois le dire, nous avons fait des ajustements à la marge. Cette fois, si nous voulons refonder l'Europe, même s'il n'est pas réaliste de vouloir tout changer. Il y a des choix politiques importants à faire sur certaines questions clé et je pense que la défense des frontières et la recherche sur l'intelligence artificielle sont de bons candidats pouvant faire l'objet de ces choix importants. Et je crois en outre qu'il faut avoir le courage de s'accorder sur de nouvelles ressources propres. Mais il y a d'autres sujets qui sont également de très bons candidats. On a une coopération renforcée sur la taxe numérique. Mais cette coopération prévoit que les recettes de cette taxe doivent échoir dans les budgets nationaux. Cela n'a pas de sens. Si le numérique, ou la taxe sur les émissions, une autre ressource propre possible au passage, concernent les activités que nous devons gérer et imposer à l'échelle européenne, et bien que les recettes rentrent directement dans le budget européen. Voilà des ressources propres sur des thèmes qui sont éminemment européens comme le numérique et la taxation numérique, ou comme les politiques en matière de changement climatique. Et d'après moi, ce sont les questions sur lesquelles on peut organiser la solidarité de fait dont vous parliez.

J'aimerais ajouter deux autres points encore : La référence du Financial Times au Portugal et à l'Italie, et les questions plus politiques et démocratiques qui regardent les élections européennes.

Je suis personnellement d'accord avec l'article du Financial Times. Antonio Costa a été très habile car il n'a pas créé un conflit inutile avec la Commission européenne et avec les autres partenaires de l'Eurogroupe. Mais en confirmant son parcours de réduction de la dette et du déficit, il l'a rendu plus flexible, et les ressources qu'il a dégagées l'ont été pour lutter contre les inégalités et pour le pouvoir d'achat des classes les plus défavorisées. Je crois que c'est une bonne approche. Je ne vais pas commenter le budget italien car c'est un choix sans issue, et je suis convaincu que Salvini et Di Maio veulent quitter la zone euro en définitive. Ils veulent le faire en utilisant le cheval de bataille principal de leur campagne électorale. Sans le réaliser d'ailleurs, car le revenu universel qu'ils ont annoncé (NDLR : « reddito di cittadinanza ») n'est pas un véritable revenu universel, c'est un simple développement du revenu d'inclusion sociale que notre gouvernement avait déjà introduit. Mais pour réaliser leur promesse, ils ont besoin de quasiment 70 milliards

d'euros, or ils veulent n'y consacrer que 10 milliards. Mais déjà avec ces 10 milliards, le déficit ne sera pas respecté. La flat tax de Salvini qui n'en est pas une non plus, va concerner les travailleurs indépendants. 900 000 en bénéficient déjà. Avec ce nouveau budget, les bénéficiaires vont passer de 900 000 à 975 000. Cela, avec tous les engagements que l'Italie a déjà, pour éviter de déclencher la hausse de la TVA, nous amène donc à un déficit de 2,4 avec une prévision de croissance de 1,6% pour l'an prochain, ce qui est, tout le monde le dit, irréaliste.

Comment vous expliquer cela... Ce gouvernement se moque totalement des élections européennes. Il se moque complètement de son engagement européen. Il ne croit pas aux techniciens. Je ne sais pas pourquoi ils ne démissionnent pas, parce qu'ils ne font que brouiller le message. Le message est pourtant très clair : les choix politiques ne sont pas faits, ni par le ministre de l'économie, ni par le ministre des affaires étrangères. Aucun choix ! Et demeurer au pouvoir pour masquer un choix national-populiste pour moi est une grave erreur.

Sur les questions institutionnelles enfin : je suis d'accord avec les listes transnationales, d'accord pour les introduire à un moment où 30%, 50% des membres du parlement européen, sont élus par des listes nationales. Je suis d'accord pour unifier le rôle du président du Conseil et du président de la Commission. Même si parmi les fédéralistes, le débat est ouvert. Moi, je suis pour les unifier. En tant qu'ex-fonctionnaire européen et Européen convaincu, j'ai souffert de la concurrence des agendas pour l'avenir de l'Europe entre Jean-Claude Juncker et Donald Tusk. Je m'en serais bien passé à dire vrai. Je ne sais à qui attribuer la faute, mais d'après moi, il n'y a pas assez de place réelle dans le système institutionnel pour deux présidents qui se mettent en concurrence. C'est un risque, car cela dépend de la personnalité des présidents. On peut avoir avec une unification des rôles, l'achèvement de la dérive intergouvernementale que je qualifie de « sherpacratique ». Personnellement, j'ai connu un conseil européen transformé par rapport à l'époque de Romano Prodi et même de José Manuel Barroso. Parce que tout est décidé dans les coulisses en définitive, à une heure du matin, par des sherpas qui n'ont aucune légitimité politique et qui sont les conseillers du Prince. Alors que le système dit qu'il y a un Conseil général avec des ministres des affaires européennes qui répondent à leurs parlements nationaux, au Parlement européen, et qui doivent préparer les Conseils européens. Cette dérive, qui n'est pas bonne, a été introduite à la hâte sous la pression de la crise financière à l'époque de Van Rompuy, et elle s'est installée dans le panorama bruxellois. Tellement installée d'ailleurs, que la

Commission a même fait des réunions de sherpas ! La « sherpacratie » est une contradiction interne, un déni de la méthode communautaire. Donc oui, il faut unifier les tâches, en sachant que c'est le président de la Commission européenne auquel on ajoutera la présidence du conseil européen, pas le contraire. Ce serait une bonne solution institutionnelle, risquée certes, au hasard de la personnalité de la femme ou de l'homme qui occuperait ces fonctions.

Sur la question des Spitzenkandidat, je pense que c'est un exercice plus formel que réel selon moi. Je doute que les Spitzenkandidat aient véritablement à jouer le rôle qu'ils avaient en 2014 au moment où nous avons deux grands groupes politiques qui représentaient ensemble, avec un troisième, une solide majorité absolue. Aujourd'hui, avec la fragmentation actuelle, j'aurais préféré un effort supplémentaire de la part de certaines forces politiques qui ont des convergences de vue et qui pourraient présenter un Spitzenkandidat de coalition. Mais je vois que ce n'est pas possible, même ma famille politique a décidé d'aller de l'avant. Je crois que cette fois-ci c'est un exercice plus formel, et je ne pense pas que celui qui obtiendra la victoire avec peu de voix par rapport au deuxième sera automatiquement élu président de la Commission. D'ailleurs les chefs de gouvernement ont déjà déclaré lors du Conseil européen de février que ce ne sera pas automatique. Donc pour outrepasser cela, il faudrait qu'un Spitzenkandidat obtienne une majorité forte, et qu'ensuite, avec le soutien d'un autre groupe, il dise vouloir représenter la majorité absolue. Mais je ne pense pas que cela se produira.

Q : J'aimerais évoquer la crise migratoire de ces trois dernières années, pour laquelle nous avons beaucoup fait comme Sandro Gozi vient de le dire, même si tout le monde s'en moque, en particulier Salvini et Di Maio. Je voudrais lancer deux ou trois petites provocations qui selon moi pourraient prendre la forme de suggestions.

Premièrement, nous pourrions nous demander pendant des heures de savoir pourquoi la perception aujourd'hui de l'Europe ne fonctionne pas. « L'Europe ne sert à rien », etc... Je pourrais donner une tonne d'exemples. C'est un problème de communication des institutions, et des hommes politiques et de ce qu'il faut dire. C'est que déjà après Maastricht, l'Europe était gérée de façon intergouvernementale. Et donc, toutes les choses qui ont été mises sur la table pour gérer les choses avec une valeur ajoutée européenne n'ont pas été prises en compte. Le commissaire portugais aux affaires intérieures Antonio Vitorino en 1999 avait déjà dit qu'il fallait un « Board of Control » unique aux frontières et un système d'asile et de migration commun. Et

quand le paquet migration a été présenté, il était écrit que les migrations allaient devenir un problème si elles n'étaient pas gérées au niveau européen. Or au dernier Conseil européen, il est écrit que les chefs de gouvernement demandent l'accélération de la mise en œuvre d'un système commun d'asile et migrations. Donc la chose qu'il faut clairement dire est que si la perception est que l'Europe ne fonctionne pas, il suffit de le dire. Et il est vrai qu'elle n'a pas été à la hauteur des défis, et que les institutions, comme beaucoup de gens intelligents, avaient mis sur la table des propositions mais qu'ils n'ont pas été assez loin du fait de ce jeu intergouvernemental. C'est important de le rappeler, parce qu'aujourd'hui, nous avons les tenants de l'intergouvernemental, qui se font appeler souverainistes, qui se font entendre. Et à Bruxelles depuis six mois, quelqu'un comme Bannon est en train de coordonner toutes ces personnes. Ils vont poser à l'occasion des élections européennes une seule question : « Voulez-vous une Europe gérée par les souverainistes, ceux qui vont protéger l'Europe des frontières, ou voulez-vous voter pour l'élite, à savoir les fonctionnaires de Bruxelles, ceux qui passent leur temps à décider de la dimension des concombres et des tomates ? ». Face à cela, nous avons perdu d'avance ! La campagne électorale, et Sandro Gozi l'a bien dit, est pour la première fois européenne. Or ce sont eux qui ont fait définir les contours du débat européen, pas nous.

Si nous ne comprenons pas qu'en politique, il faut avoir tort au bon moment, plutôt que de vouloir à tout prix avoir raison au mauvais moment, on ne va nulle part ! Nous pouvons passer des heures à expliquer pourquoi nous-mêmes, fonctionnaires, journalistes... nous sommes en quelque sorte responsables de cette perception qui existe aujourd'hui.

Ma question est donc : « Qu'est-ce que je mets sur la table pour contrecarrer Bannon ? ». Notre monde n'est plus bipolaire depuis le mur de Berlin. Notre monde aujourd'hui est multipolaire. Il y a la Russie, la Chine et les Etats-Unis. Je peux en ajouter l'Inde, qui en 2050 comptera 1,5 milliard de personnes, c'est-à-dire trois fois la population européenne. Donc face à un monde ainsi polarisé, pensez-vous que les Américains, Poutine ou les Chinois, seraient contents que nous ayons une Europe forte et qui a quelque chose à dire dans ce monde ? Le défi véritable est celui de ce monde multipolaire, voilà pourquoi il faut s'inquiéter de la défense commune.

Q. : J'ai une question plus axée sur les outils politiques et institutionnels. Quels sont demain les mécanismes que nous pouvons mettre en place à la fois politiquement et institutionnellement pour réformer l'Europe, pour qu'elle délivre enfin ce qu'elle a promis aux européens et ce qu'elle serait en capacité de faire si elle n'était pas intergouvernementale :

protéger les frontières, la sécurité... Aujourd'hui, nous n'avons pas réussi à réformer l'Europe depuis pas mal de temps alors que jusque-là, tout se passait bien politiquement. Demain avec un groupe néo-fasciste au Parlement qui va doubler par exemple avec 3, 4 ou 5 dirigeants à la tête du Conseil qui seront euro-sceptiques, voire europhobes, comment va-t-on faire pour la réformer ? Quels mécanismes mettre en place ? Quelle dynamique enclencher pour avoir une Europe plus efficace ?

Q. : comme vous l'avez-vous-même mentionné, le seul projet politique transnational courageux que je vois, c'est quand même celui de Macron, et il l'a affiché publiquement. J'aimerais évoquer la question des alliances de Macron dans les différents Etats membres. Je suis Italien, je vois les tentatives qui sont faites par Macron en Italie. Or j'ai l'impression qu'il y a une certaine difficulté notamment avec le Parti démocrate. Donc quelles sont les alliances de Macron en Europe ? Avez-vous vous même des contacts avec plusieurs membres du parti LREM ?

Q. : Dans les réformes que vous avez proposées, deux sont très importantes. La première, c'est une nouvelle architecture, une nouvelle organisation des Etats membres. Pour moi, il serait important d'arrêter de faire comme si tout le monde était d'accord sur tout. Il y a l'Eurozone et il y a tout le reste. Le Royaume-Uni n'était pas seul, vous vous rappelez que la Tchéquie a bloqué plein de propositions sur le changement de l'Eurozone. Il est possible que dans un contexte économique plus difficile, une nouvelle architecture n'émerge. J'aurais préféré qu'elle soit proposée aux Anglais avant le Brexit. Selon moi, le vrai problème de l'Eurozone est qu'elle n'est pas seulement intergouvernementale, elle est internationale. Elle n'est même pas basée sur les traités, il n'y a que les procédures qui sont basées sur les traités, et le fond de l'Eurozone (obligations, etc) est à l'extérieur du traité. Et la façon dont est gérée l'eurozone est la partie la plus autoritaire de tout le processus décisionnel européen. Comment changer cela ? Je trouve que les Etats membres s'en accommodent très bien. Jusqu'à maintenant il y avait le prétexte des Anglais qui ne voulaient pas changer l'Eurozone. Je crains que ce ne soit plus le cas et que personne ne voudra abandonner le veto et l'unanimité qui est de mise pour les décisions de l'Eurozone. Et donc qui pourrait favoriser de tels changements vertueux ? Macron ? Je crains que cela ne suffise pas.

Q. : Comme je suis issue de l'immigration, j'aimerais revenir sur les propositions de la Commission, comme celle de la constitution d'un corps de gardes-frontières, qui selon moi ne va

pas résoudre la vraie question. Il faut changer d'approche. On a présenté en trois ans et demi 23 paquets migration. Si les eurosceptiques reviennent là-dessus, je vous assure qu'ils vont convaincre les gens. Nous avons géré les choses sur le très court terme, parce que tout le monde sait que même le principe basé sur la solidarité des relocalisations ne va pas fonctionner. Nous sommes toujours dans la même logique, il faut en sortir. J'en arrive à ma deuxième question qui concerne les listes transnationales. Pensez-vous vraiment qu'une approche « liste transnationale » ne fait pas reculer la vraie question à savoir la refondation des partis européens qui devrait permettre de redonner une impulsion à une Europe plus soudée ?

Sandro Gozi : sur la première question, je suis d'accord avec vous. C'est ce que je disais dans mon introduction, que nous ne pouvons pas gérer nos intérêts, nos affaires et nos valeurs avec un continent d'états divisés face à des Etats continent. Les Etats continents ce sont la Chine, les États-Unis, l'Inde, qui font face à de grandes questions globales. Et donc je suis convaincu que l'une des lignes des lignes d'attaque pour réaffirmer le choix européen c'est cette question.

Je crois aussi qu'il n'y a jamais eu autant besoin d'Europe qu'en ce moment. Au siècle dernier, il n'y avait pas dans le monde autant besoin d'Europe, d'une méthode de gestion pacifique des relations conflictuelles entre les Etats et les peuples.

Je suis aussi d'accord avec vous lorsque vous dites que nous nous plaçons désormais dans une situation de multipolarité. J'ajouterais que ce n'est pas celle à laquelle nous pensions car elle n'est pas coopérative. C'est une multipolarité compétitive voire conflictuelle. C'est une raison supplémentaire pour nous d'agir ensemble en tant qu'Européens. La crise du multilatéralisme va avec la crise de l'Union européenne parce que les nouveaux acteurs globaux, Poutine, Trump et en partie Xi Jinping, sont beaucoup plus intéressés par une approche unilatérale que par une approche multilatérale. Pour les Européens nier l'approche multilatérale reviendrait à perdre notre identité. Nous sommes multilatéraux et l'avons été dès la naissance de l'Europe. Il n'y a pas d'Europe sans multilatéralisme. Il ne peut pas y avoir une Europe dans le monde sans un système réorganisé. Et actuellement, nous sommes dans un nouveau désordre mondial dans lequel évidemment, les enjeux de pouvoir, le « balance of power », priment de plus en plus sur les questions multilatérales. Ce sont de bonnes raisons pour les européens d'affirmer le « choix européen » au lieu d'affirmer le « chacun pour soi » et, disons, une approche strictement intergouvernementale tout en sachant que Trump et Poutine ne

sont pas forcément désintéressés par ce qui se passe en Europe en ce moment. Donc il faut assumer. Lorsque les Russes sont venus me voir il y a quatre ans à la présidence du Conseil à Rome, je leur ai dit : « Vous connaissez les grandes tendances de la politique intérieure de mon pays et vous êtes en train de commettre une grande erreur car vous pensez qu'il est dans votre intérêt de tisser des liens avec la Ligue, le Mouvement Cinq Etoiles, et Marine Le Pen. Vous pensez qu'il est dans votre intérêt de faire des alliances, de financer, de faire des accords formels ou informels avec des partis nationalistes. Vous vous trompez lourdement. Je pense que faire payer une telle approche maladroite (on a vu la situation ukrainienne en Europe), cela peut vous donner satisfaction à court terme, mais vous allez le payer très cher sur le moyen terme. Mais c'est le choix qu'ils ont fait. Quand je vous dis qu'il y a un accord entre la Lega et le parti de la Grande Russie Unie, ce n'est pas un secret. L'affaire des banques russes et de Marine Le Pen est dans la presse. Le fait que les Cinq étoiles aient souvent été invités à l'ambassade russe à Rome et à Moscou est quelque chose d'officiel. Raison de plus. Selon le Congrès américain, et selon de Département d'Etat américain comme le National Institute Council américain, il y a eu ingérence dans le débat sur le référendum constitutionnel en Italie. Donc tout ceci est hélas très clair.

A présent, sur la question suivante, quelles sont les alliances d'Emmanuel Macron ? Il faut le lui demander je pense. Je veux être l'un de ses alliés. Je pense que c'est un bon président, qu'il est le seul en ce moment au Conseil européen à avoir du poids et de la volonté. La France est un pays important en Europe. Et il montre de l'intérêt ! Son agenda français ne pourra jamais fonctionner si son agenda européen ne résiste pas donc c'est un intérêt fondé. Il doit se faire réélire et donc il faut travailler avec Macron. Je pense qu'il faut également faire bouger les choses au Parlement européen, construire une nouvelle alliance progressiste. Il faut partir des thèmes que vous soulevez ce soir. Il faut mettre 5 points dans une carte progressiste. 5 points clairs et demander à toutes les forces politiques nationales qui le souhaitent si elles sont d'accord avec ces 5 points. Savoir d'où on vient, ou avec qui on était hier ne m'intéresse pas ! Je veux savoir si on est d'accord avec ces points et savoir où on veut aller !

La réforme de la zone euro et la question des listes transnationales et des mécanismes institutionnels à présent. D'après moi, il faut utiliser le traité et donc les possibilités d'avancer par groupe de pays si nécessaire pour la zone euro. Nous avons vu que c'est parfaitement possible puisque nous l'avons fait avec le traité budgétaire et le fiscal compact. Le

fiscal compact au début, devait seulement intégrer les membres de la zone euro, après nous sommes arrivés à 25 ratifications. Je crois que la zone euro doit être profondément réformée. Je ne dis rien de nouveau, c'est ma position ! Il faut plus de contrôle démocratique donc il faut donner un rôle plus important au Parlement européen. Malheureusement aujourd'hui, le Parlement européen n'a pas encore une légitimité suffisante pour organiser un contrôle démocratique efficace dans la zone euro. Il faut trouver les moyens d'engager plus les parlements nationaux pour organiser un contrôle démocratique transnational sous la zone euro. Il faut que dans la zone euro nous nous engagions de manière importante sur les objectifs sociaux également. Et la gouvernance doit être améliorée. Il faut en finir avec l'Eurogroupe, et les instances informelles. Il faut qu'il y ait un président de l'Eurogroupe, un ministre de l'Eurogroupe qui soient sous contrôle démocratique, qui aient un budget et qu'ils aient des comptes à rendre. Et il faut organiser une convergence fiscale et sociale. Au niveau fiscal, il suffit de prendre l'exemple de la TVA. Nous n'avons jamais imposé un taux de TVA unique à tout le monde. Au départ, nous avons pris des fourchettes et chacun a pris dans cette fourchette la TVA qu'il voulait imposer. Nous pouvons aussi commencer à exercer une convergence fiscale et aussi une convergence sociale vers le haut.

Je ne reviens pas sur la question migratoire car nous en avons assez parlé. C'était une réaction à la crise précédée par une myopie collective. En tant qu'Italien, je ne vais pas me plaindre du fait que l'Europe ait commencé à réagir à la crise mais je dis également qu'une approche structurelle plus importante est clairement nécessaire. Mais par rapport à l'époque où la Grèce et l'Italie étaient totalement isolées, il y a désormais des instruments pour gérer la crise et c'est un pas en avant même si ce n'est pas la solution au problème.

Listes transnationales ? Non, là, je m'inscris en faux. Les listes transnationales sont les embryons des véritables partis politiques européens. Et ça, c'est le grand point inachevé du traité (article « 138 b » me semble-t-il sur les partis politiques européens). Aujourd'hui nous avons des partis politiques européens qui ne sont pas de vrais partis, qui ne font pas de politique et qui parfois ne sont même pas européens ! Mais ça c'est légitime ! Et pourquoi ? Parce que ce sont des structures démocratiques qui s'intéressent seulement au président, au secrétaire général qui est en place mais qui n'ont aucune légitimité. Les listes transnationales seraient des projets pour l'Europe portés par des hommes et des femmes qui feraient campagne à l'échelle continentale et qui seraient élus directement par les citoyens, donc je crois que c'est la voie à suivre.

Q. (en anglais) : Je suis chinoise. Je pense qu'une des questions clé autour des problèmes sociaux qui connaît l'Europe, et c'est d'ailleurs valable au niveau international, c'est celle de la moralité. Et nous devons faire un effort commun pour améliorer la moralité des individus. Et l'éducation jouera un rôle essentiel ici. Et je me demande pourquoi il n'y a pas plus d'effort à ce propos.

Q. : Moi, j'aimerais commencer par rappeler que si la Chine a ressorti Confucius c'est parce que l'argent est en train de corrompre la moralité des Chinois...

Ensuite, je crois que nous devrions cesser d'utiliser le terme « populiste ». Quelqu'un a d'ailleurs remplacé ce terme par celui de « nationaliste » et il a bien fait. Vous avez parlé d'émotions, et je pense que nous devons comprendre sur quelles émotions surfent ces gens-là, car ils ont compris quelles étaient les préoccupations des peuples, et donc plutôt que de rejeter ces gens en les qualifiant simplement de populistes, nous devrions essayer de comprendre ce qui se passe vraiment.

Q. : Je suis retraité des institutions, je suis plus éloigné de la technique et de la technocratie. Je voulais juste dire que quand je demande aux électeurs de ma famille ce qu'ils pensent de l'Europe, par exemple dans la Creuse où j'habite désormais, la perception est que l'Europe fait des choses contre eux. Il y a une perception négative. Que pouvons-nous faire pour empêcher cela ?

Sandro Gozi : Sur la question de la moralité, c'est un peu la question dont j'ai parlé sur l'Europe qui reste à faire. Je crois que l'une des conséquences négatives de la crise a été la perte de confiance réciproque, et les crises financières et migratoires ont réactivé les pires stéréotypes et préjugés nationaux. D'une part l'inégalité croissante à l'intérieur des différents pays, de l'autre les préjugés réciproques et le manque de confiance, ont sans doute créé un climat tout à fait favorable à ceux qui ont un discours nationaliste, et donc il est beaucoup plus difficile désormais pour ceux qui parlent de refondation de l'Europe autour de la solidarité de se faire entendre. C'est pour cela qu'il faut arriver à toucher en effet les émotions positives des gens, il ne faut pas avoir une approche trop compliquée. Il faut véritablement faire comprendre pourquoi le choix européen est celui qui convient, et celui qui protège le plus. Il faut parler à ceux qui nous écoutent, les électeurs (dont je pense avoir beaucoup parlé durant cette soirée) et leur expliquer que s'ils veulent plus de protection, car nous vivons dans un monde d'insécurité, il faut davantage d'Europe : insécurité économique,

sociale, financière, numérique, physique, environnementale, alimentaire... c'est vrai, que ce sont des insécurités préoccupantes. Mais la réponse des nationalistes est la mauvaise. La bonne réponse ce n'est pas de revenir aux politiques nationalistes. Le meilleur moyen de nous protéger ; c'est de refonder l'Europe, c'est de relancer le choix européen.

Pourquoi devrions-nous tout attendre de Macron pour l'avenir de l'Europe ? Je peux vous envoyer par mail tous les discours, tous les documents relatifs à l'action de Matteo Renzi. Ils montreront ce qu'il a fait depuis 2014 sur la réforme de la zone euro, sur les questions de la démocratie, sur l'assurance chômage européenne et italienne, sur la police européenne des frontières... Regardez les programmes de la présidence italienne au second semestre 2014. A l'époque, les fonctionnaires du Viminale (NDLR : ministère italien de l'intérieur) me disaient que ça ne passerait jamais, or aujourd'hui c'est la Commission qui l'a proposé... Nous aussi nous avons fait notre part, sans avoir la force du Président de la république française, force qui lui est donnée du fait qu'il a gagné une bataille fondamentale pas seulement en France d'ailleurs, mais aussi pour l'Europe. Mais il est isolé, comme nous l'étions. Je crois qu'il faut justement utiliser les élections européennes pour éviter qu'un des seuls leaders prêt à s'engager pour les élections européennes soit isolé, comme cela a été le cas pour nous, dans un système institutionnel italien qui est beaucoup moins stable. Si nous avions été sûrs en 2014 de rester cinq ans à la présidence du Conseil, je vous assure que nous aurions proposé et fait beaucoup plus. Mais sachez que notre volonté reste entière.

Entretien avec M. Alain Granjean

Bonjour et merci de nous recevoir. J'aimerais commencer cet entretien en évoquant votre intéressant parcours. Vous avez fait polytechnique et avez une formation de statisticien mais aussi d'économiste. Vous avez par ailleurs de nombreuses activités, puisque vous êtes directeur d'une entreprise de conseil en transition énergétique, vous écrivez de nombreux livres, et vous entretenez un blog qui s'appelle « Chroniques de l'Anthropocène ». Peut-être pourriez-vous nous expliquer quel est le lien entre toutes ces activités ?

L'anthropocène est le concept central, c'est l'idée que l'espèce humaine en tant qu'espèce biologique exerce une pression sur l'ensemble des écosystèmes tant en terme de captages de ressources que de dérèglements des grandes régulations comme le climat, qui font jeu égal avec, voire dépassent, les forces naturelles. Ainsi aujourd'hui, l'espèce humaine est capable de déplacer des milliards de tonnes de matériaux. Si nous regardons ce que fait la nature à travers les tremblements de terre, les éruptions volcaniques, cela se compte en milliards de tonnes. Si nous regardons les émissions de gaz à effet de serre, elles perturbent le climat plutôt plus vite que la nature. C'est cela la notion d'anthropocène. Et le point clé c'est que les processus embarqués qui sont notamment liés à la croissance exponentielle de la population humaine, qui va certes se stabiliser un jour mais nous n'en sommes pas là, ces processus exponentiels donc sont tels que les effets destructeurs ou délétères des politiques économiques, qui ne tiennent aucun compte de ces grands enjeux écosystémiques, se matérialisent maintenant et cela va se poursuivre durant le 21^{ème} siècle.

Ce qui est assez instructif c'est de voir que le Club de Rome qui avait fait ce fameux rapport sous l'égide de Dennis Meadows au début des années 1970, avait élaboré tout un tas de scénarios avec pourtant très peu de moyens, et très peu de raisonnement économique traditionnel, mais beaucoup d'intégration de ces effets de système, or il montrait qu'il y avait des risques d'effondrement du système au cours du 21^{ème} siècle.

Donc le fil directeur qui est le mien est que si nous ne remettons pas en cause nos modes de raisonnement, nos doctrines, qui sont très puissantes aujourd'hui parce nous raisonnons de la même manière depuis 40 ans, si nous ne remettons donc pas en cause ces fameuses doctrines néoclassiques libérales et autres, nous nous ne serons pas en mesure de régler les questions du réchauffement climatique.

Inversement, si les personnes, les experts, qui sont très soucieux des questions de climat, de biodiversité, de pollution, de destruction des écosystèmes marins, ne s'intéressent pas aux questions de macroéconomie et à la question de la manière dont elle conduit la politique, notamment en Europe et dans le monde, nous n'avons pas la moindre chance de faire bouger les lignes dans le sens de l'intégration de ces enjeux dans le raisonnement économique.

Peut-être pouvez-vous rappeler les risques encourus par la planète, par les populations, et peut-être montrer aussi les inégalités de ces risques pour les Européens, pour les Africains.

J'ai parlé ici de la planète et des effets écosystémiques, mais la réalité est que la planète va survivre. Elle a survécu à cinq extinctions massives. Elle a survécu à beaucoup de choses, et donc elle survivra à un monde dans lequel l'augmentation générale de la température est de 5, 6, voire 7 degrés par rapport à ce qu'elle était dans l'ère préindustrielle. En revanche, pour les êtres humains c'est une autre paire de manches.

Mais considérons deux ou trois grands exemples : Nous sommes sur un emballement du dérèglement climatique. L'augmentation de la température moyenne planétaire est maintenant de 1 degré par rapport à ce qu'elle était. Si nous continuons comme nous le faisons, à brûler charbon, gaz et pétrole, nous risquons d'avoir un réchauffement climatique qui pourrait atteindre les 3, 4 ou 5 degrés d'ici la fin de ce siècle, et cela aura des effets différents pour les populations humaines selon les lieux. Il y a des endroits de la planète qui sont déjà chauds et qui vont devenir invivables tellement la chaleur sera grande, car les êtres humains ne supportent pas une température de 60 degrés de manière régulière.

Il y a des endroits où nous allons avoir des éléments extrêmes de type pluie massive, ouragans, désordres climatiques massifs, qui font que les populations auront du mal à y vivre également. Les infrastructures existantes seront dévastées régulièrement et il n'est pas du tout sûr que les gouvernements auront les moyens

de réparer les dégâts en question. Si nous prenons l'exemple de la Louisiane, je pense que c'est suffisamment illustratif...

Tout ceci sachant que la démographie de l'espèce humaine reste croissante et qu'on ne parle pas d'un monde comptant 7,5 milliards d'individus, mais à 9,5 ou 10 milliards d'individus en 2050. Les zones d'espace tranquille seront donc de plus en plus rares.

Prenons l'exemple du Bangladesh, qui est un endroit où il va y avoir une montée des eaux, cela entraînera deux problèmes : d'une part la réduction de l'espace vital, et d'autre part la salinisation des zones proches de la mer ce qui va rendre la vie complètement insupportable aux habitants du Bangladesh. Mais ils ne pourront pas remonter au Nord parce qu'au Nord de ce pays, des gens ne sont pas d'accord pour que les migrations puissent s'y installer. Sachant pourtant qu'il est bien évident, indépendamment de toute considération politique, que la migration est la méthode d'adaptation la plus classique de toutes les espèces biologiques qui sont sur cette Terre depuis que la vie existe. Les poissons migrent quand les conditions de vie sont insupportables, le gibier migre. Même les forêts migrent, lentement. L'espèce humaine, elle, ne le fera pas parce qu'il y aura des blocages. Il est donc clair que nous allons avoir des conflits civils et militaires lourds si nous continuons à faire croître nos émissions de gaz à effet de serre.

Mais considérons un deuxième exemple concret, celui concernant l'érosion de ce qu'on appelle la biodiversité. Ce n'est pas du tout abstrait. Si en 2040 il n'y a pratiquement plus de poissons comestibles pour l'espèce humaine, car nous avons surpêché massivement et que nous avons détruit la ressource, il restera certes un peu de poisson d'élevage mais nous risquons d'avoir des problèmes de revenus et d'alimentation pour les populations côtières dont le revenu et la nourriture sont issus de la pêche.

Venons-en maintenant aux perspectives. Le changement climatique n'est-il pas devenu inéluctable ? Après la sortie du Brésil et des Etats-Unis de l'Accord de Paris, quels sont les risques globaux ? Est-ce que chacun ne va pas choisir son propre intérêt et, pour les plus riches, payer le nécessaire pour supporter le réchauffement plutôt que d'essayer de changer ses modes de consommation et de production en sortant du tout carbone ?

Le changement climatique est « embarqué ». Quand le Giec nous dit qu'il n'est pas absolument exclu que nous arrivions à contenir l'augmentation de la température à 1,5 degré,

reconnaissons que pour rester sous 1,5 et même 2 degrés, il faut faire des changements massifs et il faut donc être très optimiste pour considérer que nous allons y parvenir. De toute façon, une augmentation de la température moyenne planétaire de 1,5 à 2 degrés a déjà des conséquences assez lourdes sur un certain nombre de populations. Après, considérer que de manière absolument certaine, nous allons vers des augmentations de 4 à 5 degrés parce que chacun des grands pays et des grandes régions va se comporter de façon égoïste, ce n'est pas plus évident et je serais plus optimiste à ce propos. D'abord parce que les régions en question ont-elles-mêmes beaucoup d'impact. Très peu de régions du monde peuvent se permettre de se prétendre exclues du phénomène de réchauffement climatique.

Il est évident par exemple qu'en Chine il y a des problèmes majeurs : les changements de régimes des eaux des glaciers de l'Himalaya auront des conséquences terrifiantes dans tout le bassin des grands fleuves. Il y a déjà des conséquences épouvantables liées à la sécheresse dans une grande partie de la Chine. Pour ce qui regarde les Etats-Unis, ils vont avoir des problèmes massifs avec les ouragans. Ainsi, beaucoup de zones vont devenir très difficiles à vivre et je ne pense pas que les pays puissent prétendre ne faire aucun effort parce que supposément le réchauffement ne concernerait que les autres. Ce n'est pas vrai du tout !

Chacun des pays a à la fois des problèmes en perspective, mais aussi des intérêts à défendre, et c'est le deuxième élément de mon argumentation. Ce n'est pas tout à fait un hasard si la Chine fait énormément d'investissements dans la transition pour réduire sa dépendance. D'une part le charbon est ultra polluant en tant que tel, donc le charbon constitue pour nous à la fois un désastre local et un désastre global. Alors que le changement climatique est un désastre global qui est plus compliqué à comprendre, le problème local est toujours plus facile à comprendre. Donc les populations, dans des espaces très densément peuplés, ont de moins en moins envie de se faire détruire les poumons par les poussières et autres saletés de tout genre.

Deuxièmement, le pétrole qui est le deuxième gros émetteur de gaz à effet de serre après le charbon, commence à être géopolitiquement et stratégiquement difficile à extraire. Donc, la Chine a-t-elle vraiment envie de dépendre de la zone instable du Moyen-Orient ? Je n'en suis pas complètement sûr.

Je pense donc qu'il faut se dire qu'il y a encore beaucoup de marges de manœuvre: autant il est vrai qu'il y a dix ou quinze

ans les technologies bas carbone étaient manifestement beaucoup plus coûteuses que les technologies carbonées, et qu'il aussi était très coûteux d'isoler et de faire des bâtiments performants, autant on doit se dire que depuis dix ans, il y a eu des progrès considérables sur tous les fronts.

Je prends un exemple extrêmement simple, même s'il est banal, qui est celui de l'énergie solaire : aujourd'hui nous avons des techniques qui permettent de faire de l'électricité à base d'énergie solaire qui sont extrêmement moins coûteuses. Il y a peut-être un rapport de 1 à 10 par rapport à ce que c'était dans les années 2000. Il y a donc de bonnes raisons de penser que des acteurs vont être intéressés aujourd'hui à développer ces technologies bas carbone et que, du coup, la compétition est très distincte de ce qu'elle était.

Dernier point, la société civile et les ONG peuvent s'appuyer maintenant sur l'Accord de Paris et sur un certain nombre d'éléments de droit pour attaquer les gouvernements, pour attaquer les grandes entreprises, les banques, et tout ce petit monde n'a pas envie de voir sa réputation salie. Je lisais ce matin une interview du patron de J.P.Morgan qui est l'une des plus grandes banques mondiales. Si la marque J.P.Morgan est attaquée, son PDG, même s'il est multi milliardaire, ne peut pas laisser tranquillement passer le sujet. Il est obligé de s'en emparer.

Les inégalités monétaires, de revenus et les inégalités de pouvoir, ont fortement augmentées. Quel est le lien entre cette montée des inégalités et la capacité de lutter contre le réchauffement climatique ? Nous voyons aujourd'hui, à Paris, l'extraordinaire révolte contre la montée de la fiscalité sur le prix des produits pétroliers.

Il y a aujourd'hui un lien très fort entre les enjeux sociaux et les enjeux écologiques. Il est évident que dans un monde ultra-inégalitaire où les puissants seraient les grands dirigeants, nous pourrions craindre le pire sur le mode « Ce n'est pas très grave, moi j'ai beaucoup d'argent. Et donc qu'il y ait 2 ou 3 milliards de crève-la-faim qui souffrent dans les camps de réfugiés m'est complètement indifférent dès lors que j'ai accès à ma clinique, mon hélicoptère, et des résidences de luxe dans tous les pays qui restent vivables. ». Ce n'est pas comme ça que cela marche. D'une part de nombreuses études montrent que les riches ne peuvent pas tout à fait se passer des travailleurs. La robotisation et l'automatisation ont certes fait des progrès, mais il faut encore faire tourner les usines et cela se fait avec des gens qui ne sont pas forcément tout à fait d'accord pour vivre dans des conditions insupportables.

En outre, suite à ce que nous voyons aujourd'hui en matière de fiscalité en France, croire que nous pouvons mener une lutte contre le changement climatique sur la base de mécanismes anti-redistributifs, cela ne marche pas non plus. Donc la lutte contre le réchauffement climatique suppose de réorganiser les politiques parce que nous n'arriverons pas à vendre une politique de ce genre si nous ne réexaminons pas la question des inégalités sociales.

Venons-en au politique maintenant. Pour un profane, ça ne paraît pas simple car chaque secteur semble traité de manière différente, le bâtiment, l'industrie, la production d'électricité. Quels sont les principaux moyens d'action de la puissance publique ? Marché des droits d'émission, fiscalité, soutien à l'investissement etc. Comment peut-on évaluer tout cela ?

Il y a un mécanisme qui est relativement transversal, l'une des grandes difficultés du changement climatique est que, précisément, tous les secteurs d'activité sont émetteurs de gaz à effet de serre. Donc dès lors que tous les secteurs d'activité utilisent de l'énergie et qu'au niveau mondial plus de 80% de l'énergie est à base d'énergie fossile, tous les secteurs sont impactés par le fait qu'ils utilisent du CO². C'est vrai évidemment du transport, puisque 95% du transport utilise du pétrole dans le monde. C'est vrai du bâtiment, car il y a encore beaucoup de chauffage soit au pétrole, soit au gaz, et il y a certains pays qui se chauffent encore au charbon. C'est vrai aussi de l'industrie, qui a besoin de beaucoup d'énergie. Après, il y a d'autres gaz à effet de serre. Comme le méthane. Tout le secteur agroalimentaire est par exemple concerné par la question du méthane. Donc ça veut dire que l'instrument transversal de base, c'est « d'internaliser les externalités » comme disent les économistes néoclassiques. C'est-à-dire faire en sorte que dans le calcul économique des acteurs, le fait de polluer ait un coût. Cela incite l'acteur à réduire la pollution et cela permet aux vendeurs de solutions, qui vont vendre des produits et des services aux pollueurs, de rentabiliser ces produits.

Ce n'est donc pas pour rien que cette histoire de carbone est sur l'agenda n°1 de tous les problèmes de luttes concernant le réchauffement climatique. Toutefois, il est très compliqué à mettre en place pour deux raisons principales.

La première c'est que pour le mettre sous forme de taxe, c'est un impôt indirect, donc cela a des effets sociaux. Et, deuxièmement, qu'il soit mis sous forme de taxe ou sous forme de quotas, cela a des effets de compétitivité relative au sein des zones où on l'applique. C'est bien pour cela que s'est compliqué. Si je prends l'exemple de l'Europe qui est supposée

être une zone de coopération, le prix du quota européen de CO² n'augmente pas. Aujourd'hui il est à 15 euros la tonne de CO² alors que tous les économistes disent qu'il faudrait qu'il soit à 30, 40, 50 euros voire 60 ou 100 euros... S'il est limité à un prix aussi bas, c'est que les accords politiques qui se font autour du marché européen intègrent des intérêts de pays qui sont bien carbonés, donc tous les pays de l'Europe de l'Est et l'Allemagne bien sûr. Or, ceux-ci n'ont pas intérêt à avoir un prix du carbone trop élevé, parce que cela se traduirait par une augmentation du prix de l'électricité et affecterait en particulier leur parc industriel.

Il y a donc un double enjeu, social, et de compétitivité. Donc, c'est compliqué. Et peut-être faut-il insister fortement sur le fait qu'un monde qui ne raisonne QUE sur une logique de compétition et de confrontation (ce qui est quand même le monde philosophique de la pensée économique qui nous domine depuis 50 ans), cela ne marche pas. Parce que par construction, ces grands enjeux de lutte contre le changement climatique, et ces grands enjeux de lutte contre la perte de la biodiversité, sont des enjeux de coopération.

Je vais prendre un autre exemple pour illustrer un domaine où malgré tout nous parvenons à peu près bien à coopérer. Ce sont les enjeux de santé mondiale autour de l'OMS. On arrive à discerner assez vite les risques d'épidémie. On a certes un énorme problème avec les antibiotiques, inutile d'en parler. Reste que, ce n'est pas en mettant tout le monde en compétition qu'on arrive à traiter ce problème de santé mondiale. C'est le contraire, c'est en mettant en place des coopérations. Donc il est très clair dans mon esprit, et je ne suis pas le seul à le penser : ces grands enjeux mondiaux, ces grands enjeux de gestion de biens communs comme disent les économistes, obligent à repenser ce que nous mettons en priorité dans nos modes de raisonnement, et nous sommes bien obligés de nous dire que si nous ne mettons pas en place de la coopération internationale, nous n'allons pas y arriver.

Il nous faut donc des coopérations et ne pas penser le monde en termes de conflit et de concurrence permanente. Mais il existe d'autres leviers. Les autres grands leviers dont disposent les pouvoirs publics sont les normes et les règlements.

De ce point de vue-là, nous pouvons être assez satisfaits du fonctionnement européen parce qu'il y a une vraie compétence pour faire coordonner les normes et les règlements. Cela fait très longtemps que l'industrie du matériel électrique en Europe fonctionne à peu près bien. Certes il y a eu le « dieselgate »,

mais cela a aussi montré notre capacité à créer des normes. Par définition, l'arbre réglementaire est sectoriel. Il faut réglementer dans le domaine de l'efficacité énergétique (c'est ce qui se fait avec la directive sur l'efficacité énergétique en Europe), il faut réglementer aussi dans le bâtiment, dans l'industrie automobile, et ainsi de suite.

Mais laissez-moi prendre un autre exemple un tout petit peu plus concret : Le protocole de Montréal sur les CFC (chloro-fluorocarbones) a eu un grand succès mondial parce que l'instrument principal c'était la réglementation. On a réduit l'usage de ces produits dans les sprays qui sont des diffuseurs CFC. Nous pouvons tout à fait aujourd'hui, utiliser cet argument-là pour les réfrigérants, les HFC (hydrofluorocarbures) qui vont être un problème majeur parce que dans un monde qui se réchauffe, nous allons avoir énormément besoin de climatiseurs. Et là, à nouveau, l'Europe sait faire cela et comme c'est une puissance économique avec une population d'environ 500 millions d'individus. Cela a de l'effet non seulement en Europe, mais au-delà. Après, le problème principal est que les Chinois n'ont pas oublié l'arme normative et réglementaire et que du coup, il va y avoir une bataille énorme qui pourrait malgré tout être gagnée par la Chine parce qu'elle a plus de puissance.

Dernier point qui est à la main des politiques. J'ai déjà parlé des prix carbone et des réglementations énormes. Mais il y a aussi deux autres choses. Premièrement, la puissance publique a un rôle à jouer important en matière d'investissement pour son propre compte, parce que dans les économies développées, l'Etat et les administrations territoriales, comme les administrations de sécurité sociale, ont un poids économique considérable, et donc ils ont un rôle économique de base sur leurs propres actifs.

Deuxièmement, on est dans une période un peu paradoxale dans laquelle il y a beaucoup d'épargne à disposition, notamment grâce au *quantitative easing* dans plein de grandes régions du monde, et il y a donc une possibilité de mobiliser cette épargne vers des investissements bas carbone.

Enfin j'ajouterais un mot sur le fait que la transition carbone consiste à investir beaucoup pour économiser les flux. Donc c'est en gros beaucoup de capital, et moins de dépenses d'exploitation et de consommable. Cette transition pose une question majeure de financement des infrastructures. Je peux le dire autrement, c'est un argument essentiel pour que les uns et les autres comprennent bien ce dont il est question, c'est que les

appels à la vertu c'est fort sympathique, mais si les gens ne peuvent pas remplacer leur voiture, qu'ils vivent dans un logement mal isolé, sauf à se priver complètement et à imaginer des régressions insupportables, ils n'arriveront pas à faire beaucoup d'économie d'émissions de gaz à effets de serre. Donc pour y arriver, il est assez stratégique que la puissance publique, notamment par un projet européen, rénove l'ensemble du patrimoine public européen. Et nous savons très bien que depuis 10 ou 15 ans nous avons sous-investi, et cela a malheureusement été mis en évidence suite à l'accident de Gênes.

Pourtant il y a deux bonnes nouvelles par rapport à cette affaire investissement : premièrement, tout le monde sait que les grands programmes de reconstruction après-guerre ont été très favorables à l'activité. Et donc ça crée de l'emploi. Nous pourrions dire qu'aujourd'hui nous sommes dans une phase de reconstruction, de restructuration complète de nos économies. Et cela, c'est une première bonne nouvelle.

La deuxième bonne nouvelle c'est qu'on n'attrape pas les mouches avec du vinaigre, et donc que nos amis banquiers, financiers et assureurs, peuvent être intéressés par l'idée qu'il y a des choses à faire, et des profits à la clé, si on se mobilise sur ce genre de projets. Donc il y a peut-être dans « l'argumentation de vente » de la question du climat, la possibilité de jouer sur le caractère potentiellement positif pour un certain nombre d'acteurs relatifs au financement de la transition. Je précise que la puissance publique a un rôle à jouer qui peut être de nature à remettre en cause le dogme, la doxa, qui est que les marchés financiers font le bien tout seuls comme des grands, et que la main libre des marchés financiers va faire qu'on règle les problèmes tout seuls. Ce n'est pas vrai du tout. Donc pour que le secteur financier concurrentiel évolue vers quelque chose qu'il ne fera pas du tout de manière spontanée, à savoir le financement de l'investissement du bas carbone, il faut que la puissance publique les incite ou les oblige à le faire. Il y a donc des moyens très spécifiques à mettre en œuvre pour ce secteur d'activité et d'ailleurs, au niveau européen, cela commence à bouger un petit peu parce que la DG FISMA a créé un programme d'action sur l'intégration de la question climatique dans les mécanismes de financements. Evidemment, cela suscite des débats.

Permettez-moi d'essayer de résumer. La première bonne nouvelle c'est que l'Union européenne joue un rôle important, et doit jouer un rôle important, car c'est une machine à fabriquer de la coopération. Au niveau de la réglementation, vous dites que ça fonctionne plutôt bien. Au niveau de la

fiscalité, beaucoup de choses restent à faire parce que nous ne sommes pas encore sortis du paradigme de la concurrence fiscale, et du prix du carbone, donc là il y a un vrai problème à considérer. Au niveau des relations extérieures de la politique commerciale, il est extrêmement important d'utiliser parfaitement ce levier du grand marché européen dans nos relations commerciales avec le reste du monde pour faire avancer les normes également dans le reste du monde. Au niveau des marchés financiers, il faut une réorientation de la gouvernance de manière à attirer les financements vers les investissements verts. Vous parlez de libérer l'investissement vert, pourriez-vous préciser ce que vous entendez par là ? Peut-être à ce propos, pouvez nous dire deux mots de la façon dont le plan Juncker fonctionne, lui qui aurait dû aussi normalement être orienté là-dessus. Enfin, j'aimerais que vous nous disiez ce que vous pensez de la question de la coordination des politiques économiques.

Sur les investissements verts, l'idée était la suivante : pour ce qui regarde la façon dont sont appliquées les règles aujourd'hui, on donne une prime évidente aux dépenses de fonctionnement contre les dépenses d'investissement. Si on prend l'exemple de la France, c'est gros comme une montagne. Il faut certes éviter les dérives budgétaires, je ne discute pas cela. On est dans une maison commune. Mais c'est cette règle qui ne distingue pas clairement les dépenses de fonctionnement des dépenses d'investissement (puisque tout cela est calculé dans le solde qui est un besoin de financement global) porte à une tendance naturelle des acteurs qui sont à la manœuvre, à savoir les responsables des collectivités territoriales ou des responsables des administrations centrales, de privilégier les dépenses de fonctionnement sur les dépenses d'investissement. On observe de fait un biais en défaveur des dépenses d'investissement et en faveur des dépenses de fonctionnement. Et donc, libérer un telle règle reviendrait à permettre de bouger un petit peu le mode de calcul de sorte qu'on puisse faire davantage d'investissement car, je le répète, la réussite de la transition énergétique et écologique passe par plus d'investissements pour permettre une économie bas carbone.

Il existe une manière concrète de le faire qui est d'utiliser ce que la Commission européenne appelle les « mécanismes de flexibilité », ce qu'elle a d'ailleurs utilisé dans le cadre du plan Juncker. Le problème du plan Juncker tel que je le vois tient à deux choses : premièrement, il n'est pas clairement conditionné au caractère vert ou pas vert des investissements. On est donc capable via ce plan de continuer à faire des routes, des autoroutes, des aéroports, et autant de choses qui ne sont pas nécessairement prioritaires, ceci dit sans dogmatisme aucun,

sans faire des calculs carbone et montrer qu'on ait ainsi des économies. La conditionnalité carbone devrait normalement s'appliquer un peu partout.

Deuxièmement, il y a un autre problème que nous voyons assez bien en France, qui est que le plan Juncker a la capacité à faire des chèques de 50 millions d'euros mais un peu moins de capacité à dresser des besoins agrégés de petites dépenses, comme par exemple la rénovation du logement. Ceci pour toute une série de raisons qui sont relativement simples à comprendre. Parce que si vous payez quelques grands esprits qui ont fait de grandes études, ils vont être moins chers globalement sur des gros projets que sur des petits. Il y a là un biais en défaveur de la transition, parce que les grands problèmes d'infrastructure en règle générale sont des projets très énergivores. Et donc je suis persuadé que l'application du plan Juncker en France peut être un levier pour libérer ces fameux investissements verts, mais il faut de la volonté politique. Il faut mettre ces questions-là au cœur de l'agenda des politiques économiques de l'Europe, et que chacun des pays comprenne que c'est bien la politique économique, et la politique au sens strict, qui sont les clés du succès.

J'ajoute une remarque sur la question de la concurrence fiscale. Je pense que c'est un problème énorme, c'est-à-dire que dans la construction européenne, on est parvenu à centraliser la monnaie pour la zone euro, à construire des règles communes en matière budgétaire, mais on a laissé les Etats rester souverains sur les questions fiscales. Et comme la tendance naturelle est à la concurrence (naturelle, ou entretenue par le raisonnement concurrence/compétitivité qui est très présent à l'esprit de certains technocrates), cela pousse assez naturellement chacun des pays à jouer le rôle de passager clandestin et à faire baisser sa fiscalité pour trouver des avantages compétitifs au sein de la zone euro. Et cela ne fonctionne pas du tout pour la question climatique. Il est évident qu'il faut des outils fiscaux communautaires. Par contre, est-ce que la voie pour y arriver est celle d'une réforme du traité ? C'est une voie dangereuse et difficile, et peut-être qu'il y a des moyens de coopération qui sont prévus par les traités qui permettraient d'améliorer grandement la problématique sans passer par là.

Ces moyens existent certainement puisque les ministres des Finances et leurs directeurs du Trésor se réunissent tous les mois et ont donc la capacité de mettre en place des solutions coopératives pour autant qu'ils y soient poussés et qu'ils le souhaitent du point de vue politique.

C'est plutôt une bonne nouvelle en effet. Car supposons que sur un raisonnement social, économique et politique, on se dise qu'on a beaucoup plus à gagner avec cette lutte contre le changement climatique qu'à y perdre. Nous allons créer de l'emploi par de multiples projets, et à on va donner un peu de sens et de vision à la construction. On va mettre du commun au cœur de la construction européenne. Et il se trouve que les technologies bas carbone peuvent présenter des avantages pour les entreprises du continent européen, et que cela n'est pas si cher comme je le disais auparavant.

Dans ces conditions-là de températures et de pressions, nous avons un problème massif à résoudre qui est celui des transitions professionnelles qui veut que même si on crée de l'emploi, on en détruit, et donc il faut forcément des outils pour aider les travailleurs des mines de charbon, pour aider les travailleurs de l'industrie pétrolière et ainsi de suite. Mais nous ne sommes pas dans un jeu qui est perdant-perdant. Nous sommes dans un jeu où il y a de l'accompagnement dans la transition à opérer, et qui est là aussi à la main de l'Europe qui a l'habitude et qui a des fonds d'aide qui ont manifesté leur efficacité. Je ne suis pas un spécialiste, mais le FEDER par exemple peut être un candidat...

Il y a le Fonds d'ajustement à la globalisation dont on pourrait éventuellement élargir l'objectif.

On peut premièrement élargir son objectif, et aussi, comme pour le plan Juncker, le verdir. Il faut bien avoir en tête la question de la transition est multisectorielle. Il ne s'agit pas de se dire qu'il y a des secteurs bannis et des secteurs élus. Il ne s'agit pas d'investir tous nos moyens dans les éoliennes et dans le solaire et d'en finir avec le charbon. Ce n'est pas du tout cela le sujet. Le sujet c'est la transformation de tous les dispositifs et infrastructures de sorte qu'ils soient générateurs d'économies d'énergie et générateurs d'économies d'émissions de gaz à effet de serre.

Une dernière question sur la gouvernance. Au niveau européen, il y a d'une part les gens qui s'occupent du climat qui travaillent assez bien en silos, et de l'autre les économistes qui travaillent sur la stabilité des marchés financiers, éventuellement sur les questions sociales. Avons-nous la même chose en France ?

Je connais mieux le gouvernement français que les autres mais je crois malheureusement que partout en Europe c'est assez généralisé. Est-ce issu du cartésianisme à la française qui s'est imposé dans l'ensemble de la culture européenne, ou est-ce issu d'autre chose ? Je crois que c'est lié à la complexité du monde,

ce qui signifie que chacun se spécialise et que du coup, les ministères sont à l'image de ces spécialités.

Donc effectivement, vous avez raison, en France même s'il y a eu un petit élargissement du périmètre du ministère du Développement durable avec un peu de transversalité qui s'est installée entre énergie, transport et écologie, cela reste organisé en silos parce que ce ministère ne communique pas bien du tout avec la direction générale du Trésor ou avec le Budget (qui est en guerre avec tout le monde).

Un autre exemple bien plus préoccupant est la question de l'agriculture. Il est très préoccupant que l'Agriculture soit un silo, en conflit avec le ministère du développement durable. Je prends un exemple qui peut sembler bizarre: La direction de la Forêt en France dépend du ministère de l'Agriculture. C'est très bizarre car la forêt est un énorme enjeu en termes d'écologie pour les questions de biodiversité, c'est un énorme enjeu en terme de puits carbone, or on ne réussira pas la question du changement climatique si on ne sauvegarde pas et si on ne développe pas les fameux puits carbonés. La forêt devrait être en liaison avec les ministères et les directions s'occupant de tout ce qui concerne la construction. L'écologie n'est pas en co-tutelle avec l'Agriculture. C'est une source d'énergie évidemment très importante en France. Il y a beaucoup de transformation de bois soit pour aller dans les cheminées soit pour aller dans les poêles à granulés.

Nous avons cru faire un progrès en France en créant un ministère du Développement durable. Ce n'est pas tout à fait comme cela qu'il faut s'y prendre. Il faut que ces grandes questions qui sont vraiment transversales aillent au niveau du Premier ministre voire à celui du président de la République, de manière à créer des passerelles et des obligations de coopération qui soient intégrées dans le raisonnement d'un gouvernement.

De la même manière, si vous avez des économistes qui se spécialisent sur les questions d'économie et de stabilité financière, et qui n'ont aucune vision du fait qu'on est sur un sujet majeur de la politique économique, cela ne va pas plus fonctionner puisqu'ils vont considérer que toutes ces questions environnementales sont des dépenses inutiles, que tout cela n'a aucun rapport avec la question de la stabilité. Alors de ce point de vue-là, la bonne nouvelle, c'est que M. Mark Carney, gouverneur de la Banque centrale d'Angleterre et président du conseil de Stabilité Financière (FSB), a réussi lors du G20 à faire rentrer dans les cervelles de nos amis des finances que le changement climatique était un risque d'ordre systémique pour

le monde financier. Donc cela peut être un moyen, et d'ailleurs cela a été fait pour cela tactiquement, de faire rentrer par une porte cette question dans l'univers de personnes qui jusqu'à présent ne s'y intéressaient pas du tout.

Je pense que ce sera probablement un enjeu pour la prochaine Commission parce que nous savons que la façon dont les Etats membres s'organisent, et la façon dont la Commission et l'Union européenne s'organisent, interagissent évidemment puisqu'il faut un interlocuteur réciproque, et donc il y a toujours des effets d'imitation entre les deux niveaux de gouvernance. Ce sera donc important pour la prochaine Commission de veiller à intégrer la question écologique et la question sociale puisque, nous l'avons vu, les effets sont liés aux questions économiques et financières. Ce sera extrêmement important y compris dans le champ de la gouvernance, c'est-à-dire de tout ce qui relève de la coordination de la politique économique.

En effet. Pour revenir à la question sociale, car je n'ai peut-être pas assez insisté dessus, je veux rappeler que les questions écologiques, qu'elles soient relatives au climat ou à la biodiversité, vont avoir des effets gravement déstabilisants pour des populations qui sont déjà déstabilisées. Si nous prenons ce qui s'est passé en Syrie ou ce qui se passe en Amérique du Sud, nous avons des phénomènes très préoccupants. Il y a des gouvernements déjà extrêmement autoritaires qui créent des difficultés sociales majeures. Et à un moment donné, la coupe est pleine, et le climat rajoute une énorme couche de difficulté. Les populations risquent alors de dépasser leur seuil de tolérance, et cela leur créé des problèmes majeurs. En Europe nous n'en sommes pas encore exactement là, mais cela peut quand même venir assez vite dans certaines régions, et dans certains pays. Donc on peut avoir des déséquilibres des systèmes sociaux, au sens humain du terme mais aussi au sens financier, qui peuvent rendre les choses vraiment insupportables. J'ai beaucoup parlé des investissements au sens des investissements qui permettent de faire en sorte que l'économie soit moins émettrice de gaz à effet de serre. Mais il y a aussi, comme nous l'avons dit précédemment, un besoin d'adaptation au changement climatique, et il y aura aussi besoin d'investissements pour se protéger des dégâts.

Dialogue avec M. Pieyre-Alexandre Anglade, Député Hors de France

Pourriez-vous tout d'abord brièvement vous présenter ?

J'ai trente et un ans, et suis député français représentant les Français établis hors de France pour la quatrième circonscription qui est celle du Benelux. Comme vous le savez sans doute, la France compte 577 députés, et onze de ces députés représentent les Français hors de France. Je suis donc l'un d'entre eux. J'ai remporté l'élection au second tour contre une candidate de la France insoumise, il y a un peu plus d'un an désormais, avec 75% des voix. Je suis donc désormais député à l'Assemblée nationale française, vice-président de la Commission des Affaires européennes, membre de la Commission de la défense nationale et défense des armées, président du groupe d'amitié France/Belgique de l'Assemblée, et membre de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe à Strasbourg.

Votre agenda doit être chargé...

C'est une question d'organisation. Je vis à Bruxelles. J'ai été élu ici. Ma vie est ici. J'ai une permanence à proximité des Institutions européennes où il est facile de me rencontrer. C'est la fonction d'un élu. Même si on est à l'étranger et que parfois la réalité diffère un peu de celle de nos compatriotes de l'hexagone. Il n'y a aucune raison bien sûr que je ne reçoive pas les gens qui me sollicitent. C'est l'essence même du travail de parlementaire qui se nourrit de ce que les gens lui rapportent. Il faut être capable de garder ce lien constamment, car il est vrai que quand on est élu on a un rythme de travail soutenu, et en plus dans mon cas il y a la multiplicité des lieux.

Oui, les trois pays de votre circonscription...

Les Pays-Bas, la Belgique et le Luxembourg. Et de plus l'Assemblée est à Paris. Donc le temps consacré à faire la navette est important. Il faut dès lors parvenir à conserver du temps pour soi et pour les autres. On rencontre beaucoup de monde, mais paradoxalement on a peu de temps parfois pour apprendre. On est très pris.

J'ai été diplômé de la Sorbonne et de Sciences-Po Strasbourg en histoire, relations internationales et affaires européennes. Je suis arrivé ici à Bruxelles en 2010, comme stagiaire au Parlement européen auprès d'une députée française MoDem de l'ADLE, Nathalie Griesbeck. Puis en 2014 je l'ai quittée pour aller travailler avec un des vice-présidents du Parlement européen, Pavel Telička, qui est Tchèque et a été le premier commissaire européen de son pays dans la Commission Prodi. Il est resté peu de temps car il y a eu un changement de gouvernement dans son pays. Je coordonnais toute la délégation tchèque dans le groupe ADLE à ses côtés.

Vous êtes également tchèque ?

Non pas du tout. J'avais envie de changer de fonction, mais aussi de découvrir une autre façon de voir l'Europe. Après cette dernière décennie de crise, l'Europe est plongée dans le doute et est en proie aux divisions, et les égoïsmes nationaux et le reproche perpétuel fait aux autres l'ont emporté sur ce qui fait notre unité et notre différence par rapport au reste du monde. Je suis quant à moi très attaché à l'unité européenne et j'aimerais qu'on sorte de cet état d'esprit qui consiste à rechercher finalement la faute chez tel ou tel. Ce qui ne fonctionne pas actuellement en Europe c'est le collectif. C'est cela qui m'a poussé à aller découvrir l'Europe vu par d'autres yeux, ceux d'Europe centrale qui a une réalité beaucoup plus complexe que celle qu'on veut bien raconter dans les médias d'Europe de l'Ouest, notamment en France. Si vous prenez par exemple Orbán et Kaczyński et êtes tentés de les mettre dans le même sac vous vous trompez. Les deux réalités à l'œuvre derrière ces deux personnages sont différentes. Viktor Orbán a eu une trajectoire politique singulière. Il a commencé chez les libéraux pour finir aujourd'hui par être un représentant de la droite souverainiste, mais avec une base idéologique assez faible. A l'inverse le PiS en Pologne fait de l'idéologie. C'est très différent. Les ressorts dans les sociétés sont également différents. La société civile polonaise est très forte, on l'a vu au moment de la chute du mur, avec Solidarność, et comme on peut le voir encore aujourd'hui avec la résistance des plus hautes autorités judiciaires du pays. En Hongrie vous ne trouverez pas

la même résilience. J'ai été très curieux de découvrir cela alors grâce à cette fonction auprès de Pavel Telička.

Tant la Pologne que la Tchécoslovaquie alors, comme la Hongrie, avaient des traditions d'opposition au stalinisme. En Pologne avec Solidarnosc et en Tchécoslovaquie avec la Charte 77, Havel, etc. Ces pays avaient résisté.

Oui, mais la république tchèque n'a pas complètement basculé aujourd'hui, à l'inverse des deux autres. Les forces politiques au pouvoir en Tchéquie se situent un peu entre les deux. On ne sait pas trop de quel côté le pays va tomber. L'opinion publique reste quelque peu sceptique par rapport à l'Europe, mais le pays reste malgré tout ferme dans son engagement européen, notamment sur les questions de défense. Au passage, on le sait peu, les troupes tchèques sont engagées en Afrique aux côtés des troupes françaises. J'ai eu l'occasion de faire un rapport sur la défense européenne pour l'Assemblée nationale qui m'a permis de souligner combien vu de Varsovie ou de Prague le rapport à la construction européenne dans le cadre de la défense est totalement différent. A Prague, vous trouverez une vision otanienne de la défense bien sûr, mais avec une compréhension européenne. A Varsovie la vision est purement otanienne, très américaine. Tout cela pour dire que la vision homogène du groupe de Visegrad qu'on peut avoir en Europe occidentale ou en France est assez éloignée de la réalité. Les choses sont plus complexes et différentes qu'on ne peut le croire, et je ne peux qu'inviter à une étude plus scrupuleuse de ces pays qui gagnent à être connus.

Revenons un instant sur la crise européenne. Tout d'abord la crise économique se poursuit, même s'il y a une fragile reprise. Le contexte international reste très inquiétant, en particulier l'attitude américaine. Il y a également une situation de rejet des institutions avec une crise politique qui voit les forces démocratiques être la cible d'attaques virulentes. L'Europe est en proie à de vieux démons avec la crise migratoire alors qu'elle n'a pas su venir au soutien de Matteo Renzi quand il lui demandait de l'aide, ce dont Salvini a fini par profiter. Comment analysez-vous personnellement cette crise polymorphe, et quelles sont selon vous les raisons qui ont porté à cette crise ?

On constate en Europe une montée des populismes. Pas qu'en Europe d'ailleurs, le même mouvement a mené à l'élection du nouveau président des Etats-Unis. A la différence près toutefois qu'en Europe, la crise polymorphe dont vous parlez est à l'œuvre depuis 2005. Je fais partir la crise de cette date car c'est l'année des « non » français et néerlandais au projet de traité constitutionnel européen. Depuis cette date, l'Europe n'a connu

que des crises : d'abord les refus français et néerlandais, puis la crise financière, la crise de l'euro, la crise de la dette, de la Grèce et des pays méditerranéens. Puis la guerre en Libye, en Syrie, en Ukraine, la crise migratoire, la crise de l'accueil des réfugiés (je fais la distinction entre les deux), le terrorisme, qui a frappé la moitié de notre continent, et puis le fossé toujours plus important entre les institutions européennes et les citoyens, avec des responsabilités partagées par les institutions et les dirigeants des Etats membres qui trop souvent ont nationalisé les succès et européanisé leurs échecs. Enfin le Brexit, pour clore cette décennie noire, qui a fait vacillé jusqu'aux fondations mêmes de l'Union européenne.

Au terme de ces presque 15 années de crise, le moment est donc au doute et à la division en Europe. Nous avons d'un côté perdu confiance dans notre force collective au niveau européen, et d'un autre côté les divisions se sont creusées entre les Etats membres de l'UE, chacun pointant telle ou telle responsabilité, les égoïsmes nationaux l'emportant au détriment de ce qui nous rassemble et nous unit, et de ce qui fait notre singularité par rapport au reste du monde. On est par ailleurs dans un contexte où on voit monter une fascination pour les pouvoirs forts et les démocraties dites illibérales. Le président de la République a quant à lui parlé de « lèpre européenne ». Il est loin d'avoir tort. Il y a un virus qui se répand en Europe avec des responsables politiques qui remettent en cause les fondements de la démocratie européenne, l'état de droit, les libertés fondamentales, la liberté de la presse, l'égalité entre les femmes et les hommes, l'accès à l'éducation... en fin de compte tout ce qui fait la démocratie libérale en Europe telle qu'on l'a connue.

Enfin, il y a des menaces géopolitiques importantes. Nous avons jusqu'à présent un système international plutôt bien régulé autour des membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU. Les cinq puissances depuis la fin de la seconde guerre mondiale, et plus récemment depuis la fin de la guerre froide, ordonnaient le système. Or on s'aperçoit à présent que trois de ces puissances remettent en cause le multilatéralisme tel que nous le connaissions. D'abord la Russie, en s'imposant par la force dans son environnement immédiat, comme on l'a vu en Crimée, en Ukraine et dans d'autres républiques caucasiennes. Ensuite la Chine, qui intervient en mer de Chine et se développe avec sa route de la soie qui a vocation à s'étendre jusqu'en Europe, et qui augmente son influence en Afrique et aussi en Amérique Latine. Et enfin les Etats-Unis, dont l'actuel président ne respecte pas les engagements pris par ses prédécesseurs : accords de Paris, accords sur le nucléaire iranien, commerce avec l'Asie ou l'Europe.

Il y aurait aussi les inégalités croissantes : avec six millions de pauvres en Italie par exemple, ou encore cinq cent mille jeunes en Grèce, la jeune élite de ce pays, qui sont partis faute d'avoir un avenir chez eux.

Il y a en effet aussi une crise sociale, dont les citoyens sont victimes car les forces politiques au pouvoir n'ont pas mené les réformes nécessaires. Par exemple en France, nous avons eu pendant ces trente dernières années une politique sociale qui fonctionne plutôt bien si on s'en tient au fait qu'elle amortit certaines réalités, mais qui d'un autre côté n'a pas permis d'éradiquer la pauvreté pour neuf millions de personnes dont trois millions d'enfants. Le problème de la politique sociale dans mon pays comme dans d'autres, c'est qu'on a eu tendance à vouloir corriger par des allocations les inégalités, en saupoudrant des aides financières, mais ce une fois que les inégalités étaient creusées, sans s'attaquer à la racine du problème. C'est le problème fondamental des systèmes de protection sociale de nombreux pays. Au lieu d'aller remettre de la justice sociale en s'attaquant aux inégalités profondes, notamment à l'école, dans la formation professionnelle, dans les quartiers les plus défavorisés, là où la pauvreté et le déterminisme social se créent, on a préféré fermer les yeux et donner aux gens des droits formels qui existent sur le papier mais pas dans la vraie vie.

Brève parenthèse française : c'est précisément la logique que le gouvernement français est en train de revoir. Au lieu de se contenter de saupoudrage d'argent public, qui certes est utile mais ne résout rien, il faut changer la société en profondeur. Car aujourd'hui si vous naissez pauvre en France, vous avez hélas toutes les chances de le rester, et vos enfants aussi. Le débat ne doit donc pas se limiter à la discussion des modalités et du montant des allocations. Le débat consiste à se poser la question de savoir comment changer de paradigme.

Mais en attendant, compte tenu de la rareté des ressources, que faire ?

En attendant nous continuons bien sûr à utiliser les allocations et de fait nous avons augmenté un certain nombre de minima. L'allocation pour les personnes handicapées par exemple a augmenté, comme celle pour les personnes âgées. La prime d'activité aussi. Nous allons supprimer la taxe d'habitation, comme les cotisations sociales pour que le travail paye mieux, etc.

Sur ce dernier point, c'est d'ailleurs aussi une incitation économique pour les entreprises...

En effet, il faut que tout le monde soit gagnant. Il faut que les entreprises fonctionnent bien dans le pays.

Quoiqu'il en soit en France, il y a eu une forme d'absence de courage politique qui n'a pas voulu s'attaquer à la racine des problèmes et a préféré jouer la carte de politique de l'augmentation des allocations à des fins aussi électoralistes plutôt qu'en se livrant à une réforme courageuse.

Le discours de la réforme est permanent dans le discours politique. C'est peut-être aussi une des raisons pour laquelle il est discrédité aujourd'hui. De Gaule parlait de réforme en évoquant la régionalisation. Giscard s'est présenté comme le grand réformateur. Mitterrand, Sarkozy ont continué. Tous se prétendaient réformateurs.

C'est aussi pour cela que nous parlons quant à nous de transformation.

Mais revenons donc à la crise européenne et à ses raisons.

Nous sommes dans un contexte de grande mutation : économique, sociale, environnementale, numérique. Les Européens dans les différents Etats n'ont sans doute pas suffisamment anticipé ces mutations. Ils sont restés sur des schémas politiques qui datent pour l'essentiel des lendemains de la Seconde guerre mondiale. La réflexion intellectuelle et politique qui était nécessaire n'a pas été menée dans un certain nombre de partis politiques qui se sont divisés en interne en conséquence de cette absence de réflexion. Faute d'accords, ils n'ont pas pu proposer des agendas politiques de transformation. Ces divisions politiques à l'intérieur des partis dominants en Europe a mené à l'immobilisme, au statu quo, qui a empêché les Européens d'agir et de répondre aux désordres du monde et à ses crises successives.

J'ajoute un autre élément. Si on observe le déroulement de la crise économique et financière, on remarque que les Américains, qui ont pourtant subi tout autant voire plus encore la crise, sont parvenus en l'espace de deux ans à nettoyer leurs banques des actifs pourris, à injecter plusieurs milliards de dollars dans leur économie pour la relancer et permettre les investissements nécessaires. Aujourd'hui leur situation économique et sociale est enviable comparée à celle de l'Europe. De notre côté en effet, dix ans après le début de la crise, nous n'en sommes pas encore tout à fait sortis. Nous ne parvenons toujours pas à nous entendre sur l'architecture de la zone euro qui lui permettrait de fonctionner correctement. Tout ceci car le recours à l'unanimité au Conseil nous bloque et sert d'excuse à beaucoup de pays pour ne pas avancer.

Et même là où il n'y a pas unanimité, comme sur les questions migratoires, certains pays comme ceux de l'Europe centrale ont refusé d'appliquer les décisions qu'ils avaient pourtant choisis eux-mêmes avec leurs partenaires.

En effet. C'est l'illustration même du contexte de doute et de division que j'évoquais auparavant. L'absence de confiance qui règne aujourd'hui en Europe empêche l'action. Prenez l'exemple de la crise qu'il y a eu autour de l'Aquarius, ce navire portant secours aux migrants. Ce qui m'a personnellement le plus frappé dans cette affaire, au-delà de la situation terrible qu'ont vécue les hommes, les femmes, et les enfants qui étaient sur ce bateau, a été le discours politique qui s'est fait entendre en Europe. Pendant une semaine, les uns et les autres n'ont fait que s'attribuer la responsabilité de la situation en pointant leurs voisins. On a d'abord évoqué la responsabilité de Malte, puis de l'Italie, puis de la France, et enfin de l'Espagne. Quel spectacle de division que voilà.

Tous ces éléments expliquent pourquoi près de quinze ans après le début de la crise, que je fais donc commencer en 2005, l'Europe est encore dans une situation très incertaine. Et les élections européennes de 2019 vont à cet égard revêtir une importance fondamentale. Leur portée dépasse à mes yeux largement la simple élection de quelques députés européens. Ce qui compte est de comprendre au travers d'elles quelle sera la forme politique que prendra l'Union européenne dans les dix années à venir, dans ce XXI^e siècle qui est celui des Empires-continentaux. Nous avons besoin dans ce contexte d'un bloc européen suffisamment consistant pour faire face aux Etats-Unis, à la Chine, la Russie ou l'Afrique et l'Amérique du Sud demain. On voit bien comment la désunion des Européens est utilisée par des forces en dehors de l'UE pour l'affaiblir. L'attitude de Trump à cet égard est assez emblématique. La moindre faiblesse de l'Europe est instrumentalisée politiquement au bénéfice des Américains. Mon crédo est que nous ne pouvons pas nous permettre d'être faibles, et de nous voir imposer par d'autres des décisions et des standards.

Mais vers qui aujourd'hui se tourner pour trouver des soutiens du projet européen ? L'Europe à son origine bénéficiait par exemple du soutien américain, de l'Eglise catholique, du patronat, mais pas du mouvement ouvrier qui était plus nationaliste même s'il se déclarait en théorie internationaliste. Aujourd'hui on voit même les forces économiques multiplier les alliances avec des groupes internationaux non européens plutôt que de constituer un capitalisme européen. Sur qui donc faut-il s'appuyer, sur quels intérêts, notamment pour les prochaines élections ?

Il faut s'appuyer sur les Européens, et cesser de penser que d'autres peuvent faire l'Europe pour nous. Nous avons trop longtemps été dans une position attentiste, notamment à l'endroit de l'allié américain dont on continue d'attendre trop de choses, que ce soient pour les questions relatives à la défense ou pour les questions économiques, notamment dans certaines parties de l'Europe. La réalité nous impose de sortir de ce schéma de pensée. Une prise de conscience collective est nécessaire. Il y a là un combat à mener à l'intérieur de l'Europe, un travail de conviction à faire, dans cette Europe qui oppose de plus en plus deux ensembles.

D'un côté il y a ceux, comme le président de la République française, qui veulent continuer à aller de l'avant et construire cette Europe qui protège. De l'autre, on trouve ceux qui ont une vision autre de l'Europe, une vision nationaliste, souverainiste et identitaire, incarnée en Hongrie par Viktor Orban, ou en France par Laurent Wauquiez. Ils préfèrent défaire l'Europe au nom d'un nationalisme exacerbé pour préserver leurs intérêts particuliers, quitte à plomber l'avenir collectif des Européens.

Ma conviction c'est que sans l'Europe il n'y aura aucun avenir radieux pour la France ou les autres Etats membres qui constituent l'Union. L'engagement pro-européen est à mes yeux une nécessité au regard des évolutions du monde, c'est une responsabilité, et c'est le message politique que nous avons l'intention de porter pour les élections européennes de 2019.

On dit aujourd'hui que les Français ne sont pas intéressés par le débat européen, qu'ils ont une vision négative de l'UE. C'est vrai en partie. Mais dès que vous prenez le temps de leur parler, comme nous l'avons fait dans le cadre de notre Grande marche pour l'Europe, vous prenez la mesure du fait que très instinctivement les citoyens comprennent que l'Europe est nécessaire dans le monde tel qu'il évolue.

C'est vrai. Les Grecs à ce propos demeurent pro-européens malgré la crise terrible qu'ils ont dû affronter et le fait que les hommes politiques ont largement reversé sur l'Europe la responsabilité qui était d'abord la leur.

En effet. Le problème en France depuis 2005 est que les partis traditionnels du centre-droit et du centre-gauche de l'époque (PS et UMP), auraient dû nourrir un discours ambitieux pour l'Europe, et alimenter le débat public sur l'Europe, non pas de façon béate, mais de façon critique et constructive. Ils n'en ont rien fait car ils étaient profondément divisés sur le sujet. Et ainsi les extrêmes en ont profité, tant la France insoumise que le Front national ont récupéré le débat sur l'Europe, et cela fait quinze ans que le débat est confisqué par les extrêmes parce qu'il est

déserté par les autres forces politiques qui ont pudiquement jeté un voile sur le débat. Ainsi, nous sortons de quinze années de débat négatif sur l'Europe, ce qui a nourri, alimenté, l'euroscepticisme.

Le courage politique d'Emmanuel Macron a précisément été de remettre la question européenne au cœur du débat. C'était loin d'être évident de mettre l'Europe en haut de son agenda et d'aller faire campagne en arborant des drapeaux de l'UE. Il a eu ce courage, et nous sommes nombreux à lui apporter notre soutien. Je le fais à titre personnel à l'Assemblée nationale. Certains me le reprochent d'ailleurs, en arguant que je suis un député national dans l'Assemblée nationale et que l'Europe n'est pas mon sujet. C'est là méconnaître profondément notre histoire, nos institutions, et l'essence du projet européen. S'il n'était question d'Europe qu'à Bruxelles, à la Commission, au Conseil et au Parlement européen, ce serait la meilleure façon de nourrir l'euroscepticisme en gardant la distance entre institutions et citoyens. Je défends l'idée que c'est aussi le rôle d'un parlementaire national que de défendre le projet européen. Il y a un angle européen pour tous les textes qui passent à l'Assemblée nationale. S'il est vrai que dans les débats nationaux l'Europe paraît parfois lointaine, c'est aussi parce que les élus nationaux n'ont pas eu l'ambition d'en faire un sujet. Et ils ont trop souvent et trop longtemps privilégié le destin national plutôt que le destin européen.

Parlons un instant du budget, l'instrument qui permet la concrétisation des orientations politiques. Au début de la présidence Hollande, la discussion sur les perspectives financières avait été l'occasion de voir des europarlamentaires demander au président Hollande de défendre une proposition de budget d'un montant de 1100 milliards quand Cameron de son côté posait un ultimatum à 900 milliards d'euros. Hollande n'a pas voulu mettre de veto français et a choisi le compromis qui l'a finalement desservi. Sur cette question essentielle du budget, comment le gouvernement français se positionne-t-il aujourd'hui ?

Nous avons voté une résolution à l'Assemblée nationale pour augmenter la contribution française. Cette résolution s'explique par la conviction qui est la nôtre que le budget européen doit augmenter. C'est donc un signal politique que nous avons souhaité envoyer. On ne peut pas vouloir des politiques européennes plus ambitieuses sur l'environnement, la sécurité, etc., et ne pas s'en donner les moyens.

A ce propos, je voudrais dire une chose ici. Nous voyons que certains semblent très pressés de faire voter ce budget. Ils

voudraient que le vote ait lieu avant les élections européennes. Je pense que c'est une mauvaise chose. On ne peut pas faire voter un budget pluriannuel de sept ans par un parlement et des institutions qui sont sortantes et qui n'auront pas à mettre en œuvre ce budget. Je souhaite donc, même si cela retarde le vote de six mois, ce qui n'est pas bien grave, que ce soient les nouvelles institutions qui puissent voter et mettre en œuvre le budget. Où serait la cohérence politique et même démocratique s'il n'en allait pas ainsi ?

Ce serait la peur qui pousserait à ce vote anticipé ?

Oui, sans doute. La peur de voir les populistes dominer le parlement européen. J'ai envie de dire à certains qui sont en position de responsabilité politique que l'arrivée de ces députés s'expliquera aussi par leur propre frilosité, et leur préférence pour le statu quo et l'immobilisme qui ont fait monter ces extrêmes en Europe.

Je pense que sur cette question il est important de savoir se regarder en face. Si les populistes remportent un succès ce sera aussi parce que certains groupes politiques européens n'ont pas nourri une ambition assez forte pour l'Europe. Je me délecte toujours de certaines tribunes de Républicains en France qui nous expliquent qu'il faut tout changer en Europe car rien ne va, alors qu'ils font partie de la famille du PPE qui domine toutes les institutions européennes depuis presque vingt ans.

En même temps, il est inutile de nous mentir. Le risque de voir les forces populistes occuper un large espace politique au Parlement européen existe bien. Qu'ils se retrouvent dominants, je ne sais pas, mais leur groupe risque bien d'être important. Si tel est le cas, il y aura une responsabilité collective, et il n'est pas sain que les députés sortants décident du budget à la place des futurs eurodéputés. Nous serons dans une autre logique politique en 2019. Et je pense que pour assurer la sérénité du débat politique européen les nouvelles institutions seront celles qui devront faire passer le budget.

C'est le point de vue de la France ?

Je ne sais pas, mais en tout cas c'est le mien. Pour le reste, il est vrai que le budget est à la fois ambitieux et réaliste... En somme, il était difficile de faire beaucoup mieux.

C'était nécessaire de faire mieux, mais difficile de le faire, en tout cas pour la proposition de la Commission. Mais si un groupe d'Etats membres se montre plus ambitieux, il y a peut-être l'espoir de voir la proposition s'améliorer.

C'est possible que ce soit le cas. A présent vous savez qu'en France, le débat sur le budget est vampirisé par la politique agricole commune (PAC). On résume le débat sur le budget au seul débat sur la PAC. Ainsi, quand il y a quelques mois le Commissaire Oettinger a rendu publique la proposition de la Commission, en France le débat s'est immédiatement focalisé sur les dotations pour la PAC. Je pense que c'est une très mauvaise chose que d'avoir cette vision si franco-française de cette question. Ce qui ne remet pas en cause l'importance incontestable de la PAC pour la France. Mais il faut sortir de cette logique et parvenir à avoir une vision plus globale de ce qu'est notre projet européen commun.

Un mot pour finir sur les listes transnationales ?

C'est une vieille idée, votée à plusieurs reprises par le Parlement européen dans différents textes. Idée reprise par Emmanuel Macron, avant même qu'il ne soit candidat à l'élection présidentielle. L'idée faisait d'ailleurs plutôt consensus à l'intérieur du Parlement européen, alors que c'est lui-même qui a fini par balayer la proposition. Et ce parce que le Parti populaire européen (PPE), au nom de la sauvegarde de ses petites intérêts, a préféré bloquer l'initiative plutôt que d'y voir l'embryon, certes modeste, de la démocratie européenne. On aurait pu imaginer pourtant que les têtes de listes soient les fameux Spitzenkandidats.

L'échec de ce vote est l'exemple type de manifestation d'un système à bout de souffle qui dysfonctionne. La famille politique du PPE est complètement divisée à l'intérieur du groupe, mais quand il est question de sauvegarder son leadership politique le PPE parvient à s'entendre avec les forces populistes. Parce que sur ce vote on a en effet retrouvé ensemble le PPE avec les Conservateurs et réformistes européens (CRE), L'Europe des nations et des libertés (ENL) et l'Europe de la liberté et de la démocratie directe (EFDD). Ce n'est pas vraiment la majorité la plus progressiste qui soit actuellement en Europe... Ils se sont alliés pour repousser les listes transnationales alors que pour nous il s'agissait d'un des outils permettant de faire progresser la démocratie européenne et qui était surtout une réponse politique au Brexit. Les Britanniques ayant fait le choix de quitter l'UE, ce que je regrette personnellement, la question de réallouer leurs sièges se posait. C'était donc l'occasion de dire notre regret de voir qu'un Etat membre nous quittait, mais que nous allions nous servir de ce départ, qui est une expérience traumatisante, pour construire la démocratie européenne qui pour l'instant n'existe pas. Nous aurions pris un petit contingent de sièges, modeste (27 sièges), pour construire la base de cette démocratie. Et on aurait en effet

pu imaginer y voir figurer les têtes de listes des différentes familles politiques qui auraient été les fameux Spitzenkandidats. Ils auraient ainsi eu une véritable légitimité européenne. Alors qu'aujourd'hui, le Spitzenkandidat reste la femme ou l'homme d'un pays et d'un parti. Et cette personne n'a pas de socle européen, et pas plus de dimension européenne, ce qui est dommage.

En tout cas le principe du Spitzenkandidat est toujours défendu par le président de la Commission. Par ailleurs, rien n'interdit de faire figurer déjà sur les listes des ressortissants d'un autre Etat membre, comme ce fut le cas dans le passé par exemple pour Maurice Duverger ou Daniel Cohn-Bendit.

C'est vrai, et d'ailleurs nous le ferons peut-être sur la liste d'En Marche. Il n'est pas impossible en effet qu'il y ait quelques candidats issus d'autres pays sur notre liste. Mais il faudrait alors une réciprocité, avec un Français sur la liste du parti avec lequel l'accord serait conclu.

Soutenez notre action !

Le GRASPE est un groupe de bénévoles, qui, depuis 2000, fait vivre cette revue et organise régulièrement des conférences et des rencontres.

Nous avons des coûts (impression, site web, organisation des événements...). Vous pouvez nous aider par une contribution annuelle (montant indicatif : 40 €) à verser sur le compte de GRAACE AISBL (IBAN : **BE20 0017 6787 9156** ; BIC : GEBABEBB).

Nous vous en remercions par avance !

Conférence avec Philippe Frémeaux

9 novembre 2018

Georges Vlandas : Bienvenue à tous à cette nouvelle conférence organisée par GRASPE. Le Groupement de Réflexion sur l'Avenir du Service Public Européen (GRASPE) s'est constitué au moment de la réforme du statut de la fonction publique européenne de 2004 parce qu'un groupe de fonctionnaires était à la fois engagé contre la réforme envisagée, et qu'il était également opposé à l'évolution d'une fonction publique de mission vers une fonction publique de gestion. Petit à petit, GRASPE a évolué pour devenir ce qu'il est aujourd'hui.

Nous pensons que notre métier de fonctionnaire doit tenir compte de l'évolution de l'Union européenne. Nous ne sommes pas très satisfaits du cours des choses et pensons que pour essayer de les améliorer, il faut d'abord revenir sur ce qui n'a pas marché. Or de ce point de vue, celui de l'éloignement d'une partie des citoyens par rapport à l'Union notamment, Philippe Frémeaux parle de classes populaires de l'Europe ; nous sommes intéressés de comprendre avec lui les raisons de cet éloignement pour entrevoir ensuite ce que l'on peut faire. La démarche critique de Philippe Frémeaux est stimulante pour la réflexion et nourrit le débat.

Philippe Frémeaux est éditorialiste à la revue *Alternatives Economiques*, l'une des meilleures revues d'information économique en France, et sans doute la plus pédagogique. Elle est aussi intéressante au niveau de sa structure, puisqu'il s'agit d'une coopérative dont fait également partie Guillaume Duval que nous avons eu l'occasion d'inviter également.

Philippe Frémeaux, je vous cède la parole.

Philippe Frémeaux : Merci beaucoup de m'accueillir. L'idée de cette conférence est venue quand Tremeur Denigot a lu mon livre *Après Macron*, et comme il me le faisait remarquer, le titre du livre (qui est paru il y a 9 mois) est apparu comme une provocation espiègle dans un contexte où Emmanuel Macron venait d'être élu. Mais le livre est en fait avant tout un livre sur l'avant-Macron. J'ai cherché à revenir sur les épisodes qui ont précédé son élection. Une partie des épisodes qui l'ont précédé c'est de fait cette alternance entre une gauche devenue réaliste et une droite relativement modérée en France depuis 1981. Or cette alternance, hormis peut-être la parenthèse qu'a été le gouvernement Lionel Jospin avec Jacques Chirac comme

président, s'est constamment accompagnée d'une montée de l'extrême-droite et plus récemment aussi de l'affirmation d'un courant de gauche radicale. Ces deux mouvements ont pour caractéristique commune au-delà de tout ce qui les sépare, d'être extrêmement critiques de l'idée européenne, et de se situer plutôt dans une logique souverainiste affirmée. Pour ma part, j'ai des tas de raisons d'être attaché à l'idée de l'Union européenne. Raison personnelle en premier lieu, parce que je fais partie de ces nombreux Français qui ont deux-grands parents étrangers sur quatre. J'ai eu par ailleurs l'occasion de travailler pour la Commission et donc d'appréhender l'Europe dans ce qu'elle a parfois de pénible mais aussi dans ce qu'elle peut avoir de formidable.

Mais rentrons dans le vif du sujet. En fait, l'histoire commence avec la crise des années 70. Auparavant, nous étions dans un contexte de croissance, de plein emploi. Les forces politiques essentielles qui étaient démocrates-chrétiennes et sociales-démocrates, avaient une grande assise populaire et étaient toutes deux pro-européennes. La France montrait déjà certaines contradictions par rapport à l'Europe qu'incarnait le Gaullisme avec une force de modernisation industrielle, de modernisation politique, de sortie de la France coloniale. Mais en même temps la France gaulliste s'était engagée dans la construction européenne tout en étant dans une posture qui était toujours une posture de défense de notre souveraineté, d'affirmation de notre autonomie stratégique, notamment avec la construction d'une puissance militaire nucléaire autonome qui ne date d'ailleurs pas de De Gaulle puisqu'elle trouve ses racines dans la IVème République.

Dans les années 70, le contexte de facto était celui où on découvrait la fin de la promesse social-démocrate de croissance, de gains de productivité et de gains à redistribuer, donc une hausse continue du pouvoir d'achat dans un contexte de plein emploi. Or la baisse de la croissance a ensuite entraîné une montée de l'endettement public, et avec elle une dépendance croissante à l'égard des marchés financiers qui a incité à une politique de stabilité monétaire d'autant plus forte qu'on avait dans le même temps une ouverture commerciale. C'est-à-dire qu'à la différence des crises précédentes, nous étions dans un contexte où la crise se déroulait dans un contexte d'ouverture continue au niveau commercial, au niveau de la libre circulation de produits en tout genre. Et c'est dans ce contexte que, pour la première fois depuis très longtemps, nous avons eu un gouvernement de gauche qui a été élu en France en 1981, sur un programme finalement assez archaïque. En 1981 le modernisme était plutôt incarné par Giscard.

Le programme de Mitterrand était moderniste sur le plan culturel, ce qui lui a permis de récupérer les soixante-huitards dans mon genre, avec les radios libres, avec l'abolition de la peine de mort, avec un programme sociétal moderne donc. Mais Giscard aussi a été moderniste, il avait fait la loi sur l'IVG, la loi sur le divorce par consentement mutuel, il avait introduit la majorité à 18 ans. Dans la France qui sortait des années gaullistes avec Pompidou, Giscard apparaissait comme un président très moderniste. Et Mitterrand s'est inscrit dans cette continuité mais à côté de cela, sur le plan économique et social, il avait un programme marxo-keynesien qui était clairement archaïque et qui était lié tout d'abord aux alliances politiques qu'il avait nouées avec le parti communiste qui était encore puissant. De fait, c'était un programme totalement inadapté pour la France qui n'était plus en situation de rattrapage, qui avait désormais une économie très intégrée dans l'économie mondiale et dans l'économie européenne, et qui avait hérité de Raymond Barre, soi-disant père la rigueur, d'une inflation tout de même de 13%, ce qui n'est pas rien...

Et donc, très rapidement, le programme qui a été mis en œuvre a buté sur les réalités économiques. Ce qui est grave c'est qu'il y a eu un tournant en 1983 qui est souvent analysé dans la gauche française comme une sorte de trahison. La trahison ne vient pas du tournant mais de la non-explication du tournant, parce que la politique qui a été menée en 1983 ne ressemblait pas à une politique durable et réaliste. En revanche, le mensonge de 1983 a fait que la gauche de Mitterrand n'a pas été capable d'assumer le fait (récit que je tiens de première main, car il m'a été raconté par des gens qui étaient dans son entourage) qu'il fallait refonder quelque chose de nouveau et réinventer un programme social-démocrate. Mitterrand était d'abord un homme de pouvoir, un grand homme d'Etat, mais fondamentalement, c'était un homme de droite. Et l'idée de refonder un programme social-démocrate adapté à une économie ouverte, à une économie de croissance faible, et une économie où les enjeux écologiques devenaient importants, le dépassait complètement, n'ayons pas peur de le dire. Sa vision finalement était que l'économie n'était pas importante, que ce qui est important vraiment c'était le pouvoir, le fait d'y accéder et peut-être d'y rester. Gouverner le pays sans qu'il parte dans tous les sens était certes déjà un succès.

Le « mensonge » de 1983 a été le fait qu'on fasse comme si on continuait la même chose alors qu'au fond, faute d'imagination, on allait mettre en place un programme de désinflation compétitive d'inspiration très libérale, qui s'est traduit par une nouvelle augmentation du chômage très au-delà de la situation

dont Mitterrand avait hérité en 1981. Et dans tout cela, l'Europe allait commencer à jouer un rôle de substitut au socialisme. La blague qu'on pouvait faire alors était la suivante : on nous avait promis le socialisme, nous avons eu l'Europe. Du coup, on nous a survendu un discours autour de la modernisation, de l'ouverture, qui s'est traduit notamment par le fait que la France a soutenu et approuvé l'Acte unique européen, qui est quand même le traité le plus libéral qui ait été fait, dans la mesure où de fait il a créé les « quatre libertés », en les compensant de manière très limitée par la création des fonds culturels.

La période qui a suivi, a été marquée par la réunification et l'élaboration du traité de Maastricht. L'analyse que je fais est que ce traité, rendu possible précisément par le choc politique de la réunification allemande, a permis de refonder l'Europe sur des bases beaucoup plus vastes, beaucoup plus positives. D'un certain point de vue le fait d'être capable d'établir une politique monétaire commune sur la base d'une monnaie unique était une avancée extrêmement importante. La monnaie est l'un des deux outils majeurs de la souveraineté avec le monopole de la violence légitime. Mais la façon dont cela s'est fait, en partie pour des raisons qui tiennent aux responsabilités de la France, a quand même été assez catastrophique y compris du point de vue de gens comme moi qui ont pourtant soutenu le traité de Maastricht sur le plan rédactionnel et sur le plan politique, mais qui avaient assortis leur soutien à cette idée à celle qu'il fallait que ce soit une première étape pour ensuite bouger vers d'autres étapes.

Effectivement, on se pose aujourd'hui la question de savoir s'ils n'ont pas eu tort, et moi avec. Il est vrai que la France avait obtenu ce qui était le rêve de M. Jean-Claude Trichet et de bien d'autres, à savoir le partage du pouvoir monétaire en Europe. Mais dans le même temps, la France restait très attachée à l'idée qu'on ne mette pas en commun les outils de légitimation du pouvoir que sont la protection sociale, le budget, etc... Fondamentalement, les gouvernants français restaient fidèles à l'idée que l'Europe c'était bien tant que c'était « la France en grand », et que donc il fallait être dans une logique de défense, de souveraineté, devenue largement illusoire mais dont on conservait les oripeaux et les attributs symboliques. Du coup dans la négociation du traité de Maastricht, nous avons une occasion rêvée d'obtenir clairement une contrepartie dans le deal avec l'Allemagne. D'un côté l'Allemagne acceptait les avancées fédérales dont elle était plutôt demandeuse à l'époque, ce pour noyer sa nouvelle puissance dans un ensemble plus large qui ne ferait pas peur au reste de l'Europe, un fédéralisme qui ne serait pas un fédéralisme sans contenu sur le plan de la solidarité

budgétaire et de la solidarité économique. On sait très bien que la France veut toujours un gouvernement économique avec l'idée qu'à la fin c'est l'Allemagne qui paiera, et que si l'Allemagne ne souhaite pas payer, elle veut un peu de fédéralisme parce que ça permet d'établir des règles qui font que chacun respecte la bonne gouvernance ordolibérale. Donc il y avait l'occasion effectivement de dépasser ce faux « trade-off » par un autre plus positif, où la France aurait lâché prise sur le fédéralisme, avec des conséquences pour lesquelles (et c'est toujours valable aujourd'hui) le gouvernement français n'était pas mûr, à savoir poser la question des sièges au Conseil de sécurité, des conditions d'emploi de l'arme nucléaire, questions donc vraiment importantes. Et en échange nous aurions pu obtenir ce pour quoi l'Allemagne ne semble pas toujours très mûre non plus aujourd'hui, c'est-à-dire d'être capable d'avoir effectivement une certaine hégémonie économique en Europe mais que cette hégémonie économique s'exerce de manière bienveillante, à la manière de ce qui avait été le comportement des États-Unis après 1945 vis-à-vis de l'Europe occidentale. Mais au final nous nous sommes retrouvés avec une situation qui de fait a créé une situation structurelle dont on a depuis constamment souffert entre l'Acte unique et la façon dont Maastricht a été résolu, qui explique qu'en définitive on a créé les conditions d'un dumping social et fiscal structurel. En effet, les États sont en concurrence les uns avec les autres avec des instruments de régulations qui sont uniquement liés à leur territoire, et avec un budget européen ridicule, qui n'est plus fondé sur des ressources propres mais sur des prélèvements sur les budgets nationaux, ce qui apparaît effectivement comme un instrument d'affaiblissement des États et explique que tout le monde est crispé sur cette question du « juste retour ». Certes, une nouvelle négociation va s'engager pour la nouvelle période de 7 ans du cadre financier pluriannuel, mais je nous souhaite à tous bien du plaisir...

Le traité de Maastricht a donc été négocié dans des conditions de perte de confiance en particulier entre la France et l'Allemagne. La France était terrorisée à l'idée que l'Allemagne renonce à la monnaie unique alors qu'en 1993, du fait des conséquences de la réunification, on avait une divergence d'intérêts en termes de politique monétaire majeure. La France avait un fort taux de chômage et presque pas d'inflation, alors que l'Allemagne avait de l'inflation et peu de chômage. La politique de réunification a été financée finalement par le déficit qu'avait créé Helmut Kohl. La Bundesbank a alors élevé ses taux pour « punir Kohl », et la France a été obligée de suivre, de peur de voir le Franc décrocher. On s'est retrouvé avec des taux de la banque de France à un niveau très élevé qui ne correspon-

daient absolument pas à la situation économique française, cela a eu pour résultat de complètement casser la croissance en France et de nous donner un million de chômeurs en plus. Ce million de chômeurs en plus a été payé comme le prix d'une transition vers l'euro dans un contexte qui n'était pas véritablement coopératif. Car on aurait très bien pu mettre en parenthèses le SME (Serpent monétaire européen) pendant deux ans en se disant qu'on était dans une situation très particulière du fait de la réunification et qu'on l'aurait repris par après. Mais la France était tellement terrorisée qu'elle est restée agrippée dur comme fer à la logique du traité et le résultat a été 8 millions de chômeurs en plus. Tout cela a bien évidemment nourri le ressentiment des classes populaires qui étaient les premières victimes de cette évolution et qui, depuis, ont constamment associé la construction européenne à l'austérité et au chômage. Cela s'est traduit dans les urnes par la montée de l'extrême-droite, montée en partie instrumentalisée aussi par la gauche pour diviser la droite et s'assurer les meilleurs résultats électoraux.

Je mets Jospin à part dans mon livre, il a été à mes yeux le meilleur premier ministre que la France ait connu à gauche, et sans doute le plus exécrable des candidats avec le résultat que l'on sait... Quand on revient sur cette période, Jospin a à la fois obtenu la qualification de la France pour l'euro, et il a mené une politique de l'emploi qui s'est révélée efficace, puisque la France n'a jamais autant créé d'emplois que durant cette période. Il a fait cette politique tout en ayant une croissance qui du point de vue du pilotage macroéconomique était une bonne période, certes, mais la croissance en France dans cette période a été supérieure à la moyenne de la zone euro ce qui n'a pas été le cas depuis.

Venons-en maintenant à la toute dernière période, la période de Hollande. Hollande en fait a été sur le même registre du mensonge que Mitterrand. Il a été élu en promettant qu'on allait pouvoir faire une relance européenne qui permettrait de résoudre les problèmes de dette dans chaque pays sans avoir besoin de recourir à l'austérité, puisqu'il a brandi cette renégociation du TSCG (traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance, ou pacte budgétaire européen) alors que personne n'y croyait. Je me souviens bien qu'*Alternatives Economiques* avait même écrit dès le mois de juin que quand on signait un tel traité, la règle était de le respecter, et que l'Allemagne était contre cette révision, donc cela était peu probable. Le premier « mensonge » d'Hollande a été de faire croire qu'il avait obtenu quelque chose. Et du coup il s'est lancé dans une politique de compétitivité, car fondamentalement il restait attaché au logiciel social-démocrate

d'avant 1970 qui prévoit qu'on puisse relancer la croissance et qu'ensuite tout ira mieux car il y aura plus d'emplois, plus d'argent à redistribuer, etc. Et comme évidemment il n'est pas idiot, il sait que ce mécanisme keynésien ne marche plus comme avant, surtout quand on a une dette qui alors était de 25% du PIB. Il a donc mené une politique pilotée par Macron qui n'était pas vraiment une politique d'austérité, mais pas vraiment non plus une politique de relance, très équilibrée donc, mais qui de fait a maintenu la France dans une situation de quasi-stagnation. Et dans le même temps, constatant qu'on ne pouvait se contenter de faire du keynésianisme, il a prétendu essayer autre chose pour relancer la croissance. Et tous les inspecteurs des finances comme les grands économistes de gauche, Philippe Aghion en tête, ont prétendu qu'il fallait davantage de flexibilité, et on a flexibilisé. Les lois Macron ont été faites, on s'est lancé dans la compétitivité et comme malgré tout le gouvernement était de gauche, on a investi beaucoup dans l'éducation, et pour financer à la fois les investissements dans l'éducation et la baisse des charges sur les entreprises, on a augmenté les impôts de manière très importante, d'abord sur les riches, et comme cela n'a pas suffi, on les a augmenté pour tout le monde. On a donc eu une politique fiscale très redistributive, c'est incontestable, mais elle a touché tout le monde, et du coup elle a été impopulaire et les médias ont surfé sur le ras le bol fiscal qui a été très fort et qui a rassemblé, un peu comme peut le faire parfois la hausse du prix de l'essence.

Une telle politique libérale de flexibilité et de compétitivité peut en effet produire des effets rapides dans des Etats très ouverts notamment sur les voisins, à fortiori s'ils se portent bien. Ainsi, si la Suède faisait une dévaluation interne, ou si les Pays-Bas faisaient une telle dévaluation, et que l'Allemagne était en pleine croissance comme le reste du monde, cela ferait en effet repartir l'emploi assez rapidement en Suède ou aux Pays-Bas. Même chose pour le Canada vis-à-vis des États-Unis. Seulement voilà, quand on est la France, un pays qui est plutôt dans une situation de déséquilibre commercial structurel, avec une croissance qui est très portée par la consommation intérieure, une telle politique n'a soit aucun effet, soit elle ne produira des effets qu'à moyen terme. De même que la politique monétaire de Draghi n'avait une capacité d'entraînement qu'à court terme, (une politique monétaire ne produit des effets qu'au bout de quelques années). Donc le résultat a été que la promesse majeure de Hollande qui était d'inverser la courbe du chômage s'est révélée être fatalement un mensonge puisque sa politique ne pouvait pas produire d'effets positifs sur le court terme. Qu'on l'approuve ou non n'est pas mon propos. Je dis simplement qu'on était encore dans le mensonge, comme on l'avait été avec

Mitterrand après 1983. Et je dis ceci au-delà du bilan général de Hollande qui n'est pas une trahison complète de tout ce qu'il avait promis. Il a fait des choses en effet, et pris un certain nombre de mesures, mais globalement le bilan en termes d'économie, en termes d'emploi et en termes d'engagement de la transition écologique, est extrêmement mauvais, ce qui explique le fait qu'il n'a pas pu poursuivre son parcours. Et ce qui est pour moi a été la pire condamnation du bilan d'Hollande, c'est qu'après 5 ans de gouvernement, l'extrême-droite a connu une progression à un niveau supérieur à ce qu'il était au début de la prise de fonction. Et dans le même temps il y a eu l'affirmation de cette gauche radicale qu'incarne aujourd'hui Mélenchon.

Pour dire un mot de Macron, je dirais que le paradoxe de Macron c'est qu'au fond il a réussi en la modernisant à vendre l'idée de l'alliance de la gauche réaliste et de la droite modérée. L'idée semble être en train de se dégonfler d'ailleurs plus vite que je ne l'avais pensé en écrivant mon livre. Tout le monde a ri quand j'ai sorti *Après Macron* en 2018, mais j'avoue que je pensais qu'on allait rigoler plusieurs années de mon livre mais là, six mois après, il semble que le sujet soit déjà devenu d'actualité. Il y a un tel dégonflement de la bulle, c'est impressionnant...

Quoiqu'il en soit, Macron a réuni deux mouvements qui étaient en perte de vitesse totale sur le plan électoral, pour en faire un groupe central. Groupe qu'il a modernisé avec son discours qui dit que ce ne sont pas la gauche et la droite qui s'opposent, mais les progressistes et les réactionnaires. Il a promis qu'avec cette alliance d'un nouveau type, il y aurait un changement radical (son livre programme s'appelle *Révolution*, je le rappelle), mais ce changement radical s'opérerait en même temps qu'une continuité rassurante, ce qui a fait que tous ceux qui étaient plutôt les gagnants de cette société ont pu voter pour lui avec enthousiasme. Ce ne sont pas des gens méchants qui ont voté pour lui, ils auraient voulu que les choses aillent mieux pour tout le monde, tout en allant un peu mieux pour eux-mêmes. Quand quelqu'un vous promet que les pauvres vont devenir moins pauvres, que les riches vont devenir plus riches, évidemment on a envie de voter pour lui.

C'est cette alliance des contraires que Macron nous a vendue : à la fois la relance de la croissance, et en même temps la transition écologique ; la suppression de l'ISF, et en même temps la baisse de la taxe d'habitation ; l'émancipation des startups et des «premiers de cordées», et en même temps des jeunes dans les ZEP et la division par deux des effectifs des classes dans les

quartiers plus difficiles pour les CP et CE1. Il y a là une vraie cohérence d'un discours social-libéral (Pisany-Ferry ont fait son programme), avec l'idée d'avoir un marché du travail beaucoup plus flexible (ce qu'incarnaient les ordonnances travail qu'il a adoptées dès la première année), associé à un investissement massif dans la formation professionnelle, dans la capacité des gens à rebondir, à choisir leur avenir professionnel. C'est donc une promesse de liberté avec cette idée qu'au fond, ce qui a réalisé le programme social-démocrate, c'est ce que j'analyse dans mon livre, c'est d'un certain point de vue la fin de la lutte des classes avec l'autonomisation et l'émancipation des gens. On sait très bien que sociologiquement les inégalités demeurent extrêmement fortes, mais la conscience que ces inégalités structureraient encore un conflit de classes, elle, a disparu. Et de fait les individus, eux, sont plus autonomes, il faut bien donner quelques contreparties assez positives, comme notamment l'émancipation des femmes. On n'a pas forcément envie de revenir à l'époque de la lutte des classes où chacun était à sa place, les vaches étaient bien gardées, mais où effectivement les femmes étaient à la maison à repasser les banderoles pour la manifestation ouvrière... Ce monde est terminé, il est derrière nous. Mais derrière cette idéologie du « chacun son choix », du « chacun doit avoir sa chance », il y a aussi une demande qui est extrêmement égalitariste. Avant, dans l'idéologie de la lutte des classes révolutionnaires, on acceptait finalement assez bien l'idée d'être dans sa position sociale parce que demain face à la révolution on accéderait au paradis socialiste. Aujourd'hui on ne croit plus au paradis socialiste, mais du coup il y a une aspiration hédoniste qui est portée par tous et qui réclame de fait une capacité à réussir sa vie. Et Macron a très bien compris cela, il tient ce discours émancipateur. Mais le problème majeur, c'est que cette promesse de fait, rentre en contradiction avec d'autres objectifs de sa politique économique et sociale, et l'on voit bien qu'en ce moment, la promesse n'est pas en train de se réaliser. Et ce qu'on peut craindre, c'est qu'à la fin de l'épisode Macron, l'extrême-droite ou une droite radicalisée qui en ferait un usage plus ou moins aseptisé (comme l'incarne Laurent Wauquiez), ne se retrouve encore plus forte qu'au moment où il est rentré en scène.

Si on revient en un mot sur les enjeux européens, je dirais que l'attitude de Macron est extrêmement désolante et extrêmement dangereuse. Notamment le fait qu'aujourd'hui il pense que politiquement ce qui peut sauver les meubles pour lui, c'est d'apparaître comme le défenseur de la démocratie et de l'Europe face à la montée du danger populiste avec quelques ennemis bien ciblés qui parfois l'incarnent avec talent, comme Salvini qui correspond tout à fait au méchant de l'affaire avec une

certaine vérité. Mais cette posture de rempart contre le populisme qu'il essaie de prendre, est aussi une façon d'éviter toute discussion et toute remise en cause des raisons qui nous ont conduites à la situation actuelle. Je pense que la crédibilité que l'on peut avoir aujourd'hui face aux populistes, réside dans le fait d'être capable d'expliquer comment on en est arrivés là, et d'essayer de repenser une promesse qui réponde au ressentiment exprimé par une grande partie des classes populaires à l'égard de l'Union européenne.

La première chose à faire, dans le cadre national, c'est d'une part de ne pas remettre en cause la promesse de Macron mais de dire qu'il ne se donne pas les moyens de la tenir. C'est très bien de parler d'égalité des chances, mais si c'est uniquement pour légitimer une société très inégalitaire où de fait il s'agit d'expliquer que les gagnants sont les gagnants parce qu'ils sont les meilleurs et parce qu'ils ont plus de talent, ça ne marchera pas ! L'égalité des chances n'a de réalité que si elle prend la forme d'une réelle égalité des possibles. Et on sait très bien que cette égalité des possibles passe par la construction de services publics accessibles à tous de manière dans le domaine de l'éducation, du logement, de la santé et de tout ce qui peut se décliner dans le domaine public et qui suppose d'avoir un haut niveau de redistribution et un haut niveau de financement public. Ce qui ne va pas forcément dans le sens de la politique fiscale et de la politique budgétaire qu'il mène en parallèle...

L'autre question qui me paraît essentielle, c'est d'être capable de penser à une politique de l'emploi inclusive en situation de faible croissance. Je n'ai pas une vision absolument achevée sur la question de savoir si nous allons pouvoir renouer avec de la croissance ou pas. Mais ce qui est sûr, c'est qu'à regarder dans le rétroviseur, on a plutôt eu ces 30 dernières années des croissances autour de 1 ou 2%. Dans un pays comme la France où il y a une participation très importante dans le marché du travail des hommes et des femmes dans une logique de temps plein, cette logique fait qu'on a un chômage structurel important. Et en plus notre démographie reste assez dynamique. Et donc dans ce contexte, il n'y a pas de solutions. Il faut penser ce que peut être une situation de plein emploi en période de croissance faible. Et une erreur commise par Hamon pendant la campagne électorale a été de présenter le revenu de base comme une solution face à une sorte de déclin inexorable de l'emploi qu'entraînerait la révolution numérique. En fait on n'en sait rien. Il aurait mieux valu proposer une politique consistant à dire qu'on allait être capable de créer de l'emploi pour tous en renouant avec la réduction de temps de travail, et en repensant des politiques sociales de création d'emplois aidés. Il y a plein

d'idées pour parvenir à une nouvelle forme de plein emploi, ce qui n'empêche pas par ailleurs de repenser la production sociale de telle manière qu'on assure un revenu pour tous dans une période de mutations. Mais il n'y a pas de panacée qui permettrait finalement de régler le problème du chômage de masse persistant.

Il y a une autre chose qui me paraît essentielle sur le plan européen. Je reste persuadé que dans le débat français on surestime les enjeux liés à l'Europe. Soit pour lui prêter des vertus merveilleuses (de moins en moins, certes), soit pour l'accuser de tous les maux. J'ai dit que nous avons une situation structurelle qui allait dans le sens du dumping fiscal héritée de l'Acte unique et du traité de Maastricht. Mais en même temps, on est quand même en France dans un pays qui continue à consacrer 32% de son PIB à la protection sociale et à redistribuer 55% de son PIB en dépenses publiques. Certes, cela ne veut pas dire grand-chose 55%, parce que comparé à d'autres pays, il y a des pays qui redistribuent beaucoup moins et qui ont des niveaux de services publics qui ne sont pas forcément inférieurs aux nôtres. Mais les 32% du PIB, ça, ça veut dire quelque chose. Je dis simplement que dans un pays qui est capable de faire cela malgré 30 ans de néolibéralisme, il y a évidemment des choses à faire en redistribuant légèrement différemment telle ou telle chose... Des tas de politiques peuvent être faites pour moderniser, améliorer l'efficacité de notre système redistributif, et pour réduire les vellétés et ce ressentiment qu'éprouve une grande partie des classes populaires et qui a été encore accentué par la crise de 2008. Cette crise a d'abord touché les secteurs où il y avait des vieux mâles blancs dans l'industrie, la construction etc. Et cela a alimenté le vote pour l'extrême-droite populaire, comme dans les Hauts de France, qui recrute dans ce milieu. Mais cela a aussi renforcé la gauche radicale qui, elle, a davantage affaire aux classes moyennes protégées qui redoutent de perdre leur statut. On leur reproche la relative sécurité qu'est la leur, qui n'est pourtant pas réellement un privilège, mais en tout cas quelque chose qui paraît enviable au vu de ce que peuvent subir d'autres parties de la population.

Questions

Q. : Vous avez dit quelque chose d'extrêmement important qui a été peu médiatisé sur ce qui s'est passé dans les années 1990. Effectivement, la montée du chômage était liée à un non décrochage de la France du SME en vue de la monnaie unique. Mais une autre lecture peut être faite de ce maintien, c'est que la France a également payé quelque part la réunification allemande. Et je pense que cela nous ne l'avons pas assez dit.

Par ailleurs, je pense que l'approche économique de l'explication des votes populaires n'est pas suffisante. On le voit bien, parce que ce vote populaire c'est un mal occidental si on peut dire, il se voit jusqu'aux Etats-Unis... Il y a d'autres raisons à cela.

Sur la question des dévaluations, il y a une chose importante à rappeler, c'est qu'il y avait des traditions avec un clivage *grosso modo* Nord/Sud de dévaluations d'un côté et de réformes internes de l'autre pour outrepasser les problèmes économiques qui sont tous des problèmes de compatibilité. Avec la réforme de l'Union Economique et Monétaire, les dévaluations n'ont plus été possibles. Et donc les pays du Sud ont dû changer de culture (certains d'entre eux ne l'ont toujours pas fait). La dévaluation n'étant plus possible, la culture est désormais de réformer les pays, comme l'Allemagne qui a une culture de réformes, ce que n'ont pas les pays du Sud. Et là, on a une vraie opposition, et ce qui a été dicté à la Grèce est une forme de diktat de réformes imposées par rapport à un système qui n'était pas adapté à l'Union Economique et Monétaire.

Q. : Vous avez parlé de l'Acte unique et des libertés qui ont été instituées sans créer la capacité d'exercer un pouvoir fédéral réel. Il se trouve que je travaille sur un de ces aspects en ce moment, à savoir la possibilité d'activer une clause passerelle en fiscalité et de finalement décider à la majorité sur les questions fiscales alors qu'on voit bien que depuis des années, les Etats membres ont mis en commun une partie de leur souveraineté fiscale sans mettre en commun les moyens de l'exercer. On est donc dans un contexte quasi libertaire où il y a les quatre libertés et où il n'y a pas la possibilité d'exercer la souveraineté, ce qui a pour résultat que cette souveraineté, les Etats l'ont abandonnée, et les multinationales et les personnalités les plus fortunées en abusent. Alors je ne dis pas que nous arriverons à passer à la majorité qualifiée dans le domaine fiscal, mais un argument que l'on nous oppose c'est que nous ne réglerons pas le problème de l'Europe par des solutions institutionnelles et par un débat institutionnel. Néanmoins sur ce sujet, si on ne change pas le mode de décisions, nous n'aurons pas de solutions. Je voulais avoir votre avis à ce sujet.

Q. : Je voulais rebondir par rapport à la question de la réunification allemande. Il me semble que la réunification allemande était le résultat d'un accord qui incluait l'euro et tous les traités européens. Donc la France s'est dite d'accord avec l'unification mais pour des questions d'équilibre interne et pour pouvoir continuer à jouer un rôle primordial dans l'Union européenne sur les aspects de politique étrangère. Pouvez-vous

également donner des explications sur cet accord entre Kohl et Mitterrand à l'époque ?

Par rapport aux politiques économiques européennes qui ne sont évidemment pas très équilibrées entre le Sud et le Nord, j'aimerais faire un second commentaire. Alors que d'un côté on peut critiquer certaines approches du Sud sur la dévaluation monétaire, on peut aussi critiquer la politique monétaire allemande qui a permis une baisse des salaires ces 15 dernières années et a stimulé sa compétitivité avec une balance commerciale qui est de 8% quand d'autres pays sont très en deçà, mais dans les critères de Maastricht et Lisbonne.

Philippe Frémeaux : je vais prendre vos remarques non pas comme des questions mais plutôt comme des apports car c'est un enrichissement pour moi. Et je vais essayer de vous donner mon avis sur les questions que vous soulevez.

Je ne suis pas certain que la France ait financé la réunification allemande. Je pense que l'immense tort politique qu'a eu la France, ça a été finalement de renvoyer à l'Allemagne l'idée que la réunification était une affaire allemande. Or, pour les gens comme moi qui se sont trouvés sur le mur de Berlin au début des années 1960 juste après sa construction, ce que j'ai ressenti c'est que si ça avait été à Paris, je n'aurais plus été capable d'aller voir ma grand-mère. Quand le mur est tombé, cela a été une bonne nouvelle pour moi, pour l'humanité en général, et pour l'Europe en particulier. Mais pas vraiment pour l'Allemagne. Je pense que face à un événement qui avait une telle dimension historique, il était légitime qu'on se méfie de nos amis allemands (on a d'assez mauvais souvenirs pouvant être associés à l'Allemagne) et donc qu'on réclame des garanties. Mais dans le même temps, il aurait été intelligent de dire qu'on était prêts à les aider. Par exemple, je me souviens très bien d'une négociation entre Schröder et Chirac sur une éventuelle légère modification de la PAC, modification qui aurait allégé le coût budgétaire pour l'Allemagne dans une situation de fait qui était difficile pour elle. Et Chirac a dit « pas question », d'une manière extrêmement brutale. On l'a payé ensuite dans la négociation du traité de Nice qui a été une catastrophe du point de vue français en termes des nouveaux équilibres institutionnels en Europe. Donc je pense que la France a payé d'un certain point de vue les contrecoups de sa politique économique de ce point de vue-là. Ce n'est pas ce que vous vouliez dire ?

Q. : Ce que j'ai voulu dire c'est qu'en ne dévaluant pas, la France s'est mise en position de soutenir l'Allemagne. Si elle

avait dévalué, elle se serait mise en position d'augmenter sa compétitivité et évidemment il n'y aurait pas eu ce problème de chômage, et donc quelque part elle serait devenue un concurrent plus agressif de l'Allemagne, et de facto cette solidarité en ne dévaluant pas a été une certaine façon également de financer la réunification.

Philippe Frémeaux : nous sommes à peu près d'accord, c'est la façon dont on interprète la façon dont ça s'est passé qui diffère, parce qu'on fait la même analyse sur les conséquences. Je pense que ce sont les conditions de méfiance mutuelle dans laquelle le traité de Maastricht avait été négocié qui a conduit la France à rester accrochée dur comme fer à son taux de change parce que la sortie du SME, même avec des bandes élargies, aurait signifié pour elle l'abandon du traité de Maastricht. Et comme le partage de la souveraineté monétaire en Europe dans l'esprit français, c'était une victoire remportée sur l'Allemagne qui était effectivement, comme vous l'avez dit, la contrepartie de la réunification, il ne fallait surtout pas lâcher là-dessus. L'Histoire montre qu'après, finalement, c'est plutôt à l'Allemagne que ça a profité (une belle ironie qui montre une fois de plus l'immense intelligence de nos inspecteurs des finances), mais le fait est que je l'interprète plutôt comme cela. Mais on peut très bien dire que de fait, si on avait été capables de créer les conditions d'une confiance meilleure avec l'Allemagne, on aurait pu à ce moment-là réajuster nos taux de change, ce qui aurait été logique, et de fait ne pas avoir ce million de chômeurs en plus.

Sur la discussion relative à l'idée que certains pays réforment, et d'autres pas, c'est une question compliquée parce qu'on peut aussi considérer comme mon ami Guillaume Duval que ce qui fait le succès de l'Allemagne c'est « malgré » les réformes qu'elle a faites, et non pas « à cause » des réformes qu'elle a faites. Si on regarde les effets proprement dits des réformes qui ont été faites en Allemagne, c'est ce qui produit l'échec allemand actuel si on regarde la montée des inégalités, et le développement de la pauvreté de masse en Allemagne. Et ce qui a rendu acceptable la stagnation du pouvoir d'achat de l'ouvrier, mâle, blanc travaillant chez Siemens, Volkswagen ou Daimler Benz, c'est le fait que quand il va au restaurant, il paie très peu, car c'est beaucoup moins cher d'aller au restaurant à Berlin ou à Munich qu'à Barcelone ou à Madrid pour des raisons qui tiennent à la faiblesse des salaires dans les services. On a de fait une situation qui de ce point de vue-là n'a pas que des avantages.

Un mot sur la monnaie unique en complément de ce que vous avez dit. Je suis tout à fait d'accord avec les remarques qui ont

été faites. Mitterrand n'était pas un économiste. On a une histoire longue de l'Europe à partir de la fin de la convertibilité du dollar en or et de la crise de 1971/73, du serpent monétaire à la création du SME par Schmidt et Giscard en 1989, des premiers projets de monnaie unique etc., qui fait qu'il y avait une certaine continuité de l'idée qu'on allait aller vers un système de change fixe toujours plus renforcé. Et un système de change fixe toujours plus renforcé dans un espace économique unifié, cela se conclut de fait par une monnaie unique. Au fond on avait cela dans les tiroirs depuis longtemps, et au moment où le mur est tombé, Mitterrand a expliqué ce qu'on pourrait exiger de l'Allemagne en contrepartie puisque de toute façon, on était bien obligés d'accepter la réunification. On a donc ouvert ce tiroir et on en a sorti cette idée de la monnaie unique, et ainsi on a négocié la monnaie unique. Mais je pense que cela aurait pu être autre chose. C'est ce qui était dans la continuité de fait de la construction européenne à l'époque.

Enfin, sur la question de décider au Conseil sur les questions fiscales à la majorité qualifiée, je suis d'abord enchanté de savoir qu'il y a des gens qui travaillent là-dessus. La seule chose que je peux vous répondre c'est « Bon courage et bonne chance ! » Mais il y a aussi une question de volonté politique dans cette histoire. Quand Monaco a refusé d'avoir un minimum de règles fiscales communes avec la France au début des années 1960, De Gaulle a coupé l'eau, et ça a été réglé en 48 heures...

Q. : Juste une petite parenthèse par rapport à votre exposé qui était très intéressant. Vous avez parlé de la période très courte de Benoît Hamon. Ce qui a un peu contribué à la défaite de Benoît Hamon, et je ne suis certes pas un spécialiste de la politique française étant Belge, c'est cette histoire d'allocation universelle, ce que vous, vous avez appelé revenu universel. Je me demande personnellement pourquoi la gauche en Belgique et en France, et peut-être dans d'autres pays, est si réticente à l'idée de discuter de ce sujet ? Parce qu'en fait, cette allocation universelle, pourrait être intéressante pour redonner une image un peu utopiste, rêveuse, de la gauche qui a pensé et proposé jadis les congés payés et la réduction du temps de travail, la sécurité sociale, etc. C'était utopiste, et nombreux étaient ceux qui disaient alors qu'on n'arriverait jamais à financer ces projets. Ce discours-là existait à cette époque et je me rappelle que quand on allait avec mon grand-père le 1^{er} mai à Liège pour fêter le socialisme et l'espérance, les mêmes nous racontaient cette histoire, et que personne n'y avait cru. Alors moi je me demande pourquoi la gauche refuse d'ouvrir le débat là-dessus ? D'autant que cette histoire de revenu universel

pourrait être, comme le pense Philippe van Parijs⁹, un formidable élément d'adhésion à l'Europe.

Q. : J'aimerais revenir sur la question du populisme. Il a été dit que le vote populiste est un mal occidental, ce qui n'est absolument pas correct je pense quand on regarde ce qui se passe au Brésil, aux Philippines, en Inde, en Amérique du Sud en général. Le populisme peut être d'extrême-droite ou d'extrême-gauche. Vous avez dit qu'il y a de forts risques que Macron échoue dans sa politique économique et qu'en 2022, on aura Marion Maréchal Le Pen, ou qui sais-je, à la tête de la France. Je signale entre parenthèses, dans un sondage de l'Express je crois, que le RN est donné comme le premier parti pour les européennes en France actuellement. Donc comment voyez-vous les élections européennes face à cette montée populiste et quel jugement portez-vous sur l'incapacité de la gauche et de la droite traditionnelle, à prendre en compte les préoccupations réelles des citoyens lambda (et ceci est vrai en France, en Allemagne et ailleurs) ?

Philippe Frémeaux. : Sur le revenu de base, il y a à la fois une promesse émancipatrice qui est de donner de la liberté aux gens pour leur permettre d'accepter ou non les emplois qu'on leur propose. Et puis il y a aussi l'idée d'assurer un revenu dans une période où l'emploi est devenu plus incertain. Mais il y a aussi ce qui fait que la droite la plus libertarienne est favorable au revenu de base, et qui est de verser une allocation aux individus à l'égard desquels par la suite la société n'a plus aucune responsabilité. Que chacun se débrouille ensuite ! Pour revenir sur la promesse d'émancipation de l'individu, qui veut que chacun doit pouvoir réussir sa vie, c'est le message que porte précisément Macron, ce qui explique qu'il ait proposé un plan pauvreté en septembre avec une sorte de revenu universel d'activité. Il a bien senti qu'il y avait quelque chose à exploiter derrière cela politiquement. Ensuite, il faut savoir qu'on met tout et n'importe quoi derrière les diverses appellations...

Je reviens sur mon idée de base, c'est que si vous voulez que le revenu de base ou le revenu universel soit réellement émancipateur, il faut que les gens soient en possibilité de choisir. Le discours de Hamon a plu aux bobos qui soutiennent les étudiants, les jeunes, les classes moyennes, les classes moyennes supérieures, car ils y voient un instrument de choix pour eux, parce qu'ils sont en position de choisir comme ils ont un niveau de formation Bac + 4, Bac + 5 etc. Sur le marché du travail, ils trouveront donc aisément un travail s'ils le veulent.

⁹ Voir GRASPE <https://graspe.eu/document/grasp28.pdf>

Mais le chômeur structurel du Pas-de-Calais, lui, a l'impression qu'on l'enferme dans l'assistance, qu'on lui fait l'aumône ; ce qu'il réclame, c'est de fait de redevenir quelqu'un de reconnu par le travail. Donc on peut être favorable au revenu de base, c'est plutôt mon cas d'ailleurs. Mais cela suppose qu'on fasse toutes les politiques d'accompagnement qui fassent que chacun soit en possibilité de choisir.

Et on revient ainsi à ce que j'ai dit sur la nécessité de relancer l'investissement dans l'éducation, le logement, la santé etc. Et le coup de pied de l'âne que je donne à la fin de mes conférences généralement, c'est de dire que quand toutes ces politiques auront été menées à bien à un niveau satisfaisant, il est possible que le revenu de base ne soit plus nécessaire. Je pense qu'il est intéressant de poser les termes du débat dans ce sens-là. C'est-à-dire que le revenu universel n'est réellement émancipateur que s'il n'est pas cette chose promise à des gens comme vous de haut niveau culturel, bien installés, qui sont en situation de choisir. Les gens qui vont voter pour le Rassemblement National, je pense aux questions qu'ils vont poser, ils n'attendent pas cela. Ils attendent qu'on leur redonne de la dignité, du sens de l'avenir, de l'espoir, qu'on réinvente une vision du progrès qui soit adaptée aux défis auxquels on est confrontés aujourd'hui. Ainsi, je n'ai pas la solution aux problèmes que vous soulevez par rapport au populisme.

Ce que l'on peut dire, c'est que le mot populiste est un mot-valise qui rassemble des choses extrêmement différentes, y compris en France. Le vote pour l'extrême-droite du Sud n'est pas du tout le même vote que pour l'extrême-droite du Nord. Si vous prenez le vote pour Bolsonaro au Brésil, il n'est pas réellement un vote populiste. Il se trouve que cet individu est parfaitement détestable à tous les égards mais il est le résultat d'un vote qui s'est exprimé par rapport à des phénomènes réels que connaît la société brésilienne en termes de corruption, d'insécurité et un bilan de la politique économique sur la dernière période qui n'a pas été un bilan réellement satisfaisant. Ensuite, qu'il y ait eu un complot des élites brésiliennes d'abord pour éliminer Dilma Rousseff, et ensuite mettre en prison Lula sous des prétextes extrêmement fallacieux, c'est évident. C'est un fait de lutte de classes, on peut le dire, au sein de l'appareil judiciaire brésilien, mais on n'est pas du tout la même situation qu'en Italie ou en France.

Q. : Il y a quand même une espèce de contradiction entre les propos officiels qui sont tenus à la Commission sur le fait qu'on est la « Commission de la dernière chance », que sans le social on ira droit dans le mur, je cite le président Juncker, sur le fait

que sans l'Europe, les choses seraient pires d'une certaine façon parce que, ne serait-ce qu'au niveau de l'Etat de droit, l'UE apporte des garanties. Et de l'autre côté, le fait qu'on est incapables de répondre au niveau européen aux questions qui se posent. Vous avez cité par exemple Hollande, mais on peut dire que Hollande a vraiment perdu son pari lors du débat budgétaire qui a eu lieu ici à Bruxelles, quand il y avait trois propositions sur la table. Il y avait celle que défendait le Parlement européen, 1 100 milliards. Il y avait le point de vue de la Commission, 1 000 milliards, et puis il y avait Cameron, qui disait pas plus de 900 milliards. Dans ce débat budgétaire au niveau européen, on aurait pu par exemple avoir un accompagnement européen, un cofinancement public européen pour un plan Juncker beaucoup plus ambitieux. Or Hollande lui-même s'est couché devant les injonctions de Cameron. Il y a là un certain nombre de combats qui se perdent surtout parce qu'on ne les mène pas ! S'il y a un divorce aujourd'hui entre l'Europe et les citoyens européens, n'est-ce pas dû au fait que les politiques nationales sont catastrophiques, mais surtout au fait qu'à chaque fois qu'on a fait un pas en avant dans la construction, l'Acte unique, etc., on a ajouté que si l'on ne faisait pas ce pas, les choses seraient pires encore ?

Philippe Frémeaux : Oui, cela a été constamment survenu, voire surdiabolisé. Tout ce qui va mal est la faute de Bruxelles, et inversement lorsqu'on veut faire avancer l'Europe, c'est présenté comme quelque chose de merveilleux. Des tas de choses peuvent être faites au niveau européen, choses pour lesquelles je suis d'ailleurs mobilisé. Je dis simplement que dans le débat politique national, on a trop tendance à instrumentaliser l'Europe pour lui prêter des vertus qui ne dépendent pas d'elles, dans la mesure où les grands instruments de la solidarité restent des instruments qui sont nationaux. Quand je fais des conférences sur l'Europe, je rappelle que les montants des prélèvements obligatoires dans nos pays sont aux alentours de 45%, alors que les prélèvements obligatoires au niveau européen sont de 1%, et les prélèvements obligatoires au niveau mondial avec le développement de 0,3% ». Donc cherchez le lieu majeur où les choses se passent... On peut être très pro-européen mais tout de même...

Q. : Mais le dernier budget européen a donc été amputé de 200 milliards du fait de l'intransigeance de Cameron et du manque de courage de ses partenaires !

Philippe Frémeaux : D'accord, 200 milliards. Le budget total de la France c'est 1 000 milliards. Donc 200 milliards pour les 27, c'est tout de même peu. Moi je milite pour que la BEI ait un

plan ambitieux. J'ai avec moi le petit bouquin que j'ai publié à l'Institut Veblen, qui a été écrit par James K. Galbraith, Stuart Holland et Yanis Varoufakis et a été préfacé par Rocard. Tout ce qui est là-dedans est bien, je vous le conseille.

Q. : la proposition qu'il renferme est à traité inchangé...

Philippe Frémeaux : Absolument, à traité inchangé. On peut faire des choses en Europe sans changer les traités. Dans le débat politique national en France, tout le monde se moque de changer les traités. Cela n'intéresse que des gens comme nous, super informés. Dans le débat politique national, il est important de répondre aux Dupont-Aignan, aux Le Pen et aux Mélenchon, que je ne mets pas du tout dans le même sac par ailleurs mais en l'occurrence, sur ces sujets-là, il y a une convergence qui consiste à dire : arrêtez, il y a des tas de choses qui peuvent être faites en France parce ce que comme le disait la chanson Zimmerwald en 1917, « l'ennemi est dans notre pays ». Ce sont des références de vieux léninistes...

Q. : Justement, on peut rebondir sur le léninisme pour répondre à la question soulevée par le collègue précédemment sur la question du populisme qui se développe au niveau mondial. Ne pensez-vous pas le populisme ne trouve son origine aussi dans l'effondrement de l'Union soviétique, dans le fait qu'on ne croit plus au marxisme-léninisme, qu'on n'est plus dans une disposition aussi simple qu'avant, quand on était soit de gauche, soit de droite, soit pour l'Amérique, soit pour l'Union soviétique. Il y avait une pensée idéologique qui était relativement simple en termes de positionnement, et tous ces grands courants de pensée ne faisant plus recette aujourd'hui, il y a une espèce de grand vide dans lequel s'engouffrent les populismes de tout genre qui englobent toutes sortes de questions plus ou moins structurées.

Philippe Frémeaux : Je ne suis pas d'accord avec vous. Cela peut être vrai pour certains pays mais le fait de croire que l'Union soviétique était l'avenir de l'humanité était quelque chose de limité à un certain nombre de pays. Aux Etats-Unis, ça n'a jamais été quelque chose d'extrêmement puissant et ça ne les a pas empêchés d'élire Trump. La question est beaucoup plus dans les conséquences du fait de la croissance ralentie depuis 40 ans, et de la déstabilisation des classes moyennes ouvrières du fait de la mondialisation et de la désindustrialisation. Ce qui fait que toute la « rust belt » vote Trump, ce n'est pas lié à la disparition du communisme léninisme.

Q. : Certes, mais je disais que d'un côté il y avait l'Amérique, et de l'autre le bloc soviétique. Maintenant il reste l'Amérique seulement, et ce à quoi la gauche s'identifiait n'existe donc plus. Ce qui selon moi explique le fait que tous les partis socialistes européens ont du mal à trouver un discours.

Philippe Frémeaux : Non franchement, moi je suis venu à la politique par l'anti-totalitarisme, donc je ne suis pas d'accord avec cette lecture. Qu'il y ait eu une menace stratégique qui conduise les gouvernements dans les pays occidentaux à être plus soucieux alors de la cohésion sociale qu'ils ne le sont devenus par après, dans un contexte de mondialisation non maîtrisée, qui faisaient qu'eux-mêmes se présentaient aux élections en promettant plein de choses et en ayant des capacités d'agir beaucoup plus faibles, là je suis entièrement d'accord avec vous. Dans le débat politique national, les forces de gauche qui ont été des forces de gouvernement n'ont jamais été des forces de gauche qui avaient comme référence ultime le communisme. Ce qui a fait faillite aujourd'hui, ce n'est pas le communisme, c'est la social-démocratie. Ce qu'il faut réinventer c'est un message d'avenir, de progrès, qui fonctionne en économie ouverte, en économie de croissance lente, et dans une économie qui doit faire face aux enjeux écologiques qui sont les nôtres.

La réponse que je veux donner ici, c'est celle relative à l'objet de la conférence qui est « Pourquoi les classes populaires se sont-elles fâchées avec l'Europe ? ». La première chose à faire si l'on veut que les classes populaires ne se fâchent plus avec l'Europe, ce n'est pas de leur dire que l'Europe va s'améliorer et être différente à l'avenir, mais c'est de leur dire qu'on va commencer vraiment à s'attaquer à leurs problèmes, et que l'on peut s'attaquer à ces problèmes en partie dans le cadre de politiques qui sont menées nationalement, même s'il y a la « méchante Madame Merkel », même s'il y a ceci ou cela, la Commission européenne, etc. C'est cela qu'il faut affirmer.

Et dans un deuxième temps, pour ceux que ça intéresse vraiment, de dire que l'Europe ne fonctionne pas comme elle devrait, qu'il y a des tas de choses à faire au niveau européen et des tas de questions qui ne pourront être résolues que dans un cadre supérieur qui sont les questions de sécurité, des solutions fortes par rapport au dérèglement climatique, etc. Je ne suis pas venu ici pour vous parler de ce qu'il est important de faire au niveau européen. Je ne vais rien vous apprendre à ce sujet, et j'en suis moi-même convaincu. Mon discours est un discours de stratégie politique. Prenons par exemple ce que fait Macron pour les retraités. J'en suis un, et je sais que dans les deux ou trois

prochaines années je vais perdre 5 points de pouvoir d'achat. Mais je pense que c'est une bonne politique. On voit bien à quoi elle est affectée par rapport aux priorités pour les jeunes, pour l'éducation, etc. Si dans le même temps, effectivement, on allège l'imposition sur le patrimoine financier et que dans le même temps on supprime l'ISF, c'est vrai que finalement ce n'est pas si mal. Mais allez expliquer aux retraités qui ont 1 200 euros de retraite qu'on fait cela parce que c'est de la solidarité, et qu'au même moment on supprime l'ISF et on introduit une taxation forfaitaire sur les revenus du capital. C'est totalement invendable politiquement en France (même si on peut s'accorder sur le fait que la taxation du capital était devenue très élevée du fait de Hollande). C'est ça la situation que Macron est en train de mettre en œuvre.

Q. : Ce sont les générations des 50, 60, 70 ans qui continuent pour l'instant à décider les mesures politiques qui affectent la population dans les pays membres. J'ai moi-même un fils de 20 ans, et cela m'a fait penser que tous ceux qui ont une vingtaine d'année vont bientôt aller travailler en Belgique et dans les autres pays de l'UE et vont être confrontés à leur premier salaire de 3 000 euros bruts peut-être, et dont il y a facilement 1 200 ou 1 300 euros qui vont partir dans les caisses de l'Etat. Ces jeunes ne sont responsables de rien. On continue à augmenter les dettes, à prendre des mesures qui font payer les générations qui suivent : nos enfants, nos petits-enfants, etc. pas seulement au niveau budgétaire mais au niveau du climat etc. Et puis on est étonnés que parmi eux, je le constate, il y a un attrait pour le populisme, pour l'extrême-droite.

Q. : Je comprends ce que vous dites, mais je ne suis pas d'accord avec vous. Notre génération, la génération de nos parents, ont aussi connu des drames. Ils ont connu des guerres, ils n'étaient pas responsables de ça non plus. Ils ont connu aussi des difficultés : en 1947 quand on n'avait pas de quoi nourrir les populations, cette génération était irresponsable aussi. L'Europe, petit à petit, avec des gens exceptionnels comme Sicco Mansholt, a décidé que plus jamais en Europe les gens mourront de faim. Maintenant, ce que l'on paie, ce sont les crises, c'est une mauvaise gestion mais de là à culpabiliser notre génération ! Moi j'ai 40 ans, mais même pour des gens qui ont 50 ans, 60 ans, je trouve que certes on est un peu responsables mais on ne l'est pas totalement.

Philippe Frémeaux : J'ai dit que je pouvais approuver les mesures de Macron dans ce sens mais si elles avaient été réellement réaffectées en priorité à la situation des plus jeunes générations. Il y a 30 ans en France, c'était les vieux qui étaient

pauvres et les jeunes qui étaient riches. Maintenant ce sont les jeunes qui sont pauvres, et les vieux ne se portent pas si mal même si ce n'est pas vrai pour tous les vieux. Il y a de très grandes inégalités parmi les retraités, et je ne vous cache pas que la dette, ce n'est pas une affaire entre générations. C'est une affaire au sein des générations parce qui achète les obligations d'Etat ? Qui se constitue une rente à vie ? Ce sont les plus aisés. Vous avez 80% de l'épargne qui est possédée par 20% de la population. Cette épargne est en grande partie investie en fonds d'Etat, dans les assurances-vie etc. Et c'est nos enfants qui récupéreront après, si on a continué cette épargne, les impôts payés pour les rembourser par le reste des classes populaires.

Il faut faire attention à ce qu'on raconte. De fait, une partie de la dette est souscrite par des gens qui n'ont pas eu à payer les impôts qui auraient permis d'éviter la dette.

Q. : J'ai une question un peu moins technique. J'aimerais me placer dans la situation d'un jeune. J'aime beaucoup ce que vous dites quand vous dites qu'il y a des tas de choses qui peuvent se faire en France, mais qui peut le faire ? Comment le faire ? Qui va le faire ?

Ma deuxième question est un peu hors sujet mais elle sera peut-être pour une autre conférence, Vous avez parlé de croissance faible, mais dans un monde fini, un jour, elle va devenir nulle, non ?

Philippe Frémeaux : Cela va sans doute nous fournir une excellente façon de conclure. Il y a une des deux questions pour lesquelles j'ai une réponse, pour l'autre, j'ai ma petite action. Je ne m'inscris pas dans une perspective croissanciste ou décroissanciste, je m'inscris dans une perspective post-croissanciste. J'ai pas mal travaillé sur les indicateurs de richesse et toutes ces questions-là et si demain on se met tous à apprendre de la musique au lieu d'acheter des gros 4X4, si je donne des cours de cuisine à ma voisine et qu'elle me donne en échange des cours de musique, le PIB ne va pas augmenter. Si je me fais rémunérer en tant que professeur de cuisine et elle en tant que professeur de musique, on va avoir une croissance importante. La question n'est donc pas croissance ou non croissance, la question c'est de savoir quel est le contenu de l'activité, et de se demander si elle répond aux besoins de toutes les populations. Est-ce que son impact écologique se réduit de manière à rester dans les limites des écosystèmes ? C'est ça le défi auquel on est confrontés. Donc ce qu'il faut, c'est remettre le qualitatif en haut de l'agenda dans nos modèles d'activité et de redéfinir les objectifs de l'activité économique.

Ensuite, sur la question de savoir qui peut le faire, je ne vous cache pas que ce qui est désolant en France aujourd'hui c'est que, de fait, on voit la popularité de Macron chuter extrêmement rapidement sans que cela ne profite à qui que ce soit d'autre sinon, et encore ce n'est pas sûr, à l'extrême-droite. Donc on voit bien qu'aujourd'hui dans les sondages, LREM et le LR sont à peu près au même niveau à 20%. Mais il ne faut pas se leurrer non plus. Dupont-Aignan qui est le clone en costume de Marine Le Pen, se situe aux alentours de 5%. On se retrouve ainsi à 25%. Avec ensuite 2 ou 3 petits partis croupions, on n'est pas loin de 30%. Et j'ai été sidéré par la façon dont le commentaire a été fait par les médias français du fameux débat de l'entre-deux tours entre Marine Le Pen et Emmanuel Macron. On avait l'impression que c'était la fin du Front national, mais elle a quand même fait 35% malgré le fait qu'elle a été complètement lamentable et que tout le monde a pensé que c'était une défaite. Alors que quand son père avait fait 20% au second tour 15 ans avant, cela avait fait un tremblement de terre majeur ! Cela témoigne de l'état de délabrement de notre pensée politique.

Donc je conclus en disant qu'à mon niveau très modestement en tant que citoyen de base, j'essaie de contribuer à faire émerger quelque chose qui soit dans l'espace qui est finalement très important entre Macron et Mélenchon, parce que je pense que la base sociale de Macron est au fond très étroite si on retire tous ceux qui ont voté pour lui par calcul et par stratégie pour éviter qui Fillon, qui Mélenchon etc. Et s'il y avait une alternative qui avait un peu de force, je pense aussi que Mélenchon pourrait aussi se dégonfler de manière significative. Au moment de l'élection présidentielle, il y a eu un moment au début où Hamon était à 16% dans les sondages et Mélenchon à 12%. Nous avons vu ce qu'il en a été au final...

Fiche de lecture

« ITER, étoile de la science » de Michel Claessens.

A l'occasion de la publication du premier livre qui détaille l'histoire et la gestion du projet ITER, rédigé par notre collègue Michel Claessens, Graspe fait le point sur ce projet fascinant – sept membres¹⁰ construisant à Cadarache, dans le sud de la France, le plus grand réacteur de fusion du monde.

Le but : produire de l'énergie comme le font le Soleil et les étoiles, en « brûlant » (fusionnant) de l'hydrogène.

Le défi : contenir un gaz chauffé à 150 millions de degrés (dix fois la température de l'intérieur du Soleil) pendant plusieurs minutes. Le réacteur ITER sera entouré d'une trentaine de très gros aimants supraconducteurs pour contenir cette fournaise en créant une « bouteille magnétique » destinée à empêcher les contacts des particules du gaz avec les murs internes – d'où le nom donné à ce type de machine : « tokamak » – concept inventé par des physiciens russes dans les années cinquante et qui signifie « chambre toroïdale magnétique ».

ITER est l'une des expériences les plus ambitieuses à l'heure actuelle, à laquelle participent plusieurs milliers d'entreprises du monde entier.

¹⁰ Dans l'ordre alphabétique : Chine (République populaire), Corée du Sud, Etats-Unis d'Amérique, Euratom (Union européenne plus la Suisse), Inde, Japon, Russie.

Figure 1 : Vue aérienne du site ITER à Cadarache, situé à 80 kilomètres de Marseille : 42 hectares, 39 bâtiments, 3.000 employés et ouvriers.



ITER pose un nombre incroyable de défis, technologiques aussi bien qu'organisationnels et industriels. Comme disent les Anglo-Saxons, la complexité est « built-in », elle fait complètement partie du programme et des structures mises en place. Les initiateurs du projet ont en effet décidé de répartir les fabrications sur les 35 pays qui participent à l'expérience afin d'apprendre et de partager la connaissance qui sera développée dans le cadre de la coopération internationale. Avec, à la clé, l'essor d'une industrie mondiale de la fusion.

Toujours est-il qu'à Cadarache, sur un site de 182 hectares prêté par le CEA (Commissariat à l'Energie Atomique et aux Energies Alternatives) voisin, trente-neuf bâtiments sortent pour ainsi dire de terre et trois mille personnes travaillent aux constructions et à l'assemblage du réacteur. Les premières expériences sont prévues fin 2025.

Le rôle déterminant de l'Europe

ITER n'aurait pu et ne pourrait exister sans le rôle moteur de l'Union européenne. L'idée est née de la rencontre historique de Mikhaïl Gorbatchev, alors Secrétaire général du Parti communiste de l'Union soviétique, et de Ronald Reagan, président des États-Unis, les 19 et 20 novembre 1985 à Genève. Alors que la réunion portait surtout sur le risque d'une troisième guerre mondiale et la prolifération des armes nucléaires, le treizième point du communiqué final mentionne l'engagement pris par les deux pays, dans une perspective de paix, de « promouvoir la collaboration internationale la plus large possible » dans le domaine de l'énergie de fusion afin de maîtriser « cette source d'énergie virtuellement inépuisable pour le bénéfice de l'ensemble de l'humanité ». Un exemple de décision politique courageuse puisque les dirigeants des deux super puissances avaient réussi à passer outre les tensions de la guerre froide pour mettre en œuvre un projet associant plusieurs pays dans un cadre international et pacifique dépassant l'opposition entre les deux grands blocs. Mais cette décision fut aussi le fruit de la vision de quelques hommes, comme Evgeny Velikhov, futur président du Conseil ITER de 2010 à 2012 et Sigvard Eklund, directeur général de l'AIEA (Agence Internationale de l'Energie Atomique), tous deux convaincus que les activités de fusion devaient être coordonnées au niveau mondial pour mener à bien la construction d'une grande machine qui serait le fruit d'une coopération internationale.

Un comité de travail fut mis en place et Euratom fait partie des quatre membres fondateurs d'ITER, avec l'URSS, les États-Unis et le Japon. C'est d'ailleurs le directeur général de la DG XII Science, recherche et développement de la Commission, l'italien Paolo Fasella, médecin de formation, qui inventa en 1988 l'acronyme d'ITER pour dénommer le projet alors couché sur le papier – *International Thermonuclear Experimental Reactor*.

Comme dans le Soleil, ITER produira des réactions de « fusion ». Pour l'essentiel, le tokamak ITER sera constitué d'une chambre à vide de 850 mètres-cubes (le volume d'une maison de ville de trois étages) entourée de nombreux systèmes annexes et comptant au total un bon million de composants. En opération, le réacteur utilisera seulement un gramme de combustible (mélange de deutérium et tritium, isotopes de l'hydrogène) pour produire environ 500 MW de puissance thermique.

Une étape difficile pour le projet a été le choix du site pour accueillir le réacteur. A priori, ITER aurait pu être construit dans

l'un des trente-cinq pays qui participent à ce projet de coopération internationale. Alors pourquoi à Cadarache plutôt qu'à Pékin ou à San Diego ? Certes, Cadarache était, depuis de nombreuses années, un nom familier pour ceux qui s'intéressent en Europe à la fusion. On peut même dire que la fusion fait partie du décor puisque, sur ce vaste terrain de mille six cents hectares situé pratiquement au centre géographique de la Provence, le CEA a installé en 1960 un centre de recherche dédié aux réacteurs nucléaires et a notamment construit, au milieu des années 1980, le tout premier tokamak équipé d'aimants supraconducteurs : Tore Supra.

Mais en 2001, lorsque les membres d'ITER devaient choisir le lieu de construction, les choses étaient loin d'être gagnées. Quatre sites avaient été proposés : au Japon, en Espagne, au Canada et en France. Il a fallu trois années d'intenses discussions politiques et diplomatiques pour arriver à un accord. Dans les derniers mois, les réunions s'enchaînaient à un rythme effréné. Achilleas Mitsos, alors directeur général de la DG RTD, et Octavi Quintana Trias, en charge de la recherche sur l'énergie, ont dû effectuer plusieurs tours du monde... Finalement, le 28 juin 2005, à Moscou, les sept membres d'ITER choisirent à l'unanimité de construire ITER à Cadarache. Le 21 novembre 2006, le traité ITER était signé au Palais de l'Élysée à Paris, en présence du Président français Jacques Chirac et des représentants des sept membres, dont le Président de la Commission José Manuel Barroso et le Commissaire chargé de la science et de la recherche Janez Potočnik pour Euratom. Une organisation internationale, « ITER Organization », fut mise en place en 2007 pour coordonner la mise en œuvre du projet. Depuis lors, après une période qui, jusqu'en 2016, vit s'accumuler les retards et les augmentations de budget, les constructions progressent à rythme soutenu et l'assemblage du réacteur vient de démarrer. Le 7 juin 2018, la Commission a proposé d'affecter à ITER 6,07 milliards d'euros dans le projet de budget de l'Union 2021-2027 pour achever les constructions et fabrications et réaliser le « premier plasma ». Le coût de la machine ne sera jamais connu avec précision puisque les contributions des membres sont principalement « en nature » mais les estimations tournent autour de 20 milliards d'euros (sur plus de dix ans).

Un livre pour une technologie « diplomatique »

Écrit à titre personnel mais autorisé par la Commission et ITER Organization, le livre de notre collègue *vulgarise* le programme

ITER « dans les dimensions qu'il lui a été possible d'appréhender – historique, scientifique et technique bien sûr, mais aussi politique, économique, humaine et philosophique ». L'ouvrage offre en quelque sorte une photographie du projet et résume ce qui a été accompli, sans passer sous silence tout ce qu'il reste à réaliser et à résoudre.

Energie « nucléaire et verte » selon ses promoteurs, la fusion est incontournable dans les débats sur notre avenir énergétique. Même si le projet ITER est parfois controversé : projet révolutionnaire et salvateur de l'humanité pour les uns, expérience scientifique et vitrine technologique pour les autres, ITER ne laisse personne indifférent.

« ITER, étoile de la science » : le titre du livre s'impose comme une évidence. En quelque 300 pages, le livre vous emmène dans les coulisses de ce projet époustouflant et vous fait découvrir un monde de superlatifs : avec les plus grands aimants, la plus grosse cryogénie et les plus puissants ordinateurs du monde, ITER donne le vertige (scientifique). Mais c'est peut-être un cadeau pour les générations futures car en cas de réussite, le projet pourrait changer le cours de la civilisation. La technologie est sûre et propre et utilise un combustible universel - l'hydrogène.

Figure 2 : L'un des 18 aimants toroïdaux d'ITER : fabriqué au Japon, il mesure 17 mètres de haut.



Préfacé par Claudie Haigneré, scientifique de renom, spationaute et ancienne ministre de la recherche, l'ouvrage montre aussi l'importance stratégique et l'impact économique d'ITER. En Europe, ces activités ont généré à ce jour plus de cinq milliards et cinq cents millions d'euros de contrats, qui ont permis la création de plus de trente mille années de travail dans les entreprises européennes participantes entre 2008 et 2017. ITER est une manne économique pour le pays hôte, avec plus de trois milliards d'euros de retombées et plusieurs milliers d'emplois directs, indirects et induits. A Cadarache, un village scientifique sort de terre, international et multiculturel (les personnes qui travaillent dans ITER Organization témoignent de cultures, de filières éducatives et d'univers professionnels très différents).

Pour résumer l'histoire de ce projet unique au monde, notre collègue développe le concept de « technologie diplomatique ». Le projet a montré qu'une technologie donnée, celle de la fusion par confinement magnétique, peut être mise au service des relations internationales et contribuer à surmonter les tensions politiques pendant la guerre froide et à restaurer des liens, pas seulement technologiques, entre les blocs de l'Est et de l'Ouest. De ce point de vue, ITER est un cas d'école. Il a permis à la Russie et aux Etats-Unis de s'asseoir à la même table et de travailler ensemble sur un projet pacifique. ITER a également démontré que la diplomatie peut être un catalyseur de développement technologique – la technologie *par* la diplomatie. Aucun des membres Inter ne viendra contester le fait que le programme a permis de promouvoir ses ingénieurs et ses entreprises à l'étranger et a facilité les coopérations avec d'autres pays tout en développant les performances commerciales.

Le message est que l'innovation principale d'ITER n'est peut-être pas là où on l'attend. Plus que technologique, la contribution la plus originale de cet ambitieux programme réside, selon notre collègue, dans le fait que trente-cinq pays réussissent à travailler ensemble et à construire une machine très sophistiquée. Il existe une centaine de tokamaks dans le monde mais ITER n'aurait jamais pu voir le jour sans la collaboration internationale initiée par les spécialistes de la fusion dans les années 1950 et qui se poursuit encore aujourd'hui.

L'auteur

Chimiste de formation, notre collègue Michel Claessens reconnaît, avec le recul philosophique qui sied à son âge, que son parcours professionnel est « diversifié ». Après quelques années de recherche scientifique dans les secteurs public et

privé, notre collègue a goûté aux joies (et difficultés) du journalisme scientifique. Il avoue aussi que l'écriture est une passion depuis ses dix ans. D'ailleurs, lors d'un recrutement dans une multinationale de la chimie, les examinateurs avaient décelé des compétences à la fois scientifiques et artistiques, ce qui les avait rendus un peu perplexes. Entré à la Commission en 1994 pour renforcer l'équipe d'information et de communication à la DG XII (aujourd'hui RTD), il a connu pratiquement tous les statuts—auxiliaire, agent temporaire, fonctionnaire.

Parallèlement à sa carrière professionnelle, notre collègue publie régulièrement. Il ne peut s'empêcher de porter son regard et sa capacité d'analyse sur le monde (scientifique et technologique) qui nous entoure. Pour son treizième et dernier ouvrage, il avoue avoir été aidé par son travail à la Commission car il a été détaché pendant cinq ans à Cadarache, pour diriger la communication d'ITER Organization et être le porte-parole du projet. C'était, reconnaît-il, un job fascinant. C'est en organisant les visites du site pour le « grand public » que l'idée du livre lui est venue. Pour la plupart des visiteurs qui viennent à ITER, même les Français, ce projet important est quasi inconnu.

Ecrivant pendant son temps libre, notre collègue reconnaît la nécessité d'une bonne organisation et de la compréhension de son épouse et de ses enfants. Il travaille actuellement sur une version anglaise du livre, un nouveau défi ! N'hésitez pas à le suivre sur Twitter, où il publie régulièrement des photos et des nouvelles du projet : @M_Claessens

Informations pratiques sur le livre :

<https://www.editionsdumenhir.com/accueil/content/iter-etoile-de-la-science.html>

Bonnes feuilles

Au service de l'Europe. Crises et transformations sociopolitiques de la fonction publique européenne

Par Didier Georgakakis, professeur à la Faculté de Paris Sorbonne

Nous publions ci-après des extraits de la version en français d'un livre paru en anglais chez Palgrave.

La version FR de ce livre peut être trouvée ici :

<https://books.openedition.org/psorbonne/21204>

Une autre crise

Les manifestations de fonctionnaires européens (contre les réformes du statut NDLR) témoignent d'un ensemble d'énigmes. Qu'est-ce qui fait tout d'abord que ce groupe, réputé élitaire, se mette à manifester ? Ne jouit-il pas d'une situation privilégiée et de hauts niveaux de revenu quand une vaste population est sévèrement frappée par la crise dans bien d'États membres ? Qu'est-ce qui fait que ses représentants dénoncent la menace d'un démantèlement et qu'ils le fassent en s'associant spontanément, et du reste avec un certain succès auprès leurs membres, à l'histoire de l'Europe, à ses héros récents (comme Delors) et surtout à son avenir de plus en plus incertain (« No Europe, No Future ») ?

Les réponses n'ont rien d'évident. D'abord parce que la simple évocation de la fonction publique européenne ou des « eurocrates » génère de telles réactions épidermiques que la question est difficile à poser en raison (et encore plus à faire entendre) face au flux continu de représentations tout aussi

viscérales que négatives. L'interprétation de ces événements, quand bien même elle fut confinée au sein de la bulle bruxelloise, ne fit pas exception à la règle. Si les spécialistes des études européennes ne pipèrent mot, les interprétations ordinaires furent claires et quasi univoques. Bien que le blog de l'initié BlogActiv.eu ait expliqué de façon assez neutre que les syndicats des fonctionnaires de l'UE manifestaient à la fois pour défendre leur statut et pour « restaurer leur image », la plupart des outsiders convergèrent avec les blogs eurosceptiques pour présenter cette situation comme un non-sens et en profiter pour dénoncer les salaires scandaleux gagnés par les « élites européennes » ou leurs « privilèges de fonctionnaires ».

Les représentants des États membres en faveur d'une révision plus drastique (en particulier les Pays-Bas et le Royaume-Uni) ne se sont du reste pas privés de souffler sur la dynamique de cette version en regrettant publiquement que cette révision passe à côté de la chance de reconstruire « une fonction publique moderne et efficace », ce qui impliquait donc qu'elle était vieille et dispendieuse, lorsqu'ils ont finalement refusé le compromis de la révision statutaire. L'argument était politiquement d'autant plus payant à tous les coups que la dénonciation de la fonction publique européenne était partagée sur le plan européen par un très vaste assemblage, ce dernier (em)mêlant des positions anti-EU, agrégeant elles-mêmes des positions identitaires aussi bien qu'antinéolibérales, et un sens commun plus ou moins directement néolibéral et anti fonction publique, le tout se nourrissant de la dénonciation des « élites », fussent-elles locales, nationales ou internationales, qui a pris un tournant particulièrement fort ces dernières années.

Comment échapper au poids plus ou moins conscient de ces représentations ? Si pour ce faire on cherche à résoudre l'énigme de cette mobilisation en se focalisant sur les seuls détails de cette révision statutaire, on manque une partie substantielle du tableau. Le décodage des diverses mesures techniques en matière de carrière, de salaire et de retraite donne des informations importantes, en particulier pour comprendre la mobilisation des secrétaires, assistants et agents contractuels et leur sentiment général d'une dévalorisation de la fonction publique européenne par rapport à la fonction publique allemande ou nordique, et plus largement, leur sentiment de sa perte d'attractivité. Mais ce n'est pas suffisant pour comprendre ce qui est en jeu et, au-delà, la raison pour laquelle la perception d'un démantèlement plus ou moins progressif a eu du sens pour beaucoup d'agents dans les institutions.

Une focale contextuelle plus large permet du reste de faire l'hypothèse qu'il se passe quelque chose qui dépasse ces manifestations singulières, et ce tout particulièrement depuis la fin des années 1990 et surtout les réformes dites 'Kinnock' des années 2000.

Au-delà d'un ensemble de réformes de l'administration de la Commission, ces réformes et celles qui la suivirent ont substantiellement redéfini les conditions tout à la fois matérielles et symboliques de la fonction publique européenne, et ce dans un contexte particulièrement lourd de piétinement politico-institutionnel et d'élargissements massifs et successifs aux pays de l'ancien « bloc de l'Est ». Mes entretiens ethnographiques montrent qu'une fois sortis du cadre officiel, la façade neutre des fonctionnaires craque souvent pour confier l'amertume d'être « entré dans les institutions pour construire l'Europe » et d'avoir maintenant « l'impression de se retrouver chez Procter & Gamble ». Dans les deux staff-meetings internes auxquels je pus assister et où le président de la Commission, alors Manuel Barroso, établissait un dialogue direct avec son personnel, l'atmosphère était tendue de reproches notamment lorsqu'il était questionné sur l'avenir de la construction de l'Europe ou le sens de leur mission. Plus généralement, les journalistes les plus spécialisés notent aussi la déprime ambiante (Quatremer, 2013) de « fonctionnaires gentiment voire tendrement dépressifs » (Menasse, 2012) quand les meilleurs analystes relèvent parmi les eurofonctionnaires le sentiment de privation et parfois même de « castration » (Bauer, 2008 ; Ellinas et Suleiman, 2008). Depuis la réforme Kinnock, ce sont les syndicats de fonctionnaires les plus contestataires qui remportent systématiquement les élections aux comités de Bruxelles. De nombreux témoins indiquent que les départs à la retraite se multiplient sauf pour ceux qui ont été promus par le vent de ces transformations et qui s'accrochent à leur poste. Une photographie qui, vue de près, est donc bien différente de celles prises de loin et qui converge avec ce diagnostic de « perte de sens » que beaucoup évoquent au sein des institutions de l'Union.

Quand bien même la révision de 2014 fut présentée sous des dehors très techniques et superficiels (la hiérarchie avait bien pris garde de parler de « révision » et non de « réforme » pour ne pas ouvrir la boîte de Pandore d'une renégociation du statut), ces mobilisations pour ou contre la révision font enfin affleurer des questions qui touchent en définitive à la définition même de cette fonction publique qui semblaient avoir été réglées, ou au moins refoulées tout au long de son processus de construction depuis les années 1950. La fonction publique européenne doit-elle être l'avant-garde d'une Union de plus en plus étroite, un

équivalent fonctionnel d'une fonction publique d'État comme elle le fut pensée ou justifiée à son origine ou, au contraire, s'aligner sur les normes les plus minimalistes de la fonction publique internationale ? Son statut (au double sens juridique et social du terme) à part se justifie-t-il ou l'essentiel de ses tâches peut-il être accompli par des agents contractuels ou des administrations nationales ? Doit-elle se centrer sur la fabrication de compromis durables, et ce faisant analyser et anticiper les enjeux et problèmes à long terme de l'UE, et faire converger les intérêts très divers qui participent de la définition des politiques européennes dans toutes les séquences de ce processus, ou au contraire se concentrer sur des tâches d'exécutions du budget ou de « projets » ponctuels ?

L'hypothèse de ce livre consiste à dire que l'énigme de ces mobilisations est étroitement liée au mystère de la construction de la fonction publique européenne comme un collectif faisant corps avec les institutions européennes. Plus encore, et ce bien au-delà des enjeux les plus immédiats, ces mobilisations nous apparaissent comme la manifestation d'une crise de reproduction sociale et politique de cette fonction publique européenne. Touchant aux mécanismes mêmes par lesquels le groupe s'est construit comme tel, cette crise de reproduction fragilise en effet tout ce que la construction de la fonction publique européenne avait permis d'établir : la définition de sa fonction, le partage et la reconnaissance du sens de sa mission, sa force collective et sa légitimité à incarner un intérêt européen commun, et tout cela jusqu'à son existence même ; c'est cela qui pousse ses représentants à mobiliser ce groupe, non seulement pour le défendre ou en défendre les avantages matériels (ce qui ne mobiliserait pas de la même façon), mais, plus profondément pour rejouer en acte l'un des principes mêmes de cette construction collective qui s'est étroitement imbriquée dans la construction européenne. Selon Bourdieu (1994, p. 240), « la représentation (mentale) du groupe ne peut être maintenue que par le travail incessant de la représentation (théâtrale) à travers laquelle les agents produisent et reproduisent (bien que par simple fiction) au moins l'apparence de la conformité à la vérité idéale du groupe ou à son idéal de la vérité ». C'est exactement ce qui était en jeu dans la mobilisation pour ou contre la révision statutaire. Bien au-delà de la singularité de la révision, l'enjeu ici est le processus sociohistorique de production et de reproduction de ce collectif.

Dernière-née des services publics européens, la fonction publique européenne est le fruit d'une succession de compromis depuis les premières ébauches de statut en 1952 (voir annexe chap. 3, notamment entre les fonctions publiques continentales

dont elle avait réussi de façon assez exceptionnelle à préserver une sorte de quintessence en continuant d'incarner un modèle d'administration hégélienne, incarnant l'image de la réalité de la raison pour ainsi dire, et en résistant à la vague de réformes néomanagériales qui avait profondément modifié les administrations depuis trente-cinq ans. Dans le contexte de crises des fonctions publiques et de ses propres réformes successives au cours des quinze dernières années, ce collectif a toutefois dû affronter une somme de changements sociaux et culturels (imposition de la culture du management contre celle du service public, d'un monopole linguistique contre son multilinguisme relatif, changement des carrières modèles et des propriétés valorisées) qui, s'ajoutant aux doutes ambiants et aux pressions sur l'UE, l'affecte en profondeur. Ce qui est en jeu dans ces transformations est en effet bien plus que des résistances aux changements, toujours pensées comme « nécessaires » par les réformateurs et nombre de commentateurs ; c'est le pouvoir collectif du groupe, ses équilibres internes, et avec eux, les mécanismes de reproduction du capital et des valeurs qui lui avait permis d'exister, de s'autonomiser et finalement d'incarner avec succès la permanence des institutions et leur capacité à définir un intérêt européen commun. Cela aussi relève de « la vérité idéale du groupe ou [de] son idéal de la vérité ».

C'est précisément pour cela que nous parlerons ici d'une crise de reproduction. Le changement actuel n'est pas seulement un changement de valeurs, au sens des valeurs dominantes ou de l'idéologie du groupe ; il affecte le processus même de la formation sociopolitique du groupe et de sa valeur sociale, c'est-à-dire la production et la reproduction du capital bureaucratique (ou institutionnel) européen qui est à la base de l'autorité spécifique des fonctionnaires européens en tant que groupe. Pour le définir à grands traits, ce capital d'autorité reposait sur des fondations matérielles telles que les garanties d'un statut économique et social, sur une expertise, une connaissance des politiques de l'UE et plus généralement du fonctionnement interne de l'UE (soit des formes spécifiques de capital culturel), ainsi que sur la capacité et l'expérience à se mouvoir dans des réseaux multiculturels actifs (c'est-à-dire l'équivalent d'un capital social spécifique). En fonction de sa position dans le groupe, cette base matérielle était également à la source d'un capital symbolique s'accomplissant dans la capacité à incarner l'intérêt communautaire et, dans certaines circonstances, une forme d'autorité à parler au nom de l'Europe. Comme nous le verrons, chacune de ces dimensions – telles que le statut, la politique du personnel, les règles de recrutement, la production des images légitimes du service ou la distribution des positions de pouvoir – a été remise en cause, à la fois dans le résultat ou

dans les corps, et dans le processus et les instruments de production/reproduction du corps, et fondamentalement modifiée. De ce point de vue, ce changement a réellement mis en crise la production de l'histoire du groupe et de l'héritage de la technocratie, et la possibilité de revendiquer un statut d'élite concurrente ou alternative aux élites nationales et économiques, qui fut l'une des clefs de la fondation du groupe et de son autorité à produire des compromis. Mis en question, cet héritage de la technocratie européenne n'est désormais plus soutenu par la force de l'évidence qui l'avait précédemment légitimé. Plus encore – et c'est le signe ultime d'une crise de reproduction –, ceux qui ont porté cet héritage sont de plus en plus en désaccord avec leurs héritiers ; dans le même mouvement, ces derniers ne reconnaissent pas leur héritage quand ils ne cherchent pas plus à s'en démarquer qu'à s'y identifier.

De ce point de vue, cette crise nous paraît importante, et ce bien au-delà de ses différentes manifestations depuis la fin des années 1990. Elle est importante politiquement. Les fonctionnaires européens représentent en effet un groupe pivot dans le champ de l'eurocratie (Georgakakis, 2012). Loin d'en être les seuls acteurs, ils coexistent avec un personnel aussi nombreux composé de professionnels de la politique nationale et européenne (commissaires, membres du Parlement européen), de diplomates et de représentants des administrations nationales, de représentants d'intérêts économiques et sociaux et de porteurs de causes diverses, de journalistes, commentateurs et intellectuels organiques divers (experts, académiques, membres de think tanks). Mais ils ont la caractéristique singulière d'être les seuls à être en position de vivre « de et pour l'Europe », selon l'expression de Max Weber, sous une forme permanente et durable (souvent plusieurs dizaines d'années de service si ce n'est parfois même des vies professionnelles presque entières) ; ils sont aussi les seuls à fonder leur position sur la « fonction » de lier tous les autres.

Ce groupe placé au cœur de la fabrication des compromis européens et ce qui lui arrive éclairent, ce faisant, quelque chose qui les dépasse, et en l'espèce un processus de défonctionnalisation qui est une face sinon cachée, du moins largement oubliée de l'analyse de la crise. Face aux analyses les plus en vue qui interprètent les difficultés actuelles de l'Europe comme le produit des divergences macroéconomiques et politiques entre les États membres, ce livre en éclaire l'autre versant en pointant la fragilisation des acteurs qui avaient construit leur position sur la fabrication de la convergence durable entre les visions et les intérêts (politiques, économiques et sociaux, intellectuels) très différents en jeu dans la construction de l'Europe et de ses

politiques. Nul doute que ces deux types de processus entretiennent d'étroites relations et que ces dernières ont d'importantes implications sur les formes que prendra l'UE à l'avenir.

La formation sociopolitique d'un corps de gardiens de l'Europe

Comment, dès lors, analyser cette crise de reproduction ? Cette hypothèse n'est pas simple à démontrer. Elle suppose, pour commencer, de voir donc résolue l'énigme de l'existence même de ce groupe. Or rien ne va de soi pour cette fonction publique européenne, ni sa définition, ni son existence en tant que collectif, ni plus généralement la reconnaissance et la légitimité de sa fonction. Si les représentations négatives tendent à essentialiser les « eurocrates » sous la forme d'un bloc homogène, la plupart des analyses tendent du reste plutôt à en faire une somme d'individus très différents, ce qui pose la question des conditions de l'identification de ces agents à ce collectif.

Pour en présenter un tableau d'ensemble, ces différences sont importantes à de multiples égards. Comme dans les autres organisations dotées d'un personnel international, les plus de 47 000 fonctionnaires statutaires et agents temporaires sont d'abord très diversifiés en termes de nationalités. La question des nationalités est en fait surveillée, car l'équilibre géographique est considéré comme un aspect clé de la nature représentative de l'administration, soit comme un enjeu pour les États membres pour ce qui concerne à la fois le pouvoir et les symboles. Ces différences impliquent a priori des variétés de cultures administratives, au moins en termes de grand modèle d'administration à travers l'Europe (Stevens et Stevens, 2001) et de réseaux et d'informations à l'intérieur et à l'extérieur des institutions. Institutionnellement, le personnel appartient de plus à des institutions très différentes. Sur les plus de 47 000 fonctionnaires et agents temporaires (voir plus loin les différences de statut), 24 500 sont nommés par la Commission européenne, environ 7 000 par des agences exécutives et régulatrices, 6 700 par le Parlement, environ 2 000 par la Cour de justice, moins de 1 000 par la Cour des comptes, plus de 700 et 500 respectivement par le Comité économique et social et le Comité des régions, quelque 110 par le Médiateur européen et le Contrôleur européen de la protection des données et 1 600 par le nouveau Service d'action extérieure (OJEU, 2015). Ces chiffres ne comprennent pas les agents contractuels.

Ce que les membres du personnel font au sein des institutions varie également. Les chercheurs ont depuis longtemps identifié des fonctions différentes (Michelmann, 1978). Il existe en effet une différence entre la pratique des métiers de conseiller juridique, d'auditeur, de secrétaire adjoint, de traducteur, de gestionnaire ou de décideur. Plus récemment, des institutions telles que la Commission ont ouvert une réflexion sur les types d'emplois dans leur base de données interne. Trente familles d'emplois ont ainsi été distinguées, ce qui montre l'importance des tâches purement administratives et de secrétariat par rapport aux tâches politiques ou aux tâches liées au programme. Il faut ajouter à cette diversité d'institutions et de métiers la diversité des « cultures d'organisation » qui a été abondamment commentée. Au-delà des différences qui peuvent exister d'une institution à l'autre, il peut exister des différences culturelles au sein d'une même institution. Les directions générales de la Commission européenne ont des cultures diverses, qui résultent de leur histoire et ont été influencées par la structure et les spécificités du secteur (Abélès et al., 1993 ; Cini, 1996b et 2007). Plusieurs enquêtes ont en outre étudié les différences existant entre les agents en termes d'attitudes politiques (s'étalant d'une perspective néolibérale à une d'extrême gauche), de conception des politiques et plus largement de l'UE (Egeberg, 1996 ; Hooghe, 2012 ; Kassim et al., 2013). Ces différences déterminent des pratiques, des savoirs et savoir-faire, des objectifs et des intérêts institutionnels différents, y compris dans le domaine des politiques et de la gestion des ressources humaines.

Bien que ce soit souvent moins souligné, il existe aussi des différences dans les conditions et les styles de vie des fonctionnaires européens. Pour commencer, les institutions ne sont pas toutes situées dans la même ville. Bien que Bruxelles et dans une moindre mesure Luxembourg soient très dominants (ayant respectivement plus de 21 700 et un peu moins de 3 800 membres du personnel sur les 25 000 de la Commission, agents contractuels compris), le cercle s'élargit lorsque l'on inclut les centres de recherche appartenant à la Commission localisés dans cinq villes européennes (2 600 personnes, dont 1 450 à Ispra, en Italie), des organismes autonomes (dans différentes villes), sans parler des quelque 4 000 agents travaillant en dehors de l'Europe. En outre, les membres du personnel de ces différentes organisations ont aussi un statut différent. Dans le cas de la Commission, agences exclues, il faut distinguer les fonctionnaires permanents (23 964), les agents temporaires engagés principalement pour leurs compétences techniques ou pour les cabinets (1 086) et les agents contractuels (6 679) (European Commission, 2016), sans oublier les experts nationaux détachés,

les stagiaires, les prestataires de services et les membres du personnel intérimaires. Le statut est important dans la mesure où seuls les fonctionnaires statutaires, le cœur même du groupe, disposent de postes permanents garantis tandis que les membres du personnel contractuels ont des contrats à durée déterminée, bien qu'ils réalisent souvent des tâches similaires et parfois travaillent au sein du champ depuis longtemps.

L'âge moyen d'entrée dans la fonction publique européenne étant de 35 ans, il existe également des différences entre ceux qui arrivent après avoir terminé leurs études supérieures, et ceux, bien plus nombreux, qui viennent après avoir travaillé dans le secteur public ou privé, ce qui crée d'autres différences. La part de diplômés, de doctorats et d'études à l'étranger est élevée pour les administrateurs de niveau moyen et supérieur, ce qui est un indicateur d'homologies au sein de ces groupes, quand bien même la dispersion des lieux et de la nature précise de la formation serait grande. De même, les parcours scolaires sont différents, avec un nombre important de scientifiques arrivant derrière le nombre de profils de juristes, d'économistes ou de spécialistes en administration et en politique (Kassim et al., 2013), ainsi que les expériences professionnelles antérieures, qui comprennent (de plus en plus même si présentes depuis toujours) des carrières dans le secteur privé. Les différences sont également énormes du point de vue des niveaux hiérarchiques d'entrée dans les institutions. Entre un contractuel (groupe 1, premier échelon) et un administrateur AD16, échelon 3 (la fraction supérieure), le salaire varie de 1 847 à 18 370 euros par mois (impôts déduits et hors prestations sociales). Ces différences ont également un impact sur la qualité du logement et sur la capacité d'amasser un héritage familial à long terme. Les sociologues et les anthropologues montrent que cette dimension est importante dans une ville comme Bruxelles, où le quartier européen mais aussi certains secteurs de l'est et du sud sont considérés comme des « ghettos pour les eurocrates » (Cailliez, 2004 ; Laurens et al., 2012).

Cette diversité n'empêche pourtant pas de conceptualiser l'existence d'un groupe. De nombreux auteurs ont du reste été amenés à la tempérer. Pour Cris Shore (2000), ces divergences sont largement compensées par l'intégration dans une seule et même caste, très proche dans son modèle de la noblesse d'État et d'une haute administration à la française, qui pour lui domine à la fin des années 1990. Sous une forme très différente, les travaux de Michelle Cini (2007) ont pu montrer que suite à la crise de la démission Santer une éthique commune était en voie de reconstruction. Carolyn Ban (2013) montre que ceux qui se sont joints après l'élargissement de 2004 n'ont pas apporté leurs

propres cultures administratives, probablement parce que beaucoup d'entre eux avaient acquis de l'expérience à l'étranger, souvent dans le secteur privé, et que leurs difficultés ont souvent tenu à l'existence d'un « in-group », ce qui implique bien l'existence d'un groupe. Dans les analyses les plus sérieuses du réseautage au sein de la Commission, Semin Suvarieriol (2008, p. 721) montre que les différences entre la nationalité et la culture, y compris la soi-disant « fracture Nord-Sud », sont des arguments souvent plus faibles qu'il n'y paraît. S'agissant de la Commission européenne, elle actualise du reste l'hypothèse fondatrice : pour beaucoup, conclut-elle, « [l']idéal des fonctionnaires “dont la nationalité [est] la supranationalité” [...] semble être la réalité de la vie quotidienne de la Commission ». Si en 1968 parler d'une « fonction publique européenne » pouvait encore ressembler à un « vœu pieux » (Coombes, 1968), il est, presque cinquante ans plus tard, difficile de prétendre que ce soit désormais « sans objet ».

Parlons d'objet précisément. D'un point de vue sociologique plus général, ce groupe est très loin d'être le seul groupe marqué par d'importantes différences internes ; c'est vrai de tous les groupes (y compris celui des universitaires) et de toutes les fonctions publiques. La perception de l'existence d'un groupe est aussi une question de distance à l'objet (Boltanski, 1982) : plus on le voit de loin plus il paraît homogène, et plus on s'en approche plus on peut en observer les différences. Aussi la question visant à statuer sur l'existence ou nom de ce groupe serait assez absurde. Tout groupe social est d'ailleurs en partie une fiction, mais il est, en fonction de son propre processus social et historique, une fiction qui se réalise dans les têtes et dans les corps de ceux qui le composent comme de ceux qui sont en relation avec lui, fût-ce indirectement et à distance. Selon les historiens et les sociologues, un groupe social est en effet une collection de personnes plus ou moins proches en termes de position économique ou sociale et dont l'homologie des positions originales se transforme en groupe social par un processus de construction sociale et politique (Thompson, 1964 ; Boltanski, 1982). Ce processus comprend les syndicats, les prophètes politiques et la mobilisation, ainsi que la modélisation par les universitaires. L'institutionnalisation par la loi a contribué à un processus d'identification et d'incarnation, ce qui a finalement permis de comprendre qu'un individu est assez singulier, mais aussi plus ou moins immergé dans le groupe, qui est étudié à travers son « noyau dur » principal dans un sens proche du pôle d'attraction des sciences physiques.

Il reste pourtant à savoir comment s'opèrent ces dynamiques dans un contexte transnational et institutionnel de l'Europe.

C'est à cette question que s'attache ce livre. Le processus de construction n'est pas ici si différent, quand bien même il serait peut-être moins abouti et plus fragile que pour d'autres groupes. Ce qui change tient dans la nature de ce que refoule le groupe en se construisant (ici la différence nationale au même titre que l'origine politique) et le fait d'être au cœur de luttes de pouvoir qui sont directement dictées par les caractéristiques de la politique européenne et qui l'affecte en retour. La théorie que défend ce livre est en effet que les institutions européennes, bien au-delà de leur institution et de leur organisation, avaient réussi à former, parfois longtemps contre le vœu de certains de ses grands États membres, à commencer par la France, une sorte de ressource humaine collective, un groupe qui se construisait en construisant l'Europe pour reprendre une formule de Bourdieu (1989) à propos des fonctionnaires et de l'État. La singularité de leur processus historique de constitution, leur isolement sociologique et symbolique et par la suite un ensemble de processus de socialisation ont longtemps permis de faire oublier les différences nationales, politiques et statutaires existantes entre ses membres au profit de l'identification, sous des formes néanmoins variables, à une avant-garde au service de la construction européenne, une nouvelle élite développant un sentiment d'appartenance commune, un « esprit de corps » transnational et surtout une forme d'autorité collective garantie par son statut et ses valeurs : la permanence, la compétence et l'indépendance pour reprendre un mot d'ordre syndical dont le succès interne renseigne sur l'éthos de groupe en formation.

C'est ce processus même qui se trouve aujourd'hui menacé dans ses fondements, non pas (ou pas seulement) comme on le verra par des processus extérieurs, mais pas des politiques et un processus de pouvoir interne qui, par méconnaissance ou ignorance volontaire des phénomènes collectifs a pris le contre-pied de la tendance historique qui s'était dessinée. Ce processus n'implique pas une perte de pouvoir de tous les fonctionnaires. Au contraire, il y a aussi des gagnants à ce processus. Mais le changement de modèle, en gros d'une fonction publique d'État supranationale qui ne disait pas son nom à la fonction de manager international indifférencié, transforme fondamentalement les équilibres internes du groupe et sa capacité collective à incarner légitimement un pouvoir européen autrement qu'en faisant appel à la force de l'arsenal juridique et/ou financier, une situation qui marque une rupture radicale avec son « enthousiasme » à construire l'Europe (Page, 1997) et sa contribution au leadership de la Communauté européenne (Schmitter, 2005).

Les transformations sociopolitiques du pouvoir des eurocrates

Pour mieux comprendre ce groupe et sa crise actuelle de reproduction, ce livre se propose d'opérer un ensemble de changements de perspective. Bien que l'analyse procède d'une perspective théorique (voir Kauppi, 2005 ; Rowell et Mangenot, 2010 ; Mérand et Saurugger, 2010 ; Bigo et Masden, 2011 ; Vauchez et De Witte, 2013, entre autres), on ne cherchera pas ici à se revendiquer d'un paradigme particulier. L'imposition ou la promotion d'un label, à laquelle j'ai participé en plaidant pour une « sociologie politique et historique de l'UE » (Georgakakis, 2009), me semble a posteriori réductrice ; elle empêche souvent d'être lue pour ce que l'on dit et surtout nuit à la seule démarche qui compte et qui consiste à savoir dans quelle mesure on renouvelle des questions de recherche, on éclaire des objets différemment de ce que disent les définitions officielles (ou plus largement de ce que l'on savait ou croyait savoir) et surtout dans quelle mesure on propose une théorie à la fois cohérente sur les plans épistémologique et empirique, permettant de mieux comprendre les processus en cours. Aussi est-il préférable de souligner ici ce que la construction de l'objet doit à différentes traditions d'analyse et de méthodologies et surtout à la volonté de les intégrer dans une perspective située au carrefour « géométrique », comme le disait souvent Bourdieu, de différentes perspectives sur le sujet.

Ce livre est ainsi nourri par la littérature de science politique car il s'agit bien de traiter ici d'enjeux de pouvoir et d'institutions. Les deux sont clairement ici au centre de l'analyse, mais il s'agit dans ce livre de les traiter en quittant le focus à distance sur les grandes entités – États membres et institutions européennes – et leur supposée dialectique quasi exclusive. On s'attachera au contraire à ouvrir la boîte noire de l'une de ces entités, les institutions européennes, pour entrer, comme l'ont fait par le passé les anthropologues et certains historiens (Seidel, 2010), dans le détail de la construction de sa principale ressource humaine. Ni les institutions ni les politiques publiques n'existent sans les hommes et les femmes qui sont au cœur de leur fonctionnement et les incarnent, et c'est particulièrement vrai pour les institutions et les politiques européennes comme cela a été montré il y a déjà longtemps (Rosenthal, 1975). Aussi ce livre invite-t-il à renouveler la connaissance sur le pouvoir des institutions européennes en faisant porter l'analyse non sur leur pouvoir abstrait, mais sur les pratiques de pouvoir et de légitimation qui sont au cœur de l'activité de leurs agents et de leur construction en tant que collectif.

À la différence des anthropologues, il s'agit pourtant moins de le faire à partir d'un prisme culturel (pourtant très vendeur dans les « milieux multiculturels ») qu'à partir d'un prisme plus sociologique prenant en compte des processus de construction sociale et plus largement de structuration, puis de déconstruction et de déstructuration relative de ce collectif. Il s'agit, plus précisément, de le faire en sociologue du politique en montrant les enjeux de pouvoir que la définition sociale de cette fonction publique et ses récents changements, y compris culturels, impliquent et de faire avancer la réflexion sur le lien très spécifique qui l'attache aux institutions. De ce point de vue, le livre permet de compléter les travaux qui, inspirés par des lectures proches, assimilent la construction de la fonction publique à une élite (Haller, 2008) et même une nouvelle noblesse d'État (Shore, 2000 et 2010). Il s'en distingue néanmoins en cherchant à mieux rendre compte de la diversité interne du groupe et de la façon dont les processus collectifs de construction ont pu être intériorisés différemment par les acteurs. Produit seize ans après le livre de Cris Shore, et donc dans un contexte post-réforme managériales, il donne à voir une tout autre réalité que celle d'un groupe triomphant pour le dépeindre dans une phase critique, voire de potentielle déconstruction et surtout comme pris entre les feux de deux impérialismes antagonistes de l'universel pour emprunter à nouveau à Bourdieu (Bourdieu, 1992 ; Dezalay et Garth, 1996) : celle d'un équivalent de l'État continental doté d'une fonction publique quasi intemporelle et (dé)vouée à sa construction et celle d'un capitalisme plus anglo-saxon servi par des agents publics plus temporels (et souvent temporaires) et dont l'horizon principal est le marché.

Portant sur un processus qui se déroule dans le temps et presque au point de passage de l'une à l'autre de ces prétentions impériales à l'universalisme (Bourdieu, 1992), ce livre est également nourri d'histoire et en particulier d'une pratique sinon de l'histoire du moins de l'archive, même si les pages qui suivent en rendent finalement assez peu compte. Il insiste ainsi peu sur le matériel archivistique que j'ai dépouillé à Bruxelles, Lausanne ou Florence sur les querelles autour du statut, la genèse des syndicats, ni suffisamment sur la genèse de l'esprit de corps analysé par Conrad (1992) et Seidel (2010), voire Bossuat (2011) dont le livre sur Émile Noël, secrétaire général de la Commission pendant trente ans, contient de très importants éléments. Mais il cherche à les prolonger en analysant à la fois les processus sociaux et politiques de cette construction collective (dans la coproduction de l'image de ce groupe, dans les transformations des habitus que suppose l'entrée en son sein, dans la fabrication et l'intériorisation d'un type singulier

d'autorité à parler légitimement au nom de l'Europe) et les processus de déconstruction en jeu dans les pratiques de formation, de recrutement, d'intégration des personnels des nouveaux pays membres et plus largement de légitimation dans le contexte de crises et le resserrement qu'il entraîne autour des fonctions de gardiens de l'économie austéritaire.

De ces différents points de vue, le livre innove par rapport à la production académique en administration publique européenne. Les analyses relevant de cette sous-discipline ont poussé comme des champignons dans les années récentes, au point que l'un de ses promoteurs, Jarl Trondal (2007), a pu parler, après plusieurs tournants dans les études sur l'Union européenne, de ce qu'on pourrait traduire par un « tournant administrativiste » (un « public administration turn » en version originale). Il reste que contrairement à ses origines plus fondées sur le droit et l'histoire, la science de l'administration publique européenne s'est semble-t-il surtout vu marquée par un tournant positiviste qui privilégie trop souvent une forme de naturalisme du bon modèle administratif et de la modernité dans le domaine ; pétri par une définition ethnocentrique située quelque part entre les administrations américaines et britanniques ou nordiques d'après les années 1980, ce courant exclut la plupart du temps le raisonnement historique ou sociologique pour épouser les vues des réformistes qui considèrent l'exceptionnalité de la fonction publique européenne comme une pathologie à réformer. Tous les auteurs de ce courant, dont beaucoup ont été cités plus haut, ne partagent heureusement pas ce point de vue. Aussi, tout en empruntant une partie de sa conception à la théorie du champ et des élites bureaucratiques de Bourdieu (Wacquant, 2005), ce livre contribue-t-il, à la fois modestement et alternativement sur le plan méthodologique et en partie épistémologique, à la théorie plus générale du développement d'un espace bureaucratique européen étudié par Olsen (2003) et Egeberg (2015).

Pour tenir ce pari, ce livre a pris le parti de trancher sur le plan méthodologique, et ce de deux manières. Il s'agit tout d'abord de multiplier les terrains d'observation et de construire le raisonnement dans le mouvement de cette multiplication. Les transformations en cours se jouent en définitive sur des théâtres, dans des temporalités et sur des problèmes différents (la définition de l'identité, la formation des vocations au service des institutions européennes, les réformes administratives, elles-mêmes différentes, l'élargissement de l'Union). En découvrir le principe commun implique en conséquence de multiplier les cas, les angles et les méthodologies pour rendre compte de l'espace social plus large dans lequel se jouent ses transformations et des phénomènes avec lesquels il est en relation, comme le dit

Boltanski (2005) lorsqu'il se penche sur les premières analyses qu'il a conduites avec Bourdieu sur l'État et les commissions au plan. Il faut de plus quitter la logique des causes et de ce qui relève du seul *opus operatum* pour se porter sur les processus et les batailles en train de s'opérer, soit le *modus operandi* qui permet de faire exister des objets et des processus collectifs.

Cette façon de faire semble d'autant plus utile que les tropismes convergents du positivisme scientifique et du néolibéralisme tendent au contraire à faire focaliser les raisonnements sur des points fragmentés de l'espace, au détriment de tout tableau d'ensemble. Les études s'intéressant à tel aspect de la politique du personnel (parfois en en recopiant les attendus) ou aux seules préférences des individus (quelle que soit la vacuité des instruments de mesure) proposent ainsi rarement des hypothèses sur le tableau d'ensemble dans lequel elles prennent sens et force. C'est une attitude radicalement inverse que l'on se propose d'adopter. En plus de multiplier les terrains, on a ainsi cherché à multiplier les points de vue, sur l'histoire, sur la dimension symbolique, sur la dimension matérielle, sur telle ou telle réforme (ici les débats sur la compétence, ceux sur les concours, ceux sur l'élargissement ou sur la révision du statut) pour faire émerger la direction commune. Bien que celle-ci n'apparaisse pas nécessairement frontalement dans le détail de chacun des processus, ceux-ci partagent néanmoins des structures communes au-delà de la diversité des situations et qui font sens dans le monde réel.

Une fois mis au jour le fil conducteur que représente la thèse d'une crise de reproduction de la fonction publique, pour ne pas parler de son possible délitement, l'idéal aurait été évidemment de reconstruire une enquête de but en blanc et d'ordonner démonstration et résultat sous une forme positive. Il m'est toutefois paru plus honnête intellectuellement de procéder plus modestement et de partir des acquis que presque dix-huit ans d'études sur le thème m'ont peu à peu permis d'apercevoir. C'est ce qui justifie ici que ce livre regroupe, comme d'autres, une série d'études. Ces dernières s'étalent sur presque vingt ans d'observation et me semblent en définitive plaider, tout aussi solidement que d'autres protocoles, pour l'hypothèse défendue ici. Cela comprend naturellement plusieurs inconvénients. La relation de chacun des chapitres au propos d'ensemble de ce livre n'est parfois qu'implicite, quand bien même on se serait souvent permis de remettre en scène ces études dans l'introduction des chapitres. Étant parfois datés, les articles n'intègrent pas par définition les derniers développements que telle ou telle réforme a pu subir des publications nombreuses parues. Des livres contenant d'importantes données comme

Kassim et al. (2013), Ellinas et Suleiman (2012), Ban (2013) ou Wille (2013) sont en dialogue avec celui-ci.

Cela comporte deux avantages qui l'emportent sur les défauts. Tout d'abord celui de faire sens, et partant d'être conforme à une définition des sciences humaines sociales ne se réduisant pas à une succession de projets sans suite, mais au contraire faisant émerger des thèses, des points, et au final la compréhension de phénomènes qui restent obscurs du fait de leur complexité ou du voile d'interprétations politiques qui les recouvre. Parce qu'elle existe, la thèse défendue ici pourra faire l'objet de controverses, et c'est souhaitable. C'est précisément par la controverse que commence le travail intellectuel et scientifique, beaucoup plus que par le ramassage de supposées preuves et résultats sans hypothèse ni épistémologie au-delà de la citation préalable et formelle d'une litanie de références rarement discutées.

Deuxième avantage, celui de fonder le raisonnement sur la convergence d'un ensemble assez considérable de matériaux empiriques. En cumulant des études sur plus de quinze ans, le livre procède aussi d'un abondant matériau et de méthodes variées. Ceux-ci seront précisés dans les chapitres, mais on peut dès maintenant inventorier les séjours dans les archives de la Commission à Bruxelles, celles de l'Institut universitaire européen de Florence ou de la Fondation Jean-Monnet pour l'Europe à Lausanne, l'analyse de textes officiels ou de documents de terrain (Journal du personnel puis Commission en direct, journaux syndicaux, documents officiels issus de la DG ADMIN puis HR), les biographies des directeurs, directeurs généraux et DG adjoints, les interviews auprès du personnel au cours de chacune des enquêtes (anciens directeurs généraux, syndicalistes, membres de la DG ADMIN puis HR, fonctionnaires ordinaires, une centaine d'anciens candidats au concours), sans parler du suivi constant de la presse grand public et, surtout, spécialisée sur le sujet. À cela s'est ajouté un important travail d'observation directe et/ou participante, qui s'est intensifié depuis que j'ai quitté Strasbourg pour Bruxelles il y a dix ans pour me partager entre Paris et Bruxelles. En tant qu'enseignant qui a formé plusieurs centaines d'étudiants aux affaires européennes à Strasbourg, Wrocław, Bruges et Paris, j'ai fait soutenir des quantités de thèses et de rapports de stage, et organisé ou participé à des remises de diplômes d'un master ou des rencontres avec des anciens élèves, autant d'occasions informelles d'être en lien avec les personnels des institutions européennes à différents niveaux (de celui des commissaires à celui des rangs les plus subalternes) et partant de tester différentes hypothèses. J'ai aussi travaillé à la préparation de

candidats au concours de très nombreuses fois, à Paris, Bruxelles ou dans plusieurs pays du centre et de l'est de l'Europe, autant d'occasions de discuter librement avec eux de leurs motivations pour l'idée du service. J'ai régulièrement et depuis un article sur les grèves de 1997 (Georgakakis, 2002c), suivi les mouvements de fonctionnaires et observé des AG du personnel ou des réunions internes ou le président Barroso rencontrait son personnel. J'ai participé à de très nombreux colloques, notamment dans le cadre des « Rendez-vous européens » organisés par l'ENA à Strasbourg, qui associe des fonctionnaires et des experts (occasions de présentation de soi, d'imposition ou de tension entre des visions différentes de la fonction publique). Mon investissement dans la défense des intérêts des sciences humaines et sociales auprès de l'UE m'a enfin permis de voir les choses encore d'un autre côté. Ce que peut montrer un membre de cabinet qui campe sur la définition de son directeur général contre la philosophie défendue par son commissaire peut être riche d'enseignements. Toutes ces expériences m'ont permis de dialoguer de façon assez libre avec de très nombreux fonctionnaires et de recueillir un matériau qui, bien que n'ayant la plupart du temps pas fait l'objet d'un protocole d'enregistrement, a été bien plus riche que celui des interviews formelles. (...).

La trame du livre

Le chapitre 1 a pour but de s'interroger sur la genèse et la construction de la figure de l'« eurocrate », entre stigmatisation et affirmation d'une excellence européenne différenciée. Si la figure commune de l'eurocrate est un mythe (les fonctionnaires européens sont loin d'être les seuls eurocrates, loin d'être homogènes, et loin de décider par eux-mêmes et indépendamment des gouvernements européens), ce chapitre montre que ce mythe, comme l'« illusion bien fondée » de Durkheim, s'enracine dans le processus même de la construction politique de l'Europe. Il est autant fabriqué par ses opposants, mettant à distance cette nouvelle élite émergente, que le produit d'appropriations partielles par de membres éminents du groupe qui cherchent à le donner à voir comme une nouvelle élite administrative, techniquement qualifiée et bien différenciée des bureaucrates nationaux.

Dans le chapitre 2, on interroge le processus par lequel les fonctionnaires européens intègrent leur groupe et les valeurs collectives qu'il fabrique. On repose ainsi différemment la question, devenue classique dans la littérature des European Studies, de la socialisation des agents « going native », c'est-à-dire adoptant la culture de l'Union européenne. Cette question

nous apparaît en effet bien moins relever d'une adhésion à des règles organisationnelles ou des valeurs abstraites comme l'analysent de très nombreux auteurs que d'un processus d'entrée dans une classe sociale de serviteurs de l'Europe, ou plus précisément et pour compléter les premières analyses de Shore, dans un Stand dans le sens de Max Weber. En devenant fonctionnaires européens statutaires, les agents obtiennent une position sociale (individuelle et collective) d'élite dont la permanence est garantie par le statut du personnel. Moteur du processus de socialisation et donc de formation d'un habitus et d'un éthos du service de l'Europe, la relation qui se développe entre ces agents et le Stand est en même temps un principe de variation entre les fonctionnaires selon leur trajectoire sociale et professionnelle et l'espace de possibles.

Le chapitre 3 poursuit le raisonnement en analysant le haut du panier du groupe, soit les directeurs généraux qui ont par ailleurs longtemps fait figure de modèle (et de rôle-modèle comme on a pu dire en sociologie). Fondé sur une étude prosopographique (biographie collective) des directeurs généraux et directeurs généraux adjoints de la Commission européenne (1958-2000) conduite avec Marine de Lassalle, le chapitre montre que la Commission européenne, loin d'être une « multi-organisation » mobile et imprévisible, dessine un espace de positions relativement structurées par la production et la répartition inégale d'un « crédit d'institution » partiellement autonome. Ce faisant, le chapitre étudie à la fois l'émergence d'un capital bureaucratique spécifique qui va de pair avec la différenciation d'un corps de fonctionnaires européens et les compétitions dont il est l'enjeu à l'intérieur du corps, qui opposent notamment un pôle de directeurs généraux possédant les titres de compétences européens et ceux ayant une trajectoire plus nationale, ou encore ceux ayant des trajectoires sectorielles et ceux ayant un caractère plus généraliste et politique.

Comment ces différentes tendances de la sociogenèse discrète, mais constante d'un corps équivalent à un corps d'État, ont-elles été remises en cause, notamment depuis les années 2000, et en quoi témoignent-elles d'une crise de reproduction ? C'est cette question que les chapitres suivants éclairent. Le chapitre 4 analyse ainsi le débat sur les compétences requises ou les compétences essentielles des fonctionnaires européens qui est l'une des conséquences indirectes de la réforme administrative de la Commission européenne. Il montre qu'une nouvelle définition de la compétence basée davantage sur les *skills*, soit l'aptitude personnelle ou comportementale, est devenue plus importante que des connaissances plus spécifiques liées au contexte de l'Union européenne, un processus qui, bien que sous

des formes apparemment anecdotiques, met en cause les compétences sociales des fonctionnaires de l'UE, et par conséquent, leur autorité à agir en tant que « serviteurs de l'Europe ».

En analysant le processus de sélection des nouveaux fonctionnaires de l'UE, en particulier sur sa première étape décisive, c'est-à-dire le concours pour entrer dans les institutions de l'UE, le chapitre 5 montre comment les « gardiens de l'Europe » miment désormais les managers internationaux du privé. La nouvelle formule promue par le bureau de sélection (EPSO) repose depuis 2013 sur deux étapes inspirées d'une culture managériale indifférenciée, où les connaissances sur l'UE et plus généralement tout ce qui servait de garantie minimale d'expertise et de compétences multiculturelles sont absents, sinon remplacés par des contre-valeurs, un changement qui rompt, ou au moins remet profondément en cause le modèle de consécration qui était à la source de l'esprit de corps et du « capital symbolique » de l'élite administrative européenne.

Le chapitre 6 interroge les transformations de la fonction publique nées de l'intégration des personnels des nouveaux pays. Cette question a longtemps été comprise comme un problème culturel et politique, mettant en scène la question de l'adaptation d'agents issus d'administrations développées à l'est du rideau de fer à une culture administrative construite de l'autre côté, voire contre la première. Le chapitre veut au contraire prolonger le récent travail de Carolyn Ban (2013) montrant que la relation entre l'in-group et l'out-group, pour reprendre la terminologie classique de la sociologie américaine, était le principal point de tension dans une administration qui était en même temps transformée par des réformes administratives. Il met ainsi l'accent sur une définition plus large de la culture et surtout plus directement liée aux structures pertinentes de pouvoir et de domination. Il montre ainsi que le problème de l'intégration des nouveaux arrivants tient, comme pour d'autres avant eux mais dans de plus grandes proportions, à ce que leur position est structurellement dominée dans le champ de l'eurocratie. Dans le mouvement du changement de paradigme de la fonction publique et de ses réformes, cette position dominée a conduit à des stratégies d'opposition avec ce qui est désormais réputé être « l'ancien modèle » de la fonction publique européenne et/ou de ralliement aux sirènes des modèles néomanagérial et néolibéral, notamment d'inspiration anglo-américaine.

Le chapitre 7 se concentre enfin sur les transformations de l'administration de l'UE dans le contexte de la crise

économique. Celles-ci présentent un tableau mitigé en rupture avec les représentations communes d'une administration motrice ou, à l'inverse, victime des politiques d'austérité. Se penchant successivement sur la révision du statut de la fonction publique entre 2011 et 2013 et la réévaluation des compétences d'économistes au sein de la Commission depuis 2010, ce chapitre pointe les effets de la crise économique sur les luttes portant plus ou moins explicitement sur les définitions de la fonction publique européenne et leurs conséquences en matière de légitimation et délégitimation de ses agents. Si ces changements n'ont pas démantelé le groupe, ils ont néanmoins contribué à créer les conditions d'une nouvelle définition de ses fonctions assez éloignée de celles d'origine.

La conclusion ouvre deux pistes à explorer : la première invite à suivre les facteurs sociologiques qui ont impulsé les transformations et mis le groupe en crise en remettant en cause la définition du modèle d'élite de référence ; la seconde indique les implications de cette crise de reproduction sur la conduite des politiques publiques européennes et le chemin de la construction européenne ; du point de vue de sa base humaine et sociologique interne, cette dernière apparaît s'éloigner fortement de la trajectoire, la *state-building strategy* anticipée par les meilleurs auteurs lors l'expérience Delors (Ross, 1995), qu'elle semblait pouvoir encore prendre au début des années 1990.